

OUR GENOCIDE

Rapport publié par B'Tselem

28 juillet 2025

https://www.btselem.org/publications/202507_our_genocide

Traduction en français : Comité Rennais de l'AFPS

https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/202507_our_genocide_eng.pdf

Table des matières

.....	1
https://www.btselem.org/sites/default/files/publications/202507_our_genocide_eng.pdf	3
1. INTRODUCTION.....	4
Défendre les droits de l'homme face au génocide.....	6
2. QU'EST-CE QU'UN GÉNOCIDE ?.....	8
Sur la Convention des Nations Unies et le débat juridique sur la question du génocide.....	10
3. MÉTHODOLOGIE.....	11
4. LE GÉNOCIDE ISRAËLIEN CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN.....	13
A. Meurtres et atteintes graves à l'intégrité physique et mentale.....	15
Meurtres et atteintes graves à l'intégrité physique et mentale dans la bande de Gaza.....	15
Frappes aériennes et déplacements de population.....	16
Réglementation de l'ouverture des tirs et zones de mort.....	18
Morts indirectes.....	19
Traumatisme psychologique.....	20
Frappes aériennes.....	22
Politique d'ouverture du tir.....	23
Milices juives en Cisjordanie.....	23
Grave détresse psychologique.....	24
Meurtre et atteinte grave à l'intégrité physique et mentale à l'intérieur d'Israël.....	25
Crime.....	25
Destruction des conditions de vie dans la bande de Gaza.....	25
Famine et destruction des infrastructures alimentaires.....	25
Utilisation de la famine comme méthode de guerre.....	26
Assassinats systématiques dans les "centres de distribution de l'aide".....	27
Destruction des infrastructures d'eau et d'électricité.....	28
Assaut contre le système de santé.....	29
Domicide (destruction du logement).....	32
Destruction économique.....	33
Destruction des conditions de vie en Cisjordanie.....	33
Domicide (destruction du logement) et restrictions de circulation.....	33
Destruction économique.....	34
Destruction des infrastructures hydrauliques et agricoles.....	34
Assaut contre le système de santé.....	35
C. Déplacements forcés.....	36
Déplacements forcés dans la bande de Gaza.....	36
Déplacement forcé en Cisjordanie.....	38
D. Détruction sociale, politique et culturelle.....	40
La destruction sociale, politique et culturelle dans la bande de Gaza.....	40
La propagation de l'anarchie.....	40
Atteinte à l'unité familiale.....	41
Assaut contre l'éducation.....	44
Interférence avec la couverture médiatique.....	44
Attaques contre le patrimoine historique et religieux.....	45
Destruction sociale, politique et culturelle en Cisjordanie.....	45
Atteinte à l'éducation.....	45

Attaques contre le patrimoine historique et les rites religieux.....	46
Destruction sociale, politique et culturelle à l'intérieur d'Israël.....	47
Censure et réduction au silence.....	47
Crime.....	47
E. Le système pénitentiaire en tant que réseau de camps de torture.....	48
F. Assaut contre le statut de réfugié palestinien.....	51
G. Incitation au génocide et déshumanisation depuis octobre 2023.....	52
5. LE GÉNOCIDE EN TANT QUE PROCESSUS.....	57
A. Fondements du régime (1948-2023).....	57
Le régime d'apartheid israélien - ingénierie démographique, nettoyage ethnique et séparation	
.....	58
Séparation.....	58
Ingénierie démographique et nettoyage ethnique.....	59
Mécanismes de déshumanisation et présentation des Palestiniens comme une menace	
existentielle.....	61
Culture de l'impunité.....	63
B. L'attentat du 7 octobre 2023 : Un événement déclencheur.....	66
C. Exploitation de l'opportunité par un gouvernement d'extrême droite.....	68
6. CONCLUSION.....	69

1. INTRODUCTION

Depuis octobre 2023, Israël a fondamentalement changé sa politique à l'égard des Palestiniens. À la suite de l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023, Israël a lancé une campagne militaire intensive dans la bande de Gaza, qui se poursuit plus de 20 mois plus tard. L'assaut d'Israël sur Gaza comprend des massacres, à la fois par des attaques directes et par la création de conditions de vie catastrophiques qui continuent d'augmenter le nombre de morts ; des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de l'ensemble de la population de la bande ; la destruction à grande échelle des infrastructures ; la destruction du tissu social, y compris des établissements d'enseignement et des sites culturels palestiniens ; des arrestations massives et des abus sur les détenus ; la destruction de l'infrastructure et de l'environnement ; la destruction de l'infrastructure et de l'environnement ; des arrestations massives et des mauvais traitements infligés aux détenus dans les prisons israéliennes, qui sont devenues des camps de torture pour des milliers de Palestiniens détenus sans procès ; des déplacements forcés massifs, y compris des tentatives d'épuration ethnique et la transformation de cette dernière en objectif de guerre officiel ; et une atteinte à l'identité palestinienne par la destruction délibérée des camps de réfugiés et des tentatives de saper l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Le résultat de cette attaque globale contre la bande de Gaza est un préjudice grave et, au moins en partie, irréparable, pour plus de 2 millions de personnes vivant dans la bande de Gaza, en tant que membres du peuple palestinien.

Un examen de la politique israélienne dans la bande de Gaza et de ses terribles résultats, ainsi que les déclarations de hauts responsables politiques et militaires israéliens sur les objectifs de l'attaque, permettent de conclure sans équivoque qu'Israël mène une action coordonnée pour détruire intentionnellement la société palestinienne dans la bande de Gaza. En d'autres termes : Israël commet un génocide contre les Palestiniens de la bande de Gaza.

Le terme génocide désigne un phénomène socio-historique et politique qui s'est produit tout au long de l'histoire de l'humanité. Depuis la signature de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide en 1948 (entrée en vigueur en 1951), le génocide est également reconnu comme l'un des crimes les plus graves en droit international, impliquant des actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Tant sur le plan moral que juridique, le génocide ne peut être justifié en aucune circonstance, y compris en tant qu'acte d'autodéfense.

Le génocide est perpétré au moyen de pratiques multiples et parallèles au fil du temps, les massacres physiques de masse n'étant que l'une d'entre elles. La destruction des conditions de vie, parfois dans des zones de concentration ou des camps, la tentative

systématique d'empêcher la reproduction, la violence sexuelle généralisée à l'encontre des membres d'un groupe ou leur expulsion massive peuvent être - [et ont été](#) au cours de [l'histoire](#) - parmi les moyens utilisés par les États ou les autorités dirigeantes pour détruire des groupes ethniques, nationaux, raciaux, religieux et autres. Par conséquent, les actes génocidaires sont des actions diverses destinées à provoquer la destruction d'un groupe distinct, dans le cadre d'un [effort délibéré et coordonné](#) d'une autorité dirigeante.

Un génocide s'inscrit toujours dans un contexte : il y a des conditions qui le rendent possible, des événements catalyseurs et une idéologie directrice. L'assaut actuel contre le peuple palestinien, y compris dans la bande de Gaza, doit être compris dans le contexte de plus de soixante-dix ans au cours desquels Israël a imposé un régime violent et discriminatoire aux Palestiniens, prenant sa forme la plus extrême contre ceux qui vivent dans la bande de Gaza.

Comme tous les régimes, le régime israélien est un système qui suit une logique sous-jacente et utilise des mécanismes étatiques pour atteindre ses objectifs. S'inscrivant dans le cadre plus large du [colonialisme de peuplement](#), qui a caractérisé les relations entre Juifs et Palestiniens dès les premières étapes de la colonisation sioniste, le régime israélien s'efforce d'assurer la suprématie juive sur les Palestiniens - économiquement, politiquement, socialement et culturellement. À cette fin, le régime d'apartheid et d'occupation a institutionnalisé des mécanismes de contrôle violent, d'ingénierie démographique, de discrimination et de fragmentation du collectif palestinien. Ce sont ces fondements, posés par le régime, qui ont permis de lancer une attaque génocidaire contre les Palestiniens immédiatement après l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023. met l'accent sur trois éléments fondamentaux en particulier : la vie sous un régime d'apartheid, la vie sous un régime d'apartheid, la vie sous un régime d'apartheid, la vie sous un régime d'apartheid. Il s'agit d'un système qui impose la séparation, l'ingénierie démographique et le nettoyage ethnique ; d'un recours systémique et institutionnalisé à la violence contre les Palestiniens, alors que les auteurs jouissent de l'impunité ; et de mécanismes institutionnalisés de déshumanisation et d'assimilation des Palestiniens à une menace existentielle.

De telles conditions peuvent exister au fil du temps sans se transformer en une agression génocidaire. Souvent, un événement violent qui crée un sentiment de menace existentielle au [sein du groupe qui le commet](#) est le [catalyseur](#) qui permet au système dirigeant de [perpétrer un génocide](#). L'attaque du Hamas et d'autres groupes armés palestiniens le 7 octobre 2023 a été un catalyseur de ce type.

Cette attaque atroce, qui visait principalement des civils, a comporté de nombreux crimes de guerre et probablement aussi des crimes contre l'humanité. Elle a coûté la vie à [1 218 Israéliens et ressortissants étrangers](#), dont 882 civils, a donné lieu à des actes de violence graves et de grande ampleur, y compris des violences sexuelles, a [blessé des dizaines de milliers de personnes](#) et a entraîné [l'enlèvement de 252 personnes](#) dans la bande de Gaza, pour la plupart des civils, dont des femmes, des personnes âgées et

des enfants. Le plus jeune des enfants enlevés était un bébé de neuf mois qui a été tué, ainsi que son frère de trois ans et leur mère, alors qu'ils étaient détenus à Gaza. Pour les Israéliens, le fait même de l'attaque, son ampleur et ses résultats ont généré un degré d'anxiété et un sentiment de menace existentielle qui ont conduit à de profonds changements sociaux et politiques dans la société israélienne. Ceux-ci ont entraîné un changement de la politique israélienne à l'égard des Palestiniens de la bande de Gaza : de la répression et du contrôle à la destruction et à l'anéantissement.

Le génocide israélien se déroule dans la bande de Gaza, où la violence du régime à l'encontre des Palestiniens est mise en œuvre dans sa forme la plus extrême et la plus meurtrière. Pourtant, l'assaut sur Gaza ne peut être séparé de l'escalade de la violence infligée, à différents niveaux et sous différentes formes, aux Palestiniens de Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et à l'intérieur d'Israël.

Dans ce contexte, il est important de noter les similitudes entre ces zones : en fin de compte, ce sont les mêmes troupes qui opèrent à Gaza et dans les autres zones, sous les mêmes commandants et la même direction politique. Les pratiques employées par Israël dans d'autres zones reflètent souvent la logique de gouvernement appliquée à Gaza : mépris total de la vie humaine, dommages graves causés aux innocents, destruction généralisée des zones résidentielles et des conditions de vie, nettoyage ethnique et mépris flagrant des obligations morales et du droit international. Dans le même temps, de nombreuses personnalités militaires et politiques de haut rang menacent d'appliquer le niveau de force actuellement utilisé à Gaza contre les Palestiniens dans d'autres régions.

Dans ces régions, comme à Gaza, des crimes mortels sont commis contre les Palestiniens sans que les auteurs aient à rendre compte de leurs actes. La violence et la destruction dans ces zones s'intensifient au fil du temps, sans qu'aucun mécanisme national ou international efficace n'intervienne pour y mettre fin. En conséquence, ces crimes deviennent normaux aux yeux des soldats, des commandants, des politiciens, des médias et des Israéliens en général.

Tout en perpétrant un génocide dans la bande de Gaza, le régime israélien continue de contrôler la vie des Palestiniens en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et à l'intérieur d'Israël. Compte tenu de l'escalade continue et manifeste de la violence israélienne contre les Palestiniens dans toutes ces régions - qui comprend elle-même des crimes très graves - nous devons appeler à un arrêt immédiat du génocide israélien contre les Palestiniens dans la bande de Gaza, et mettre en garde contre le danger clair et imminent que le génocide ne reste pas confiné à la bande de Gaza.

Défendre les droits de l'homme face au génocide

B'Tselem est une organisation israélienne de défense des droits de l'homme qui documente et recherche les dommages causés aux Palestiniens sous le régime d'apartheid et d'occupation d'Israël. Au nom du devoir de protéger les êtres humains,

leur vie, leur dignité et leurs droits individuels et collectifs, B'Tselem s'emploie depuis plus de 35 ans à dénoncer les violations systématiques des droits de l'homme des Palestiniens par Israël.

Le nom B'Tselem signifie « **à l'image [de Dieu]** » en hébreu et est tiré du verset biblique « Dieu créa l'homme à son image, à l'image de Dieu » (Genèse 1:27). Il reflète le principe de la valeur inhérente à toute vie humaine. Ce fondement moral a guidé le travail de l'organisation depuis le début.

Au fil des décennies, nous avons acquis de l'expérience dans le domaine des droits de l'homme, développé une compréhension profonde des mécanismes de l'oppression israélienne contre le peuple palestinien et publié des centaines de rapports et de prises de position. B'Tselem documente les incidents sur le terrain, expose les actions et les crimes d'Israël, analyse les politiques qui les guident et identifie les mécanismes politiques, sociaux et étatiques qui les rendent possibles. Sur la base des informations que nous recueillons et des conclusions qui en découlent, nous nous engageons à présenter des positions et des demandes sans équivoque concernant l'état des violations des droits de l'homme et les actions requises pour protéger ces droits. En 2021, B'Tselem [a rejoint](#) de nombreux autres acteurs, en premier lieu les organisations et les activistes palestiniens, qui ont identifié pendant des décennies le régime israélien comme un régime d'apartheid. Nous avons écrit :

Dans toute la région située entre la mer Méditerranée et le Jourdain, le régime israélien met en œuvre des lois, des pratiques et une violence d'État destinées à asseoir la suprématie d'un groupe - les Juifs - sur un autre - les Palestiniens. Une méthode essentielle pour atteindre cet objectif consiste à aménager l'espace différemment pour chaque groupe.

Les fondements formels de ce régime ont été posés lors de la création de l'État d'Israël, sur la base de fondements idéologiques préexistants. L'objectif est clair depuis le début : consolider la suprématie du groupe juif sur l'ensemble du territoire sous contrôle israélien. Le principal outil pour réaliser ce principe directeur a été l'établissement d'un régime d'apartheid (qui, contrairement à la situation historique et politique en Afrique du Sud, n'a jamais été officiellement déclaré comme tel et a, en fait, été constamment nié par les gouvernements israéliens). Ce régime est conçu pour consolider la suprématie d'un groupe par l'ingénierie démographique, la séparation, le façonnement du discours public, l'endoctrinement, le militarisme et, bien sûr, l'usage de la force et de la violence.

Le régime a mis en œuvre ses pratiques différemment dans chaque secteur sous son contrôle, avec de nombreux changements et perfectionnements au fil des ans. Pourtant, l'objectif principal reste le même. L'ensemble du système israélien - politique, militaire, public et juridique - est structuré de manière à maintenir la suprématie juive, sous le faux prétexte de la primauté du droit, alors qu'en réalité les droits des sujets

palestiniens ne sont pas protégés. En tant qu'organisation de défense des droits de l'homme qui s'efforce d'arrêter et de prévenir la violence systémique et généralisée de l'État contre les Palestiniens, nous avons le devoir d'analyser les violations des droits de l'homme sur le terrain dans leur contexte, en tenant compte du régime qui les engage et de la logique politique qui les guide.

Comme nous l'avons indiqué, depuis octobre 2023, il y a eu un changement majeur dans les pratiques d'oppression et de préjudice d'Israël à l'égard des Palestiniens, à la fois en tant qu'individus et en tant que groupe. Nous avons recueilli des témoignages et documenté des centaines d'incidents d'une violence extrême et sans précédent contre des civils palestiniens sur l'ensemble du territoire contrôlé par Israël, tandis que des politiciens et des commandants militaires de premier plan ont ouvertement déclaré les politiques mises en œuvre sur le terrain. Les innombrables preuves des conséquences de ces politiques reflètent l'horrible transformation de l'ensemble du système israélien dans son traitement des Palestiniens.

À B'Tselem, des Israéliens juifs et des Palestiniens de la bande de Gaza, de Cisjordanie, de Jérusalem-Est et d'Israël travaillent côte à côte, guidés par l'idée que la défense des droits de l'homme est une obligation humaine et morale fondamentale. Nous vivons tous sous un régime d'apartheid discriminatoire qui classe certains d'entre nous comme des sujets privilégiés simplement parce qu'ils sont juifs, et d'autres comme ne méritant aucune protection simplement parce qu'ils sont palestiniens. Ensemble, nous luttons pour le droit que nous avons tous de vivre entre la mer Méditerranée et le Jourdain sans discrimination, sans répression violente et sans anéantissement.

Au moment même où nous écrivons ces lignes, Israël intensifie son assaut brutal et impitoyable contre les Palestiniens. En tant qu'habitants de cette terre et militants des droits de l'homme, il est de notre devoir de témoigner de la situation que nous et beaucoup d'autres avons documentée et étudiée. Il est de notre devoir de nommer la réalité dont nous sommes témoins et que nous vivons, de la raconter et de nous tenir aux côtés des victimes.

Nous appelons le public israélien et la communauté internationale à agir d'urgence pour mettre un terme immédiat à l'assaut d'Israël contre les Palestiniens dans la bande de Gaza et dans toutes les zones sous contrôle israélien, en utilisant tous les moyens disponibles en vertu du droit international.

2. QU'EST-CE QU'UN GÉNOCIDE ?

Le terme génocide désigne un phénomène sociopolitique [qui s'est produit tout au long de l'histoire de l'humanité](#). Plusieurs définitions ont été proposées, mais à la base, le génocide est la **destruction délibérée et violente d'un groupe ethnique, national, religieux ou racial**, ou une tentative de destruction, qui inflige des dommages graves et irréparables au groupe en tant que tel. Selon la [définition](#) de Raphael Lemkin, le juriste juif polonais qui a inventé le terme, le génocide est une «

attaque coordonnée » contre divers aspects de la vie d'un groupe national, ethnique, religieux ou racial distinct, par le biais de diverses actions visant à détruire les fondements essentiels de la vie du groupe, dans le but de l'anéantir. Depuis l'adoption de la [Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide](#) de 1948, le génocide est également reconnu comme l'un des crimes les plus graves au regard du droit international. Il comprend les actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Moralement et juridiquement, le génocide [ne peut être justifié en aucune circonstance](#), y compris [en tant qu'acte d'autodéfense](#). En 1950, l'État d'Israël a promulgué la [loi 5710-1950 sur le crime de génocide \(prévention et répression\)](#).

Dans la plupart des cas, le génocide implique une série de comportements et de pratiques à long terme, les massacres physiques directs et massifs n'étant que l'un d'entre eux. L'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe, la destruction des lieux de vie et la création de conditions de vie dangereuses, souvent dans des zones de concentration ou des camps, la tentative d'empêcher les naissances au sein du groupe, la violence sexuelle généralisée à l'encontre des membres du groupe ou l'expulsion massive des membres du groupe peuvent faire partie, et ont fait partie historiquement, des méthodes utilisées par les États ou les autorités dirigeantes pour détruire les groupes ethniques, nationaux, raciaux, religieux, ou autres.

Comme l'établit la convention des Nations unies et comme l'illustrent [divers cas historiques](#), le génocide n'implique pas nécessairement une tentative de tuer physiquement tous les membres d'un groupe. Il est défini dans la convention comme incluant la « destruction, en tout ou en partie » du groupe, et peut se concentrer sur un sous-ensemble spécifique du groupe ou sur une [zone géographique spécifique](#) dans laquelle il réside (alors qu'une politique différente peut être appliquée à d'autres membres du même groupe sous le contrôle du même régime). Néanmoins, un génocide perpétré contre une partie du groupe augmente le risque que les actes génocidaires s'étendent à d'autres parties du groupe, car le passage d'un régime à l'exécution d'un génocide reflète généralement une [perception de tous les membres du groupe comme une menace](#), une dévaluation de leur vie et la suppression de leurs protections juridiques. Il reflète également l'idée que la violence extrême, pouvant aller jusqu'à l'anéantissement, est considérée comme une solution [réalisable, efficace et même nécessaire](#) à la menace supposée posée par le groupe. Une fois que les organes de l'État ont commencé à mettre en œuvre un génocide dans une région, ils ont tendance à normaliser l'utilisation de cette violence et à jouir de l'impunité, tant au niveau national qu'international, ce qui facilite son application [dans d'autres régions](#).

Un génocide peut rarement être perpétré sans le [consentement, le soutien et la légitimation](#) du groupe qui le commet. Cependant, il est important de noter que les sociétés qui perpètrent un génocide ne se reconnaissent souvent pas comme telles. En général, la campagne génocidaire est perçue par ses auteurs directs, et comprise par le grand public, comme [un acte légitime d'autodéfense](#) en réponse à un ennemi

représentant une menace existentielle. La légitimité sociale accordée à la violence extrême dans un domaine jette les bases de son acceptation dans d'autres, augmentant le risque de violence du régime à l'encontre de l'ensemble du groupe.

Par conséquent, le fait de reconnaître qu'un génocide a lieu contre une partie d'un groupe ou dans un lieu spécifique constitue également un grave avertissement : il signale l'expansion potentielle de schémas de violence similaires à d'autres segments du groupe ou à d'autres régions.

Sur la Convention des Nations Unies et le débat juridique sur la question du génocide

La [Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide](#) de 1948 (entrée en vigueur en 1951) définit plusieurs actes considérés comme génocidaires s'ils sont commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux : tuer des membres du groupe ; porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; imposer délibérément des conditions d'existence devant entraîner la destruction physique totale ou partielle du groupe ; imposer des mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; transférer de force des enfants du groupe à un autre groupe. Les tribunaux internationaux qui ont jugé les affaires du [Rwanda](#) et de [l'ex-Yougoslavie](#) ont également inclus des actes de violence sexuelle et sexiste généralisée. Ainsi, la Convention et son interprétation juridique précisent que la destruction intentionnelle d'un groupe peut, et tend en fait, à se produire par le biais de multiples formes d'action, le meurtre direct n'étant que l'une d'entre elles.

La définition de la Convention met l'accent sur l'importance de l'intention de détruire un groupe en tant que tel. En termes juridiques, cette intention est souvent formulée en termes de mens rea - l'élément mental, c'est-à-dire l'intention de détruire le groupe en tout ou en partie - et d'actus reus - les actes physiques accomplis pour réaliser cette intention, tels qu'ils sont énumérés dans la Convention. Le génocide requiert une intention spécifique (dolus specialis) de détruire le groupe en tout ou en partie, et chacun des actes définis dans la Convention ne peut être qualifié de génocidaire que s'il est commis avec cette intention. Les tribunaux internationaux saisis de cas de génocide ou de suspicion de génocide ont statué que l'intention peut être déduite non seulement des documents officiels et des déclarations des dirigeants politiques ou militaires, mais aussi du mode de comportement de l'État ou des forces perpétrant les crimes, si cette intention est [la seule déduction que l'on puisse raisonnablement faire](#) de ce comportement.

Il existe un [fossé](#) inhérent entre [l'analyse juridique et l'analyse historique du génocide](#). La définition juridique est étroite et a été façonnée en grande partie par les [intérêts politiques](#) des États dont les représentants l'ont rédigée. D'un point de vue historique, la destruction violente de groupes dans un passé lointain et récent s'est produite de [manières très diverses](#), dont beaucoup ne correspondent pas à la définition juridique

stricte. Le seuil élevé établi par la norme juridique et les interprétations dominantes adoptées par les tribunaux internationaux ont conduit à une situation paradoxale dans laquelle le génocide n'est généralement reconnu qu'après qu'une partie importante du groupe ciblé a déjà été détruite et que le groupe en tant que tel a subi un préjudice irréparable.

Le cas d'Israël et de Gaza illustre ce problème : alors que le débat juridique sur la question de savoir si Israël commet un génocide dans la bande de Gaza est à la fois important et nécessaire, il existe un fossé critique entre le temps qu'il faudra aux institutions juridiques officielles délibérant sur la question, principalement la [Cour internationale de justice](#), pour rendre des décisions contraignantes, et la réalité de la société à Gaza qui est détruite sous nos yeux. Les conséquences des actions délibérées d'Israël deviennent de plus en plus graves au fil du temps, tandis que la communauté internationale reste passive ou soutient activement les crimes d'Israël.

Ce rapport s'appuie sur la définition juridique du génocide telle qu'elle figure dans la Convention des Nations unies, mais adopte un cadre analytique plus large, s'inspirant de la conception originale de Raphael Lemkin ainsi que de recherches historiques et sociologiques, lorsqu'il examine le processus qui a conduit au génocide à Gaza et aux actes génocidaires d'Israël dans la bande de Gaza. Le rapport analyse les conditions qui ont précédé octobre 2023 et préparé le terrain pour la mise en œuvre du génocide à la suite de l'attaque du Hamas le 7 octobre ; les raisons pour lesquelles cette attaque est devenue un catalyseur sur la voie du génocide ; et la gamme de pratiques qu'Israël a mises en œuvre à Gaza depuis le 7 octobre. Ensemble, ces pratiques constituent une attaque coordonnée contre les fondements essentiels de la société palestinienne à Gaza, avec l'intention de détruire les Palestiniens de Gaza en tant que groupe. Le rapport examine également la manière dont ces pratiques génocidaires se répandent progressivement dans d'autres régions où Israël contrôle les Palestiniens et met en garde contre le danger qu'elles représentent pour les Palestiniens de ces régions, à la fois en tant qu'individus et en tant que groupe.

3. MÉTHODOLOGIE

Ce rapport vise à décrire la nature générale de l'assaut qu'Israël mène depuis octobre 2023 contre les Palestiniens dans toutes les zones qu'il contrôle, en mettant l'accent sur le génocide dans la bande de Gaza.

Au cours des 20 derniers mois, B'Tselem a recueilli des données, des informations et de la documentation sur des milliers de cas de meurtres, de blessures, de déplacements forcés, de torture, de destruction de maisons, de structures et d'infrastructures, ainsi que sur un large éventail d'autres violations des droits de l'homme commises par le régime israélien contre les Palestiniens dans la bande de Gaza, en Cisjordanie (y

compris Jérusalem-Est) et sur le territoire de l'État d'Israël. Afin de fournir une image aussi complète que possible de l'étendue des dommages causés aux Palestiniens, ce rapport inclut des informations et des données recueillies auprès de sources externes. La décision d'utiliser ces informations découle, entre autres, de l'immense difficulté à documenter les actions d'Israël dans la bande de Gaza. Depuis le début de l'assaut actuel, Israël a imposé des restrictions sans précédent à l'accès des organisations et des médias à Gaza, renforçant ainsi son isolement par rapport au reste du monde. Les chercheurs de terrain de B'Tselem dans la bande de Gaza, qui ont réussi à s'échapper avec leurs familles après des mois de déplacement, de souffrance et de danger constant, ont continué à recueillir les témoignages de centaines d'habitants par le biais d'appels téléphoniques et de messages vocaux, malgré le défi permanent que représente le maintien du contact.

Comme nous nous engageons à maintenir les normes les plus élevées de crédibilité et de fiabilité, toutes les données contenues dans ce document qui n'ont pas été directement étudiées et vérifiées par B'Tselem ont été tirées des sources suivantes : publications et rapports d'organisations de défense des droits de l'homme, d'agences humanitaires, de bureaux et d'organes de l'ONU, enquêtes et rapports d'organes de presse réputés respectueux de l'éthique journalistique et des normes de vérification des données, avis d'experts rédigés par des professionnels internationalement reconnus, et sources primaires telles que témoignages et documentation vérifiée provenant du terrain. En outre, nous nous sommes appuyés sur un large corpus d'ouvrages spécialisés qui ont examiné des cas de génocide commis au cours de l'histoire dans différentes parties du monde, ainsi que sur les travaux de chercheurs qui ont documenté des pratiques répandues dans l'ombre de la guerre en cours à Gaza et ont publié leurs conclusions dans des revues universitaires reconnues. L'analyse de toutes les informations recueillies a été effectuée par B'Tselem, sur la base de ses nombreuses années d'expérience en matière de collecte et de vérification d'informations et de recherche sur les violations des droits de l'homme.

En ce qui concerne le nombre de Palestiniens tués et blessés dans la bande de Gaza, ce rapport s'appuie sur les chiffres publiés par le ministère palestinien de la Santé à Gaza. Ces chiffres sont largement considérés comme fiables et ont été adoptés [par de nombreuses organisations et chercheurs](#). En outre, ils sont [généralement considérés](#) comme prudents par rapport au nombre réel de victimes de l'assaut. Cela est dû à la méthodologie utilisée par le ministère pour calculer le nombre de victimes : En ce qui concerne les décès, le ministère n'enregistre que les corps qui arrivent dans les morgues des hôpitaux ou les décès signalés aux autorités par les proches. Par conséquent, les [listes](#) du ministère excluent les personnes décédées dont les corps n'ont pas encore été retrouvés dans les décombres des bâtiments détruits, les dépouilles qui ne peuvent être identifiées, les corps enterrés dans des tombes de fortune sans que les autorités en aient été informées, ou encore les familles entières tuées sans que personne n'ait pu signaler leur décès. Il en va de même pour le nombre de blessés, qui

ne comprend que ceux qui ont pu atteindre les centres médicaux officiels pour y être soignés. La destruction systématique du système de santé de Gaza a laissé de nombreux blessés incapables ou peu désireux d'accéder aux quelques hôpitaux restants dans la bande, qui sont submergés par le nombre de morts, de malades et de blessés.

En raison des contraintes décrites ci-dessus et du volume sans précédent des événements, cette section ne reflète qu'une image partielle de l'ampleur des dommages causés à chaque dimension de la vie palestinienne dans les différentes zones sous contrôle israélien. Nous estimons que des années de documentation et de recherche seront nécessaires pour évaluer pleinement l'ampleur des destructions qui se poursuivent au moment de la rédaction de ce rapport, ainsi que les conséquences à long terme, personnelles, culturelles, sociales et politiques, auxquelles les Palestiniens vivant dans ces régions devraient être confrontés à l'avenir.

4. LE GÉNOCIDE ISRAËLIEN CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

Près de deux ans d'attaques israéliennes incessantes ont laissé la majeure partie de la bande de Gaza en ruines. À la mi-juillet 2025, les chiffres estimés font état d'environ 58 026 morts, dont une écrasante majorité de civils qui ne participaient pas aux hostilités. Le nombre de blessés est estimé à environ 138 520. Tous les hôpitaux ont été détruits ou ne fonctionnent que partiellement, et il en va de même pour la grande majorité des infrastructures civiles. On peut raisonnablement supposer que l'ensemble de la population de la bande de Gaza, en particulier les enfants, qui représentent environ la moitié de la population, subit actuellement des traumatismes physiques et psychologiques plus ou moins graves. On s'attend à ce que de nombreuses autres personnes meurent ou subissent des dommages corporels et mentaux graves et durables en raison des hostilités en cours et des conséquences de la privation délibérée de nourriture de la population et de l'obstruction de l'aide humanitaire par Israël. Depuis qu'Israël a rompu le cessez-le-feu au début du mois de mars 2025, des centaines de personnes sont [tuées ou blessées](#) chaque jour dans la bande de Gaza : à cause des frappes aériennes, des tirs et des bombardements autour des « centres de distribution d'aide », de la malnutrition ou d'une combinaison mortelle de la faim, des maladies qui se propagent à Gaza, de l'eau contaminée et d'un système de soins de santé dévasté.

Cette réalité est le résultat direct de la politique menée par Israël dans la bande de Gaza depuis octobre 2023, qui ne peut être justifiée ou expliquée comme une tentative de détruire le pouvoir du Hamas ou ses capacités militaires à Gaza. Les déclarations des hauts responsables israéliens sur la nature de l'assaut contre Gaza ont toujours exprimé une intention génocidaire. L'intention génocidaire a également été exprimée dans de nombreuses déclarations d'officiers israéliens de tous grades, de soldats sur le terrain, d'experts militaires et de sécurité, ainsi que de personnalités des médias et de la culture israéliens. Ces voix ont exprimé une vision du monde partagée par les décideurs et une

grande partie de la société juive-israélienne, selon laquelle tous les habitants de Gaza, ou la plupart d'entre eux, sont soit directement responsables des crimes du 7 octobre, soit, à tout le moins, les soutiennent. En conséquence, pour de nombreux décideurs, ainsi que pour les soldats et les commandants sur le terrain, l'aspiration à détruire le pouvoir du Hamas et ses capacités militaires et à empêcher de futures attaques comme celle du 7 octobre s'est traduite par le ciblage de l'ensemble de la population de la bande de Gaza. La déshumanisation totale des habitants de Gaza a conduit à une perception, encore largement répandue parmi les Juifs-Israéliens, selon laquelle leurs vies sont [d'une valeur négligeable](#) par rapport aux objectifs nationaux d'Israël, quand elles ne sont pas tout simplement sans valeur.

Cette perception est manifeste dans la conduite de la guerre par Israël dans la bande de Gaza, qui comprend, entre autres, le bombardement massif et aveugle des centres de population, la privation de nourriture de plus de deux millions de personnes comme méthode de guerre, des tentatives de nettoyage ethnique et [l'inclusion formelle](#) du nettoyage ethnique des résidents de Gaza dans les objectifs de la guerre ; la destruction systématique des hôpitaux et autres installations médicales, qui ont droit à une protection spéciale en vertu du droit international, ainsi que de la grande majorité des infrastructures civiles, et l'assassinat sans précédent de personnel médical, de travailleurs humanitaires, de personnes chargées du maintien de l'ordre public et de journalistes. L'affirmation d'Israël selon laquelle des combattants du Hamas ou des membres d'autres groupes armés palestiniens étaient présents dans les installations médicales ou civiles, souvent faite sans fournir de preuves, ne peut justifier ou expliquer une destruction aussi généralisée et systématique.

L'image qui ressort clairement de ce modèle de conduite est celle d'un vaste assaut coordonné contre les Palestiniens de la bande de Gaza, dans l'intention de détruire la société palestinienne dans cette région en tant que groupe. Depuis qu'elle a commencé en octobre 2023, cette politique a été soutenue, légitimée et normalisée par la plupart des institutions juives-israéliennes, y compris le [système juridique israélien](#).

L'élément intentionnel, qui est un élément clé de la définition du génocide, apparaît sans équivoque à la lumière de plusieurs facteurs : la conscience qu'avaient les dirigeants israéliens des conséquences prévisibles de leurs politiques de feu ouvert et de famine ; la destruction systématique des infrastructures civiles qui permettent la vie ; la décision de poursuivre, et même d'intensifier, l'assaut malgré d'innombrables avertissements et preuves concernant son impact sur la population civile de la bande de Gaza ; et les nombreuses déclarations des responsables politiques indiquant explicitement qu'Israël vise l'ensemble de la population de la bande de Gaza.

Un examen juridique approfondi de cette question figure dans le rapport d'[Amnesty International](#) de décembre 2024 intitulé « You Feel Like You Are Subhuman : Israel's Genocide Against Palestinians in Gaza » ; dans le travail de Physicians for Human Rights, en cours de publication ; [dans les conclusions](#) de l'équipe juridique de l'Afrique du Sud, dont les principaux arguments ont été exposés dans la requête (et les [compléments de](#)

[preuve](#) ultérieurs ajoutés tout au long de l'assaut) déposée auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) ; et dans les [rapports des experts de l'ONU](#).

Alors que le génocide israélien contre les Palestiniens se déroule dans toute sa force dans la bande de Gaza, il ne peut être dissocié de la forte escalade de la violence israélienne contre les Palestiniens sous son contrôle en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et à l'intérieur même d'Israël. Le régime et l'armée qui commettent un génocide à Gaza sont les mêmes que ceux qui bombardent les camps de réfugiés, tuant des centaines de civils, et qui mènent des politiques de transfert forcé et de dépossession à une échelle sans précédent en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. C'est le même régime qui applique des politiques similaires d'expulsion, de dépossession et d'abandon dans le Néguev (Naqab), ainsi qu'une politique d'intimidation et de réduction au silence des citoyens palestiniens d'Israël qui tentent de protester contre les actions d'Israël à Gaza ou simplement d'exprimer leur solidarité avec les Palestiniens qui s'y trouvent. Ce même régime s'est engagé à refuser aux Palestiniens le droit à l'autodétermination nationale et à supprimer toute expression de l'identité palestinienne. Tout cela indique que l'escalade de la violence israélienne à Gaza s'étend progressivement à d'autres zones sous son contrôle, que les forces de sécurité qui exercent une violence extrême dans un espace s'habituent de plus en plus à utiliser cette violence ailleurs, et avec moins de contraintes, et qu'une société qui légitime le génocide à Gaza - par la participation, le soutien, le déni ou l'indifférence - légitime naturellement l'augmentation de la violence contre les Palestiniens dans leur ensemble.

Les sections ci-dessous décrivent l'assaut général contre les Palestiniens en tant que groupe, principalement en documentant les pratiques génocidaires d'Israël à Gaza, ainsi qu'en retraçant l'escalade de la violence contre les Palestiniens dans toutes les zones sous contrôle israélien. Nous nous concentrons sur quatre domaines principaux : les meurtres, les destructions physiques, les déplacements forcés et la destruction de la vie politique, culturelle et sociale. Les sections suivantes traitent de la manière dont le génocide israélien cible également l'identité palestinienne, en particulier par le biais d'attaques contre les réfugiés et le statut de réfugié palestinien. Enfin, nous analysons les principales expressions de déshumanisation et d'incitation à l'encontre des Palestiniens de la bande de Gaza.

A. Meurtres et atteintes graves à l'intégrité physique et mentale

Meurtres et atteintes graves à l'intégrité physique et mentale dans la bande de Gaza

En juillet 2025, plus de 58 000 personnes avaient été tuées en conséquence directe de l'assaut militaire israélien contre la bande de Gaza, selon le [ministère de la santé de Gaza](#). Une [ventilation](#) publiée par le ministère en juillet 2025 montre que 15 % des victimes sont des femmes, 29 % des mineurs et 7 % des personnes âgées. Une [étude publiée en février 2025](#) estime qu'au cours des 12 premiers mois de l'assaut israélien,

L'espérance de vie des hommes de Gaza a chuté de 51,6 %, passant à 40,5 ans, soit une perte de 34,9 ans par rapport à l'espérance de vie d'avant-guerre. **Pour les femmes, l'espérance de vie a chuté de 38,6 %, pour atteindre 47,5 ans,** soit une perte de 29,9 ans.

Plusieurs [études](#) publiées au cours de l'année écoulée suggèrent que ces chiffres représentent une [sous-estimation](#) du nombre de morts et que le nombre réel de victimes de l'assaut israélien est probablement beaucoup plus élevé. La durée de l'assaut, l'ampleur de la destruction des infrastructures et les restrictions d'accès à Gaza imposées aux organisations humanitaires et de secours ne sont que quelques-uns des facteurs contribuant à cette sous-estimation, qui ne rend pas compte de l'ampleur des crimes commis par Israël à Gaza depuis octobre 2023.

Frappes aériennes et déplacements de population

Ces chiffres sont le résultat direct de la politique de tir ouvert choisie par Israël, qui viole systématiquement les principes fondamentaux du droit international, tels que [la distinction et la proportionnalité](#). Israël a adopté une politique qui permet d'infliger des dommages sans précédent à des civils non impliqués lorsqu'il frappe ce qu'il considère comme des [cibles militaires](#). Lors de l'assaut actuel, Israël a largement utilisé des [outils technologiques](#) pour créer et criminaliser des cibles et a permis que les attaques soient menées à la discrétion de soldats de bas rang et de commandants sur le terrain. Ces pratiques permettent à l'armée d'augmenter la fréquence des frappes et de réduire les risques pour les soldats au détriment des précautions visant à réduire les blessures infligées aux innocents.

Les ordres d'évacuation qu'Israël a donnés aux civils de Gaza, censés les avertir avant les bombardements ou les incursions militaires conformément au [droit humanitaire international](#), étaient souvent [peu clairs ou trompeurs](#) et ne laissaient [pas suffisamment de temps aux habitants pour évacuer](#). En outre, après avoir ordonné aux habitants de quitter leurs maisons, Israël a bombardé à plusieurs reprises les « couloirs de sécurité » que les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) devaient emprunter pour se rendre dans les « zones humanitaires ». [Des témoignages](#) donnés à B'Tselem par des habitants de Gaza, ainsi que des vidéos publiées dans les médias internationaux, ont révélé des corps gisant sur le bord des routes, probablement ceux de personnes déplacées qui avaient tenté d'évacuer leurs maisons dans le nord de la bande de Gaza vers les « zones humanitaires » dans le sud.

Les « [zones humanitaires](#) », censées assurer la [sécurité](#) des personnes déplacées, offraient des conditions invivables et étaient elles-mêmes [systématiquement bombardées](#). Une analyse de la BBC a révélé que les attaques israéliennes contre la « zone humanitaire » d'al-Mawasi n'ont augmenté en fréquence qu'après mai 2024 - le mois au cours duquel les habitants de Gaza ont reçu l'ordre de s'y réinstaller. Entre mai 2024 et janvier 2025, la [zone a été bombardée 97 fois](#).

[Muhammad Ghrab](#), un habitant de la ville de Gaza qui a été déplacé à al-Mawasi, à l'est de Khan Yunis, a décrit une attaque aérienne dont il a été témoin le 13 juillet 2024 dans un témoignage qu'il a donné à B'Tselem.

[L'attaque](#), qui, [selon Israël](#), visait deux hauts responsables de l'aile militaire du Hamas, dont son chef, Muhammad Deif, et comportait deux bombardements successifs, a été la frappe la plus meurtrière contre la « zone humanitaire » d'al-Mawasi au cours de ces mois. La première frappe a fait de nombreux morts et blessés, et lorsque les équipes de secours et les civils sont arrivés pour tenter d'évacuer les blessés, l'armée de l'air a de nouveau bombardé le site. Au total, 90 personnes ont été tuées et 300 blessées lors de ces deux attaques.

Soudain, un anneau de feu s'est formé [...] le ciel était complètement couvert de nuages, de poussière et de saleté. Les gens se sont mis à courir dans toutes les directions. [...] Lorsque nous sommes entrés dans les tentes encore debout, nous avons vu qu'elles étaient remplies de corps, principalement de femmes et d'enfants. Ce que nous avons vu ce jour-là, à cette heure-là, c'est l'incarnation de la folie. Quelque chose d'incompréhensible. C'était comme si des morceaux de l'enfer tombaient sur la terre. C'est impossible à décrire. Le langage échoue. Il ne peut contenir les horreurs dont nous avons été témoins. Ce que je décris n'est qu'une petite partie de l'horreur qui s'est déroulée. [...] J'ai peur depuis ce jour. Je m'attends toujours à ce que les tentes soient bombardées et à ce que moi et ma famille mourions dans une attaque similaire.

Selon les rapports, plusieurs incendies se sont déclarés dans les campements de tentes des personnes déplacées à la suite des bombardements intensifs. Dans de [nombreux cas](#), des personnes [ont été brûlées vives](#). [Ahmad a-Dalu](#), de la ville de Gaza, a décrit une frappe de l'armée de l'air israélienne sur un camp de personnes déplacées où lui et sa famille s'abritaient en octobre 2024. Son fils Sha'ban, âgé de 20 ans, est mort brûlé devant lui dans l'incendie qui s'est déclaré dans la tente :

[...] alors que je revenais de la salle de bain vers notre tente, j'ai entendu le bourdonnement d'un drone qui nous survolait. Ce bruit m'a vraiment fait peur et j'étais très stressé. J'ai demandé à Dieu de nous protéger et j'ai prié pour que rien de grave ne se produise, mais je me suis aussi demandé qui d'entre nous allait mourir cette nuit-là. Soudain, une boule de feu est tombée sur la tente et a touché mes enfants. Je les ai regardés et j'ai vu qu'ils ne bougeaient pas. En un instant, j'ai décidé d'entrer et de les sauver. Je pense que mon instinct de père m'a poussé à le faire. Je me suis jeté dans le feu et j'ai réussi à sortir de la tente Abd a-Rahman, Rahaf, Farah et ma femme, qui dormait à côté d'elle. J'ai vu le feu brûler le corps de Sha'ban. Il dormait sur une chaise en bois juste à côté de l'endroit où la bombe est tombée. J'ai vu son visage fondre sous

L'effet des flammes, c'était un spectacle horrible. À ce moment-là, j'ai atteint le paroxysme de la défaite et du chagrin d'amour. Je lui ai dit : « Je suis désolé, mon fils bien-aimé, mais je ne peux pas t'aider. »

Après avoir rompu le cessez-le-feu en mars 2025, Israël a repris ses attaques agressives et aveugles dans toute la bande de Gaza, y compris dans les zones humanitaires désignées et dans d'autres zones densément peuplées par des dizaines de milliers de personnes déplacées sans ressources. Au 14 juillet 2025, le [ministère de la santé de Gaza](#) faisait état de plus de 7 450 personnes tuées et de plus de 26 000 blessées depuis la violation du cessez-le-feu.

Réglementation de l'ouverture des tirs et zones de mort

Les massacres de civils à Gaza ont été perpétrés non seulement par des frappes aériennes utilisant des bombes lourdes lancées à distance, mais aussi par des tirs réels permis, et parfois délibérés, de la part des soldats israéliens sur le terrain. [Les témoignages des soldats](#) révèlent qu'au cours des mois de combat, les forces israéliennes dans la bande de Gaza ont défini des « zones de mort » : des zones aux limites arbitraires, parfois peu claires pour les soldats eux-mêmes, où l'autorisation était donnée d'ouvrir le feu sur toute personne aperçue à l'intérieur de ces zones. [Les soldats et les officiers](#) qui ont servi tout au long de l'offensive et dans diverses zones de la bande de Gaza ont signalé l'absence de règles d'engagement, ou le fait que ces règles étaient déterminées à la discrétion des commandants sur le terrain ou sur la base de [critères arbitraires](#). Des incidents isolés, tels que le meurtre de [15 ambulanciers en avril 2025](#) ou les tirs de décembre 2023 sur [trois otages israéliens](#) qui s'étaient échappés et agitaient un drapeau blanc, illustrent le fait que les règles relatives aux tirs à balles n'ont pas seulement été assouplies, mais entièrement abandonnées. Ces pratiques ont été renforcées par les [déclarations](#) des commandants concernant les assassinats aveugles et par les [témoignages](#) de médecins volontaires à Gaza, y compris des [preuves visuelles](#) de tirs délibérés de snipers sur des enfants. Les blessés et l'absence de traitement médical.

Depuis octobre 2023, l'assaut israélien sur la bande de Gaza a laissé des centaines de milliers de personnes avec de graves blessures physiques et psychologiques, dont elles garderont les séquelles pendant de nombreuses années, voire pour le reste de leur vie. Jusqu'au 14 juillet 2025, 138 520 personnes au total ont été [blessées](#) à la suite de la campagne militaire israélienne. [Environ 25 % d'entre elles](#) ont subi des blessures qui ont changé leur vie et qui nécessitent des soins de rééducation immédiats et à long terme, notamment des amputations de membres, des lésions de la colonne vertébrale, des traumatismes crâniens et de graves brûlures.

Ces chiffres sont basés sur les registres du ministère de la santé de Gaza et ne concernent que les personnes qui ont cherché à se faire soigner dans un établissement médical officiel. Compte tenu de l'extrême charge de travail du système de santé de Gaza et des conditions désastreuses qui règnent dans les hôpitaux, de nombreux

blessés évitent de se rendre dans les centres médicaux pour les cas non urgents. Comme pour le nombre de morts, il semble que les chiffres officiels concernant les blessés sous-estiment également le nombre réel.

[Selon les données fournies](#) par le ministère de la Santé de Gaza à Physicians for Human Rights-Israel (PHRI), plus de 4 700 personnes ont été amputées depuis octobre 2023, dont plus de 940 enfants et environ 370 femmes. Les conversations menées par le personnel de PHRI avec des médecins à Gaza, ainsi que les [informations](#) publiées par Médecins Sans Frontières (MSF), révèlent que les médecins ont signalé une grave pénurie d'analgésiques, ce qui a entraîné des amputations sans anesthésie, y compris sur des enfants. Les médecins ont également décrit des amputations réalisées dans des [conditions insalubres](#), sans matériel chirurgical adéquat et, dans certains cas, en dehors de tout établissement hospitalier. Dans des cas où des médicaments de base tels que des antibiotiques n'étaient pas disponibles, les médecins ont été contraints d'amputer les membres des patients pour leur sauver la vie, alors que dans des circonstances normales, les amputations n'auraient pas été nécessaires.

Les chiffres fournis à B'Tselem par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en mai 2025 indiquent que des dizaines de milliers de blessés et d'amputés ont été laissés sans soins adéquats. Nombre d'entre eux ont été évacués dans des conditions inhabitables : tentes, bâtiments détruits ou abris de fortune, sans accès adéquat à l'eau potable, à l'électricité ou aux médicaments et, dans de nombreux cas, sans soutien familial. Cette situation a aggravé leur état de santé, entraînant des complications irréversibles. En mai 2024, le Comité des droits des personnes handicapées des Nations unies [a averti](#) que les personnes handicapées à Gaza « risquent davantage de mourir, d'être blessées et d'acquiescer d'autres déficiences » en raison de l'offensive israélienne en cours.

[Ahmad al-Ghalban](#), un jeune homme de 16 ans originaire de Beit Lahiya, a raconté dans un témoignage remis à B'Tselem qu'il avait perdu son frère jumeau et son oncle, ainsi que ses deux jambes et quatre de ses doigts, lors d'un bombardement israélien le 22 mars 2025 :

Avant ma blessure, j'étais un gymnaste professionnel. Muhammad et moi participions à des compétitions et à des événements. Nous étions parmi les meilleurs dans le nord de Gaza. Mais l'occupation m'a tout volé : mon frère jumeau, mes jambes, ma capacité à faire quoi que ce soit. Mon âme est brisée. [Je suis toujours soigné à l'hôpital Patient's Friends, dans le quartier d'a-Rimal. Il est très difficile de s'y rendre à cause des décombres et des débris qui jonchent les rues. Mon père essaie de me procurer des analgésiques à la pharmacie, mais ils sont très chers. L'hôpital n'a pas de pommades ni de bandages. Nous achetons tout nous-mêmes. Je souffre de douleurs intenses et je suis très mal en point sur le plan émotionnel. J'ai perdu beaucoup de poids à cause de la faim. Il n'y a pas de viande, pas de légumes, pas de fruits, seulement des lentilles et des pois chiches.

Morts indirectes

Au fil des mois de combat, [diverses estimations](#) ont été publiées concernant le taux de « morts indirectes » qui se sont déjà produites ou qui devraient se produire et qui ne peuvent être évitées. Ces estimations vont de milliers à des dizaines de milliers de

morts, en plus des morts directes causées par l'assaut israélien. Malgré les différences entre les diverses études, dues à la difficulté d'évaluer l'ampleur du phénomène dans le contexte des hostilités en cours, les chercheurs s'accordent généralement à dire que les chiffres officiels publiés par le ministère de la santé à Gaza sous-estiment considérablement le nombre de victimes.

Les principales causes de décès indirects sont les blessures, les maladies infectieuses, la malnutrition, la mortalité maternelle et néonatale et les complications liées aux maladies chroniques non traitées. Toutes ces causes sont le résultat direct de la destruction des conditions de vie dans la bande de Gaza, des restrictions imposées par Israël à l'entrée de l'aide humanitaire et de l'attaque d'Israël contre le système de santé qui l'a rendu incapable de faire face à l'afflux continu de victimes. Les experts préviennent que si l'offensive israélienne se poursuit et que les habitants de Gaza sont affamés, le nombre de morts indirectes augmentera encore.

Au début du mois d'octobre 2024, une centaine de professionnels de la santé américains qui s'étaient portés volontaires dans la bande de Gaza ont publié [une lettre](#) indiquant que presque toutes les personnes qu'ils avaient rencontrées étaient malades ou blessées, et que presque tous les enfants de moins de cinq ans souffraient de toux et de diarrhée. Ils ont indiqué que bon nombre des opérations chirurgicales qu'ils ont pratiquées se sont soldées par des infections dues à la combinaison de la malnutrition, des mauvaises conditions sanitaires et du manque de médicaments. Ils ont également déclaré que la malnutrition et la pénurie aiguë d'eau potable avaient entraîné des cas généralisés d'insuffisance pondérale à la naissance et d'incapacité des femmes en post-partum à allaiter, ce qui entraînait souvent la mort des enfants. La lettre décrit également comment des femmes enceintes et des fœtus qui auraient pu survivre sont morts en raison de la destruction du système de santé. Un médecin bénévole à l'hôpital Nasser a évoqué la [pénurie de lait maternisé](#) comme une autre cause de mortalité infantile. En juillet 2024, des experts en soins de santé maternelle [ont signalé](#) une augmentation d'au moins 300 % des taux de fausses couches dans la bande de Gaza depuis octobre 2023. Selon [une estimation](#) du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) datant de mai 2025, une grossesse sur trois à Gaza était considérée comme à haut risque et un bébé sur cinq était né prématurément ou en sous-poids, alors que les soins médicaux nécessaires pour de tels cas n'étaient pratiquement pas disponibles dans l'ensemble de la bande de Gaza.

Traumatisme psychologique

Outre les blessures et les handicaps physiques, les habitants de Gaza ont subi d'innombrables traumatismes au cours des mois d'assaut, avec des conséquences psychologiques à long terme qui ne peuvent être quantifiées. Les témoignages recueillis par B'Tselem indiquent que dans une réalité où la mort est omniprésente, les déplacements incessants, la faim et les maladies permanentes, beaucoup souffrent de détresse psychologique après avoir été témoins d'événements horribles, y compris la mort violente de leurs proches.

[Rajaa al-Harbiti](#), 35 ans, a décrit l'incident au cours duquel son mari Akram et ses fils Muhammad et Ahmad ont été écrasés par un char israélien dans le camp de personnes déplacées où ils résidaient à Rafah, après que le camp ait été bombardé depuis les airs plus tôt dans la nuit.

Pendant la nuit, mes enfants ont eu très peur. J'ai demandé à mon fils Ahmad s'il avait peur et il m'a répondu que non, mais j'ai vu qu'il tremblait de peur. Je lui ai promis que nous nous échapperions et nous avons préparé des drapeaux blancs pour la route. [...] Soudain, j'ai vu un char foncer sur nous, écrasant au passage la tente de mes voisins. [Mon mari s'est jeté sur nos fils Muhammad, Ahmad et Ibrahim pour les protéger, tandis que j'ai attrapé ma fille Sanaa par l'épaule, je l'ai soulevée et j'ai fui la tente. Nous avons réussi à nous éloigner d'environ un mètre et demi de mon mari et de mes fils avant que le char ne les écrase sous nos yeux. J'ai saisi la main de ma fille, je l'ai soulevée et j'ai supplié les militaires de ne pas nous écraser nous aussi, mais le char nous a frappés et nous sommes tombés par terre. J'ai levé la tête et la main, et j'étais sûre d'être en train de mourir. Je ne pouvais pas entendre Muhammad, mais j'ai vu Ahmad, le dos couvert de sang, et mon mari, qui saignait de toutes les parties de son corps, à l'exception du visage. Sa main gauche était coupée. Il m'a dit : « Rajaa, mon amour, pardonne-moi. » Je lui ai répondu : « Je te pardonne, Akram. »

Depuis octobre 2023, l'incidence des problèmes de santé mentale a augmenté de manière significative, en particulier les troubles liés aux traumatismes, la dépression et l'anxiété, au sein d'une population qui présente déjà des taux élevés de maladies mentales en raison d'une exposition prolongée à l'occupation, au blocus et à la violence militaire récurrente. Selon [une étude](#) publiée par MSF en décembre 2024, la quasi-totalité des 1,2 million d'enfants de Gaza avaient besoin d'un soutien psychosocial et de santé mentale en raison de symptômes de dépression, d'anxiété, d'idées suicidaires, etc. [Une autre étude](#) publiée le même mois a révélé que 96 % des enfants de Gaza pensaient que la mort était imminente et que près de la moitié d'entre eux exprimaient le désir de mourir en raison du traumatisme qu'ils avaient subi.

Après plusieurs semaines passées à l'hôpital, Rajaa al-Harbiti a déménagé avec ses deux enfants survivants, Sanaa et Ibrahim, pour vivre dans une tente dans le camp de personnes déplacées d'al-Mawasi. Dans son témoignage, elle décrit la difficulté de vivre avec le traumatisme et la perte qu'ils ont subis.

Sanaa a du mal à marcher et je me déplace avec des béquilles. Je ne sais rien de ce qui est arrivé à mon mari et à mes fils. Je sais seulement que personne n'a pu les atteindre, ni leurs corps, ni même les enterrer. [Je suis épuisée et mon âme l'est aussi. Je ne peux pas comprendre que des chars aient écrasé ma famille sous mes yeux. Ibrahim ne cesse de revivre le moment où le char a frappé son père et ses frères. Il décrit

comment la tête de Muhammad a été tranchée et comment Ahmad a beaucoup saigné. Il est devenu agressif et frappe les autres enfants autour de lui. Il crie beaucoup, fait des cauchemars la nuit et fait pipi dans son pantalon. Chaque fois que Sanaa entend un bruit fort, elle a très peur, met ses mains sur ses oreilles et dit « Tank ». Elle souffre également de mictions involontaires. J'ai l'impression de vivre dans un film d'horreur. Meurtre et atteinte grave à l'intégrité physique et mentale en Cisjordanie

Frappes aériennes

Alors que l'assaut sur Gaza se poursuit, [les frappes aériennes](#) sont également devenues fréquentes dans les camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie, parmi les zones les plus densément peuplées du territoire.

Selon [la surveillance et la documentation de B'Tselem](#), entre octobre 2023 et la mi-juillet 2025, 263 personnes ont été tuées dans des frappes aériennes israéliennes, dont au moins 44 mineurs. À titre de comparaison, sur une période de plus de 18 ans, de 2005 à début octobre 2023, seules 14 personnes ont été tuées dans des frappes aériennes en Cisjordanie.

Les résultats meurtriers de ces frappes ont été démontrés en janvier 2025, lors d'un [raid sur Tammun](#), dans le nord de la Cisjordanie. Un avion israélien a tiré un missile qui a tué trois cousins, dont deux enfants, près de leurs maisons : Adam Bsharat, 23 ans, Hamzah Bsharat, 10 ans, et Rida Bsharat, 8 ans. Dans une [enquête militaire](#) publiée par la suite, l'armée a affirmé que l'homme et les deux enfants avaient été identifiés comme des individus ayant posé des engins explosifs, sur la base d'informations de renseignement, mais aucun engin explosif n'a finalement été trouvé dans la zone.

[Fidaa Bsharat](#), 41 ans, mère de cinq enfants, dont Rida, huit ans, qui a été tué, a déclaré dans son témoignage :

J'ai continué à tenir mon fils dans mes bras, mais je savais qu'il était mort. Peu après, les soldats ont apporté des couvertures de la maison d'Abla et ont recouvert les trois corps. Ils n'ont pas essayé de leur donner les premiers soins ni même de les examiner. Il était évident qu'ils étaient morts. Ils les ont emmenés sur une civière. [Rida était notre seul fils. Il est né après quatre filles. Il était le prince de sa classe et notre enfant gâté. Il voulait toujours que nous visitions Jérusalem, mais nous ne pouvions pas à cause de la situation. Il avait l'habitude de me dire : "J'achèterai une voiture, je t'emmènerai à Jérusalem et je t'achèterai tout ce que tu veux." Il était très attaché à moi et m'embrassait toujours les mains et la tête. Même s'il était encore jeune, sa pensée était beaucoup plus développée que celle de ses amis. J'avais l'impression qu'il était mon ami. Chaque jour, je le sens s'éloigner un peu plus de moi.

Politique d'ouverture du tir

Outre les frappes aériennes, l'armée israélienne a mis en œuvre une politique d'ouverture du tir plus meurtrière que jamais en Cisjordanie. Selon une enquête de B'Tselem, au cours des trois premières semaines de l'assaut sur la bande de Gaza, 118 personnes [ont été tuées](#) en Cisjordanie par des tirs de l'armée israélienne, dont 81 ne représentaient aucune menace pour qui que ce soit. Au 12 juillet 2025, les forces israéliennes avaient tué 926 Palestiniens, dont 195 [mineurs](#). Cinq autres mineurs ont été tués par un acteur israélien non identifié.

En février 2025, [une enquête menée par Haaretz](#) a rapporté que lors de l'opération "Mur de fer", lancée par l'armée israélienne dans le nord de la Cisjordanie en janvier 2024, le major général Avi Bluth du commandement central a autorisé ses troupes à tirer pour tuer toute personne "touchant le sol", car cela permettait de suspecter une tentative de pose d'un engin explosif. [Des témoignages de soldats](#) indiquent qu'une directive similaire est en vigueur dans la bande de Gaza depuis octobre 2023. Cette politique permissive de tirs à découvert a notamment conduit au [meurtre de Sundus Shalabi](#), une jeune femme de 20 ans enceinte de huit mois. Les zones d'abattage ont également été importées en Cisjordanie dans le cadre de la "gazafication" des méthodes de guerre israéliennes. Des soldats interrogés dans le cadre de l'enquête du Haaretz [ont déclaré](#) que le commandant de la division de Judée et de Samarie, le général de brigade Yaki Dolf, avait autorisé des tirs à balles réelles sur tout véhicule s'approchant d'un point de contrôle de l'armée depuis une "zone de combat", afin d'arrêter le conducteur avant qu'il n'atteigne le point d'inspection.

Milices juives en Cisjordanie

L'escalade de la violence israélienne en Cisjordanie ne se limite pas aux opérations militaires et inclut également les attaques des colons. Dans de nombreux cas, la frontière entre les deux est floue : Dans le cadre de la préparation des offensives à Gaza et en Cisjordanie, l'armée israélienne a [recruté et armé](#) des milliers de colons dans des bataillons de défense régionaux stationnés dans toute la Cisjordanie et chargés de protéger les colonies israéliennes. Le nombre de colons servant dans ces unités a quintuplé, et de [nombreux témoignages](#) ont depuis lors fait état de colons-soldats menaçant et attaquant des Palestiniens. Des milliers d'autres colons ont été recrutés dans les escouades de sécurité des colonies et ont été impliqués dans des attaques contre des résidents palestiniens. En outre, immédiatement après le 7 octobre 2023, le [ministère de la sécurité nationale](#), sous la direction du ministre Itamar Ben Gvir, a distribué des milliers d'armes à feu à des colons dans toute la Cisjordanie. Des centaines d'autres armes, dont des [fusils de précision](#), ont été [achetées et distribuées par les conseils régionaux](#). En outre, les [accords de coalition](#) ont alloué des dizaines de millions de shekels à l'achat d'équipements d'observation, de patrouille et de défense pour les avant-postes des colons de Cisjordanie.

La prolifération des armes parmi les colons et le soutien qu'ils reçoivent du gouvernement israélien et des forces de l'ordre, la déshumanisation croissante des Palestiniens et l'indifférence face au mal qui leur est fait, le déplacement de l'attention internationale de la Cisjordanie vers Gaza, tout cela a conduit à un pic sans précédent dans les attaques quotidiennes des colons, souvent armés et équipés d'un matériel militaire complet, contre les Palestiniens de Cisjordanie. Ces attaques comprennent des incendies criminels, des vols, des violations de domicile et des prises de possession, des

menaces armées, des passages à tabac et bien d'autres choses encore. [L'OCHA](#) recense 2 617 attaques de colons ayant causé des dommages aux Palestiniens et/ou à leurs biens entre le 7 octobre 2023 et la fin du mois de juin 2025. Selon les [statistiques](#) de B'Tselem, entre le 7 octobre 2023 et le 12 juillet 2025, 26 Palestiniens ont été tués par des colons israéliens ou des "parties israéliennes inconnues" et des dizaines d'autres ont été blessés.

Grave détresse psychologique

Les frappes aériennes et les raids dans le nord de la Cisjordanie, les activités militaires intensives impliquant souvent des tirs réels et la menace constante de violence de la part des colons et des soldats, en particulier dans la zone C et dans les communautés palestiniennes rurales, ont rendu la vie extrêmement instable pour les résidents. En mars 2025, MSF [a fait état](#) d'une crise de santé mentale croissante parmi les dizaines de milliers de personnes déplacées du nord de la Cisjordanie, dont beaucoup souffrent de stress, d'anxiété et de dépression en raison de ce que l'organisation a décrit comme "une situation extrêmement précaire" : des abris inadéquats, le manque de services essentiels et l'absence d'accès aux soins médicaux. [Dans une autre publication](#), l'organisation décrit une augmentation de 91 % de la demande de premiers soins psychologiques parmi les résidents de la zone C au cours du mois suivant le 7 octobre 2023 par rapport au mois précédent, en grande partie en raison de la forte augmentation de la violence des colons et de l'armée. Cette violence a ensuite été exacerbée par les efforts des colons pour semer la peur parmi les Palestiniens de Cisjordanie, notamment en plaçant un [panneau d'affichage](#) au cœur du territoire avec le slogan "Il n'y a pas d'avenir en Palestine" et en publiant des [messages menaçants](#) dans des groupes palestiniens en ligne.

Le 31 juillet 2024, des soldats israéliens ont fait irruption au domicile de [Hala Rajabi](#), 50 ans, mère de neuf enfants, dans le centre d'Hébron. Les soldats ont agressé Hala et ses enfants, et son fils Muhammad, âgé de 14 ans, a perdu connaissance. Dans son témoignage à B'Tselem, elle a décrit les cicatrices émotionnelles que l'incident a laissées dans sa famille :

Ma fille a essayé d'éloigner les deux soldats de ses frères, et ils ont commencé à nous frapper avec leurs armes, nous ont poussés hors de la pièce et l'ont fermée de l'intérieur avec la clé. À travers la porte, j'ai entendu les soldats continuer à les attaquer. J'ai frappé à la porte en pleurant et en criant. [Mon fils aîné a repoussé les soldats et a réussi à se rendre dans la pièce où je me trouvais. Il a réussi à prendre Muhammad et à sortir de la maison en courant, bien que les soldats aient essayé de l'arrêter. Mon autre fils, qui était dans la chambre avec Muhammad, a essayé de le suivre, mais il s'est évanoui et est tombé dans les escaliers menant à la route. Des jeunes l'ont ramassé et l'ont emmené dans la voiture dans laquelle mon fils aîné avait mis Muhammad, et ils ont roulé jusqu'à l'hôpital. [...] J'ai essayé de les suivre, mais les soldats m'en ont empêché. Ils ont lancé une grenade assourdissante sur la porte d'entrée. [Muhammad souffre toujours de douleurs aux testicules et d'anxiété. Il a du mal à dormir depuis l'attaque. Il dit qu'il fait des cauchemars dans lesquels les soldats le poursuivent et le battent. [...] Je ne me suis pas vraiment remis depuis.

Il est très difficile de rester là, impuissant, et d'écouter des soldats battre ses enfants dans sa propre maison.

Meurtre et atteinte grave à l'intégrité physique et mentale à l'intérieur d'Israël

Crime

L'assaut d'Israël contre les Palestiniens a intensifié l'incitation à la violence et accéléré la déshumanisation du collectif palestinien. Ces événements, qui se déroulent sur fond de discrimination institutionnelle de longue date, ont encore aggravé la négligence de la minorité palestinienne en Israël, notamment l'incapacité de l'État à lutter contre la prolifération des armes à feu illégales et l'enracinement d'organisations criminelles dans certaines communautés arabes. Au cours des deux dernières années, le nombre de citoyens palestiniens d'Israël tués dans des incidents liés à la criminalité a atteint un niveau record, [doublant presque](#) entre 2021 et 2024. Rien qu'en 2024, 230 personnes ont été tuées, la plupart d'entre elles étant victimes de la criminalité galopante et de la disponibilité généralisée d'armes à feu illégales.

Cette négligence délibérée est [devenue une politique](#) depuis qu'Itamar Ben Gvir a pris ses fonctions de ministre de la sécurité nationale. Selon [une étude](#) réalisée en 2024 par le Quartier général d'urgence contre la criminalité et la violence, 87 % des citoyens palestiniens d'Israël connaissent personnellement quelqu'un qui a été blessé ou tué à cause de la violence ou de la criminalité, et 82 % déclarent ne pas se sentir en sécurité dans leur propre communauté. En outre, 80 % ont déclaré qu'ils avaient peur de contacter la police israélienne ou de porter plainte contre des membres d'organisations criminelles actives dans leur communauté. Cette crainte trouve son origine dans l'échec constant de la police israélienne à lutter contre le crime organisé. En 2024, la police n'a résolu qu'environ 15 % des affaires de meurtre dans les localités arabes. Comme le résume le rapport, le message véhiculé par la police israélienne est que "le sang des citoyens arabes est bon marché, et que l'establishment ne leur fournit pas la protection que tout citoyen du pays mérite".B. Destruction des conditions de vie

Destruction des conditions de vie dans la bande de Gaza

Famine et destruction des infrastructures alimentaires

Même avant l'offensive israélienne actuelle, environ 64 % de la population de la bande de Gaza était classée en situation [d'insécurité alimentaire](#) et environ 80 % dépendait d'une forme ou d'une autre d'aide humanitaire. Immédiatement après avoir lancé son assaut sur Gaza, Israël a décrété un blocus complet de la bande, ce qui a rapidement entraîné [une pénurie croissante de denrées alimentaires](#). Selon le [Programme alimentaire mondial](#) (PAM), entre octobre 2023 et le 10 août 2024, une moyenne de 118 camions transportant de l'aide humanitaire et 37 camions transportant des marchandises commerciales sont entrés dans la bande de Gaza par jour. Ce chiffre est bien inférieur au nombre de camions que le [PAM](#) et [d'autres organisations](#) ont estimé nécessaire pour répondre aux besoins fondamentaux des habitants de Gaza. En septembre 2024, 15 organisations humanitaires ont publié une analyse montrant qu'Israël [avait bloqué](#) 83 % de l'aide alimentaire destinée à la bande de Gaza. Les rapports indiquent également qu'Israël [a attaqué](#) les convois chargés de distribuer l'aide

humanitaire, ainsi que les [policiers palestiniens](#) chargés, entre autres, de les sécuriser. La pénurie de denrées alimentaires accessibles a entraîné une [forte hausse des prix](#) dans toute la bande de Gaza, limitant encore davantage l'accès à la nourriture pour la majeure partie de la population.

En plus de bloquer l'aide entrante, Israël a systématiquement détruit une grande partie de l'infrastructure qui permet la production alimentaire locale à Gaza. Par exemple, en novembre 2023, Israël [a bombardé](#) le seul moulin à blé en activité dans toute la bande de Gaza. En janvier 2024, [seules 15 boulangeries fonctionnaient encore](#) sur les quelque 130 qui étaient en activité avant la guerre. En avril 2025, le PAM a déclaré que la dernière boulangerie qu'il soutenait [avait fermé](#) ses portes en raison d'une pénurie de farine et de carburant. La situation [est restée pratiquement inchangée](#) jusqu'au début du mois de juillet 2025. En décembre 2024, [95 % du bétail](#) et plus de la moitié des troupeaux de moutons et de chèvres de Gaza avaient été détruits. L'offensive israélienne a également quasiment [anéanti le secteur de la pêche](#), qui constitue depuis longtemps une source essentielle de sécurité alimentaire pour les habitants de Gaza. De même, les terres agricoles ont subi d'importants dégâts : [en avril 2025](#), plus de 80 % des terres cultivées, environ 70 % des serres et quelque 80 % des puits agricoles de Gaza avaient été endommagés. Avant octobre 2023, [20 à 30 % de la nourriture consommée](#) à Gaza était produite localement. L'offensive israélienne a non seulement [décimé](#) les sources de nourriture existantes dans la bande de Gaza, mais elle a également infligé de graves dommages à long terme qui compromettront la capacité de la population à produire de la nourriture à l'avenir.

Utilisation de la famine comme méthode de guerre

En janvier 2024, les experts de l'ONU [ont affirmé](#) qu'il n'y avait pas de précédent à la rapidité et à l'ampleur de la famine infligée à une population civile comme celle observée à Gaza, ajoutant qu'"Israël détruit le système alimentaire de Gaza et utilise la nourriture comme une arme contre le peuple palestinien". Tout au long des mois de son assaut, Israël [a nié](#) l'existence de pénuries alimentaires ou de [déficits d'aide](#) humanitaire dans la bande de Gaza, affirmant que si des pénuries étaient présentes dans certaines zones, le Hamas était responsable du vol de l'aide apportée par l'ONU. Cette affirmation [a été démentie](#) par les [agences d'aide](#) concernées. Deux agences gouvernementales américaines chargées de la coordination de l'aide humanitaire [ont conclu](#) qu'Israël avait [délibérément](#) retardé et entravé l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza et qu'il était le premier responsable de la faim qui y sévit.

Contrairement aux affirmations d'Israël, de nombreux [rapports](#) et [déclarations](#) de responsables politiques indiquent que l'une des principales raisons de la restriction de l'entrée de l'aide était de faire pression sur le Hamas pour qu'il accepte un [accord plus favorable](#) pour la libération des otages israéliens, notamment en [fomentant des troubles internes](#) contre le Hamas au sein de la population de Gaza.

Depuis qu'Israël a rompu le cessez-le-feu en mars 2025, la famine de la population de Gaza est [devenue une politique officielle et ouvertement déclarée](#), ce qui compromet gravement la sécurité alimentaire à Gaza. Selon une [évaluation réalisée en mai 2025](#), environ 1,95 million de personnes, soit 93 % de la population de Gaza, souffraient d'une grave insécurité alimentaire. Parmi elles, 244 000 vivaient dans des conditions de "faim catastrophique", la classification la plus extrême utilisée par l'initiative de classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC). À titre de comparaison, en octobre

2024, l'IPC estimait à 133 000 le nombre de personnes souffrant d'une faim catastrophique. Il prévoyait qu'en l'absence de changement de politique, ce nombre atteindrait 470 000, soit environ 22 % de la population de Gaza, d'ici septembre 2025.

[Hala Sha'sha'ah](#), 40 ans, mère de cinq enfants, qui vivait à Gaza avant le début de la guerre actuelle, a expliqué à B'Tselem comment elle et ses enfants avaient fait face à de nombreux mois de famine :

Il était particulièrement difficile de trouver des légumes et de la viande. Il y avait aussi une pénurie de farine, et parfois il n'y en avait pas du tout. Mon plus jeune fils, 'Az a-Din, pleurait beaucoup et n'arrêtait pas de dire : "J'ai faim". Cela m'a brisé le cœur et j'ai pleuré sur sa situation, mais c'était la situation de tout le monde. Je lui ai expliqué que tout le monde avait faim et que je ne pouvais rien faire. [Deux de mes enfants, Layan (20 ans) et Mahmoud (17 ans), ont contracté une hépatite virale et aucun traitement n'était disponible. Je ne pouvais pas leur fournir l'alimentation saine dont ils avaient besoin pour combattre la maladie. On nous a conseillé de leur donner des aliments riches en sucre, alors nous leur avons donné ce que nous pouvions trouver - du halva et de la confiture. Ils avaient de fortes fièvres, des vomissements et des diarrhées. Mahmoud a pleuré de douleur et a cru qu'il allait mourir. Nous l'avons emmené à l'hôpital. Layan a également beaucoup souffert et n'a pas pu se tenir sur ses pieds pendant deux semaines. [Iz a-Din a suggéré d'acheter de la viande de cheval, et je lui ai dit : "Tu ne peux pas manger ça". Mais nous en sommes arrivés à un point où les gens mangent n'importe quelle viande, quelle que soit sa provenance. Mes enfants se couchent le ventre vide. Layan et Banan (18 ans) disent que les snacks et le chocolat leur manquent - des choses qui ont disparu et qui n'existent plus ici, du moins pas pour nous.

Assassinats systématiques dans les "centres de distribution de l'aide".

Fin mai 2025, l'armée israélienne et la [Fondation humanitaire de Gaza \(GHF\)](#), une organisation privée [liée aux gouvernements israélien et américain](#), ont commencé à exploiter quatre "sites de distribution sécurisés" où les habitants de Gaza sont censés recevoir une aide alimentaire. Quelques jours à peine après l'ouverture de ces sites, des représentants des Nations unies [les ont décrits](#) comme des "pièges mortels" où des masses de personnes affamées et épuisées étaient contraintes de se tenir debout dans une promiscuité extrême, se disputant les paquets d'aide. Presque tous les jours où les centres ont fonctionné, des dizaines de personnes ont été abattues alors qu'elles attendaient l'ouverture des centres ou que les paquets étaient épuisés et que l'armée israélienne tentait de disperser les foules qui espéraient encore recevoir un peu de nourriture. Selon les [chiffres du ministère de la santé de Gaza](#), du 27 mai à juillet 2025, 758 personnes ont été tuées et plus de 5 000 ont été blessées en essayant d'obtenir de la nourriture dans les centres de distribution d'aide.

Dans un [rapport d'enquête](#) publié par Haaretz fin juin 2025, des officiers et des soldats ont décrit comment ils avaient reçu l'ordre d'ouvrir le feu sur la foule pour l'éloigner des points de distribution de nourriture ou pour "disperser les rassemblements" autour des centres d'aide. Les tirs d'obus, y compris sur les personnes tentant de fuir, ont été

décrits comme étant "devenus une pratique courante" dans ces zones. À propos de l'un des incidents de tir, un officier supérieur de réserve a déclaré :

"Lorsque nous avons demandé pourquoi ils avaient ouvert le feu, on nous a répondu qu'il s'agissait d'un ordre venu d'en haut et que les civils avaient constitué une menace pour les troupes. Je peux dire avec certitude que ces personnes n'étaient pas proches des forces et ne les mettaient pas en danger. C'était inutile - ils ont été tués pour rien. Ce qu'on appelle tuer des innocents a été normalisé. On nous a constamment dit qu'il n'y avait pas de non-combattants à Gaza, et apparemment ce message a été intégré par les troupes".

En mai 2025, avant même que les "centres d'aide" ne commencent à fonctionner, l'OCHA et le PDG de la GHF, [qui a démissionné](#) avant le lancement, [ont averti](#) que l'approvisionnement utilisé par les centres entraînerait une réduction significative de l'acheminement de l'aide humanitaire à un moment où les besoins augmentaient. Les Nations unies et d'autres organisations humanitaires ont refusé de participer au fonctionnement des centres, [arguant](#) que la mise en place d'un petit nombre de points de distribution massive, dont la plupart sont concentrés dans le sud de Gaza, obligerait les habitants affamés à se déplacer avec leurs familles vers la zone proche de la frontière égyptienne, ce qui pourrait suggérer une politique délibérée de déplacement forcé de la zone. Un fonctionnaire israélien impliqué dans la planification a déclaré que l'objectif du projet était de "donner une sorte de spectacle de distribution d'aide pour le monde entier, dans le seul but de repousser la pression internationale". Tous ces éléments permettent de conclure que les centres ont été conçus pour [servir le transfert](#) forcé prévu de la population de Gaza, dans l'esprit du plan Trump, plutôt que pour faciliter l'accès à l'aide. En d'autres termes, il semble que les soi-disant centres d'aide constituent en fait un autre moyen utilisé par Israël pour mener à bien la famine et le nettoyage ethnique.

Destruction des infrastructures d'eau et d'électricité

Le blocus complet imposé par Israël à Gaza au début de l'assaut comprenait la [déconnexion du réseau électrique israélien](#) qui, compte tenu de la façon dont Israël a limité la production indépendante d'électricité à Gaza, avait fourni une part importante de la consommation d'électricité de Gaza et était [payé par l'Autorité palestinienne](#). La seule centrale électrique de Gaza, qui ne fournissait au départ qu'une petite partie de l'électricité de Gaza, a été contrainte de cesser ses activités dès le 11 octobre 2023. La pénurie d'électricité a eu des [conséquences dévastatrices et généralisées](#), perturbant gravement presque tous les systèmes essentiels de la bande de Gaza, le système de santé, l'approvisionnement en eau, la production et la distribution de denrées alimentaires, les communications, les services municipaux, etc. Les fournisseurs de ces services ont été contraints de s'appuyer sur des générateurs pour continuer à fonctionner dans une capacité limitée, mais dans le même temps, l'entrée de carburant dans la bande a été bloquée, et les réserves de carburant ont été rapidement épuisées. En novembre 2023, Israël a commencé à autoriser l'entrée limitée de carburant, tout en [maintenant le contrôle](#) sur les personnes autorisées à l'utiliser.

[L'infrastructure d'énergie solaire](#) de Gaza, développée ces dernières années pour tenter de faire face à la pénurie chronique d'électricité dans la bande, a subi des dommages considérables. En outre, en mars 2024, plus de 60 % du réseau de distribution d'électricité de Gaza avait été [endommagé ou détruit](#) par les bombardements israéliens.

La seule installation qui avait été reconnectée au réseau électrique israélien depuis octobre 2023 était l'usine centrale de dessalement de l'eau dans la ville de Gaza, mais en mars 2025, [Israël a annoncé](#) que l'alimentation électrique de cette installation était également coupée.

[L'approvisionnement en eau](#) de la bande de Gaza a été interrompu par Israël le 9 octobre 2023, avant d'être rétabli de manière limitée. Alors que l'assaut se poursuivait, l'armée israélienne a détruit 84 % des installations d'eau de Gaza, y compris celles destinées à l'eau potable et d'autres destinées à l'hygiène, au traitement des eaux usées, à l'irrigation et à d'autres besoins similaires. Après que ces installations ont été touchées par des frappes aériennes, l'armée israélienne a empêché toute tentative de réparation. Israël a également bloqué systématiquement l'entrée de l'aide liée aux systèmes d'eau et à l'approvisionnement en eau des résidents, y compris les systèmes de filtration, les réservoirs et les matériaux nécessaires à la réparation des infrastructures de guerre. Cette politique, associée à la [destruction généralisée du système d'égouts](#) de Gaza, a conduit à l'utilisation d'eau contaminée et à la propagation de maladies, entraînant, [selon les experts](#), des milliers de décès.

[Les épidémiologistes et les experts de la santé](#) estiment que les conditions sanitaires désastreuses, la destruction des infrastructures sanitaires de Gaza et le recours à des traitements improvisés ont créé un environnement idéal pour l'émergence et la propagation d'infections bactériennes résistantes aux antibiotiques. Certains ont suggéré que depuis octobre 2023, Gaza est devenue le centre d'une guerre biologique "transparente" qui présente un risque non seulement pour la population locale, mais aussi potentiellement pour la santé publique mondiale.

Assaut contre le système de santé

Depuis octobre 2023, Israël mène une attaque généralisée et systématique contre l'ensemble de l'infrastructure médicale de la bande de Gaza, infligeant des dommages graves et ciblés aux hôpitaux et au personnel médical. En conséquence, [dès les premières semaines de l'assaut](#), la plupart des hôpitaux et des cliniques de Gaza n'étaient même plus en mesure de fournir des soins médicaux de base. En juin 2025, seuls [17 des 36 hôpitaux](#) de la bande de Gaza fonctionnaient encore partiellement, tout en étant confrontés à [une grave pénurie de personnel, de carburant et d'équipement médical](#). En mai 2025, l'[Organisation mondiale de la santé](#) a indiqué qu'il ne restait qu'environ 2 000 lits d'hôpitaux disponibles dans la bande de Gaza pour une population de plus de 2 millions de personnes, constamment attaquée et souffrant de la faim et de conditions sanitaires extrêmement mauvaises. En outre, tout au long des mois d'assaut, Israël a bloqué, restreint ou retardé l'entrée de [fournitures médicales essentielles](#) telles que des médicaments, des analgésiques, des ventilateurs, etc. Une partie des fournitures et des médicaments autorisés à entrer dans la bande de Gaza [ont été pillés](#) avant d'atteindre leur destination.

Tout au long des mois de l'assaut, l'armée israélienne a imposé un blocus et effectué des descentes dans les hôpitaux, affirmant qu'ils étaient utilisés à des fins militaires par le Hamas, une affirmation qui, selon le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), [n'a pas été étayée](#) dans la plupart des cas, et qui, dans certains cas, contredisait les preuves existantes. Un [rapport](#) de MSF a suivi le cas de l'hôpital Nasser de Khan Yunis, le deuxième plus grand de la bande de Gaza, comme une étude de cas de l'assaut israélien plus large sur les hôpitaux. En janvier 2024, l'armée a

imposé un blocus total à l'hôpital Nasser, et de nombreux patients piégés à l'intérieur sont morts de maladies curables. Le mois suivant, l'armée a effectué un raid sur l'hôpital, a causé des destructions massives de ses installations et de ses équipements, et a arrêté des dizaines de membres du personnel, de patients et de membres de leur famille. Depuis lors, l'agression militaire ciblée [contre l'hôpital](#) et [ses environs](#) s'est poursuivie, et en juin 2025, l'armée a donné l'ordre d'évacuer l'enceinte de l'hôpital. En réponse, [l'Organisation mondiale de la santé](#) a mis en garde contre l'arrêt imminent de toute activité à l'hôpital, ce qui laisserait les millions de personnes vivant dans le sud de la bande de Gaza sans aucun service médical.

Dans le cadre de l'assaut contre les hôpitaux et les centres médicaux, de nombreux membres du personnel médical et intervenants d'urgence ont été blessés. En janvier 2025, environ [2,5 %](#) du personnel médical de Gaza avait été tué. En outre, [des professionnels de la santé ont été arrêtés et soumis à de graves abus](#) qui, [dans plusieurs cas](#), ont entraîné leur mort en détention israélienne. Le docteur Husam Abu Safiyah, directeur de l'hôpital Kamal Adwan dans le nord de la bande de Gaza, [a été arrêté](#) en décembre 2024 lors d'un raid militaire israélien sur l'hôpital, qui a conduit à la fermeture du dernier établissement médical en activité dans le nord de la bande de Gaza. Pendant le raid, Abu Safiyah [a refusé la demande de l'armée](#) d'évacuer l'hôpital et d'abandonner ses patients. À la mi-juillet 2025, [son avocat a signalé](#) qu'Abu Safiyah avait perdu environ un tiers de son poids corporel et souffrait de la faim, de la privation de traitement médical et des mauvais traitements infligés par les gardiens de la prison d'Ofer.

Dans un témoignage qu'il a remis à B'Tselem, l'ambulancier [Mu'in Abu al-'Eish](#) a décrit le siège, les raids et les attaques militaires contre l'hôpital Al-Awda à Jabalya, où il travaillait. En octobre 2024, on lui a demandé d'accompagner une femme et un nourrisson dans un convoi d'ambulances rempli de patients, malades et blessés, qui se rendaient à l'hôpital Kamal Adwan. Alors qu'ils approchent de l'hôpital, les militaires tirent un obus qui touche l'arrière de l'ambulance.

Tout le monde criait dans l'ambulance. Je suis sorti pour vérifier l'état des personnes que je conduisais. J'ai trouvé une femme mourante, qui rendait littéralement ses derniers soupirs. Je n'ai rien pu faire pour elle. [...] Puis ils ont commencé à nous tirer dessus, alors je me suis enfui avec le garçon blessé et son père, ainsi qu'avec une des femmes et sa fille. Nous nous sommes cachés dans un entrepôt. L'autre femme et sa fille ont couru vers l'hôpital Kamal Adwan. Les deux autres femmes et le nouveau-né sont restés dans l'ambulance.

Depuis sa cachette, Mu'in a réussi à contacter les ambulanciers et à en faire venir deux sur place. Dès leur arrivée, les militaires ont tiré un obus sur eux.

Dieu merci, ils ont survécu. L'une des ambulances a démarré et j'ai mis les blessés dans l'autre ambulance avec l'ambulancier qui était avec moi. Mais nous n'avons pas eu le temps de transférer tout le monde et nous avons dû nous enfuir. Les femmes et le bébé sont restés dans l'ambulance endommagée. [...] Plus tard, un homme qui passait par la zone où l'ambulance a été bombardée est arrivé à l'hôpital. Il nous a dit qu'il avait entendu un bébé pleurer dans l'ambulance. Cette nuit-là, je n'ai pas pu dormir. Je n'arrêtais pas de penser au bébé, que je devais

l'atteindre et le sauver, mais j'avais peur pour moi et pour mes collègues.

Mu'in est retourné au même endroit pendant la nuit pour ramasser d'autres morts et blessés tués lors d'une autre frappe israélienne :

Sur le chemin du retour, nous nous sommes arrêtés près de l'ambulance. J'ai trouvé le nouveau-né qui pleurait à l'intérieur de l'ambulance. Le corps d'une des femmes était là, et le corps de l'autre femme était à l'extérieur. Les chiens les avaient déchiquetés, mais le bébé avait survécu. Nous avons pris le bébé et les corps et nous sommes allés à l'hôpital Kamal Adwan. Le bébé a été placé en unité de soins intensifs néonataux et était en bonne santé. Par la grâce de Dieu, les chiens ne l'ont pas atteint.

En raison de l'assaut en cours sur le système de santé, de nombreux résidents de la bande de Gaza souffrant de maladies chroniques et de divers handicaps ne reçoivent pas les traitements médicaux essentiels. Des professionnels de la santé américains qui se sont portés volontaires à Gaza [ont estimé](#), de manière prudente, que 5 000 personnes souffrant de maladies chroniques sont mortes dans la bande de Gaza au cours de la première année de l'assaut. Certains de ces patients auraient pu survivre s'ils avaient eu accès à un traitement ailleurs, mais Israël [les a empêchés](#) de quitter la bande de Gaza.

Dans un témoignage transmis à B'Tselem, [Aya Kahil](#), une femme de 28 ans originaire de la ville de Gaza et déplacée avec sa famille, a parlé de son fils de cinq ans, Nabil, chez qui on a diagnostiqué une leucémie :

Après environ un mois dans la tente, j'ai senti que quelque chose n'allait pas avec Nabil. [...] À cette époque, il a commencé à se réveiller la nuit en criant. Il venait dormir blotti contre moi. Il ne voulait pas manger non plus. Il avait la diarrhée, et j'ai pensé qu'il s'agissait à nouveau d'une infection du système digestif [...] mais Nabil ne s'est pas amélioré.

Après le diagnostic, Nabil a été inscrit sur la liste des patients autorisés à emprunter le passage de Rafah pour recevoir des soins médicaux en Égypte, mais la famille a été informée le lendemain que le passage avait été fermé en raison de l'activité militaire israélienne :

Je pensais que le passage serait ouvert d'ici quelques jours. [...] Entre-temps, l'état de Nabil s'est aggravé. Il ne pouvait plus marcher et se plaignait sans cesse de douleurs à l'estomac. Tout son corps était enflé. [Il n'a jamais reçu de chimiothérapie.]

Il a fallu trois semaines supplémentaires à la famille pour emmener Nabil en Cisjordanie afin qu'il y reçoive un traitement :

Nabil a tout de suite été transporté aux soins intensifs. Il pleurait beaucoup parce qu'il voulait que je reste avec lui, mais à cause de la faiblesse de son système immunitaire, ils ne m'ont d'abord pas laissé m'asseoir à côté de lui. [...] En début d'après-midi, je me tenais à côté de lui et il m'a demandé de m'approcher. Soudain, il a été pris de convulsions, s'est mis à trembler et à se tordre. Il m'a attrapé la main et ses dents claquaient bruyamment. Quand il a lâché ma main, je suis

tombée. J'ai commencé à crier, à pleurer et à me gifler. On m'a dit de ne pas avoir peur, que ce n'était peut-être que des convulsions. Le directeur de l'hôpital est entré.

Nabil était mourant. Ils ont essayé de le ressusciter. Son cœur a recommencé à battre pendant quelques secondes, puis s'est arrêté à nouveau. Ils ne pouvaient pas le sauver. Il est mort. [] Je ne pouvais pas l'accompagner au cimetière parce que mon permis ne me permettait pas de quitter l'hôpital. Nabil a été enterré à Ramallah. Un de nos parents qui était là, est allé avec lui. Il a pris une photo de la tombe et nous l'a envoyée.

Domicide (destruction du logement)

Selon des estimations récentes, environ 92 % de tous les bâtiments résidentiels et environ 69 % de toutes les structures de la bande de Gaza ont été détruits ou gravement endommagés. Des quartiers entiers, voire des villes entières, ont été pratiquement rayés de la carte.

[Aya Hasunah a-Susi](#), 31 ans, originaire du nord de la ville de Gaza, a vu son mari et ses jeunes enfants être tués lors d'un bombardement sur leur camp de personnes déplacées dans la région d'al-Mawasi en août 2024. Toujours en deuil de ses proches, elle a décidé de retourner seule à Gaza. Elle a décrit l'ampleur de la destruction qu'elle a rencontrée dans un témoignage qu'elle a donné à B'Tselem :

J'ai marché le long de la route côtière et j'ai vu des gens rentrer chez eux avec leurs enfants. Mon cœur s'est serré. Je retournais à Gaza sans mon mari et mes enfants. Ils étaient censés être avec moi et la perte m'a submergée. Une douleur terrible. [Mon frère Ibrahim m'attendait le long de la route, sur la place a-Nabulsi. Il m'a demandé : "Que vois-tu de particulier ?" pour pouvoir me retrouver, mais je ne connaissais pas les lieux et ne les reconnaissais pas parmi les ruines. Je n'ai pas reconnu les rues de Gaza parce qu'elles étaient complètement détruites. Je ne savais pas où la ville commençait et où elle finissait. [Le quartier où nous vivions, au nord de la ville de Gaza, a été complètement détruit. Il n'y a plus aucun signe de vie.

La destruction de l'espace urbain de Gaza devrait se poursuivre tant que l'offensive israélienne durera. Les soldats qui ont servi dans la bande de Gaza [ont témoigné](#) que la démolition systématique des maisons, des bâtiments publics, des infrastructures et des terres agricoles n'est pas effectuée uniquement à des fins opérationnelles, mais qu'elle est [devenue un objectif en soi](#). Dans ce contexte, l'incendie des maisons par les soldats s'est également généralisé, que ce soit [sur ordre](#) ou [à la discrétion des soldats](#) - soutenu par l'état d'esprit militaire qui prévaut.

En juin 2025, environ [85 % de la bande de Gaza](#) était sous contrôle militaire israélien et/ou désignée comme zone d'évacuation par l'armée. Parallèlement à cette vaste prise de contrôle du territoire, la grande majorité des habitants de Gaza ont été contraints de se réfugier dans des "zones humanitaires" de plus en plus surpeuplées, qui ont elles-mêmes été soumises à des [bombardements systématiques](#).

Destruction économique

Au cours des premiers jours de l'assaut, de grandes parties du [quartier d'A-Rimal](#), dans la ville de Gaza, ont été détruites par d'intenses bombardements israéliens. A-Rimal était considéré comme le centre économique et administratif de la bande de Gaza, abritant une forte concentration d'entreprises, de banques, d'écoles, d'universités, de sociétés de télécommunications, d'établissements de santé et d'organisations internationales et locales, dont le siège local de l'UNRWA.

Depuis les attaques massives contre a-Rimal, Israël a continué à cibler systématiquement l'infrastructure commerciale et économique de Gaza tout au long des mois de combat. Selon un [rapport conjoint](#) de la Banque mondiale et des Nations unies datant d'avril 2024, près de quatre entreprises publiques, commerciales et industrielles sur cinq ont été endommagées ou détruites à la suite de l'assaut israélien, entraînant l'effondrement quasi-total de l'activité économique à Gaza. Entre le début du mois d'octobre 2023 et la fin du mois de septembre 2024, [le taux de chômage](#) à Gaza s'est élevé en moyenne à 79,7 %. Au cours de cette période, la grande majorité de la population de Gaza a vécu dans la pauvreté. En octobre 2024, l'assaut israélien avait [fait reculer](#) le niveau de développement économique de Gaza d'environ 70 ans, soit un niveau comparable à celui de 1955.

Destruction des conditions de vie en Cisjordanie

En Cisjordanie, Israël contrôle directement presque tous les aspects de la vie des Palestiniens, y compris les permis de travail en Israël et dans les colonies, les recettes fiscales palestiniennes, les déplacements et l'accès, les permis de construire et de développement, les démolitions de maisons sous couvert de lois sur la construction, et bien d'autres choses encore. Ce contrôle sert à intensifier l'oppression et la dépossession que subissent les Palestiniens depuis l'occupation de la Cisjordanie en 1967 et permet à Israël de mettre en œuvre des changements profonds "sous le radar", sans attirer l'attention qui pourrait empêcher le régime israélien d'avancer dans ses objectifs.

Domicide (destruction du logement) et restrictions de circulation

Depuis le début de l'offensive israélienne en octobre 2023 et jusqu'à la fin du mois de juin 2025, Israël a démoli 1 572 [structures en Cisjordanie](#) et 397 à [Jérusalem-Est](#), sous prétexte de construction sans permis. Sur l'ensemble des structures démolies, 729 étaient des habitations. En conséquence, 2 598 personnes ont perdu leur logement, dont 1 304 mineurs. Pour la seule année 2024, le nombre de structures démolies par Israël a atteint un niveau record depuis deux décennies, et l'année 2025 devrait être encore pire si les démolitions se poursuivent à leur rythme actuel. Simultanément, l'assaut militaire sur le nord de la Cisjordanie comprenait des [opérations massives de démolition](#) de bâtiments et d'infrastructures à l'aide d'explosifs et de bulldozers, causant des dommages considérables aux maisons dans les villes et les camps de réfugiés sous le prétexte de la nécessité militaire. Selon les estimations de la [municipalité de Jénine](#), en février et mars 2025, environ 600 maisons ont été démolies ou rendues inhabitables dans le seul camp de réfugiés de Jénine. En mai 2025, l'armée israélienne [a annoncé son intention](#) de démolir une centaine de maisons dans les camps de réfugiés de

Tulkarm et de Nur Shams, en plus des quelque 300 maisons déjà démolies ou gravement endommagées selon [les estimations de l'UNRWA](#) en avril 2025.

Dans le même temps, Israël a imposé de sévères restrictions de circulation aux Palestiniens dans toute la Cisjordanie. Le réseau d'obstacles à la circulation entretenu par Israël [s'est considérablement développé](#) et, en mai 2025, il comprenait [849 points de contrôle et barrages routiers](#). Les habitants de la Cisjordanie [décrivent](#) la [réalité quotidienne](#) de la vie dans une "grande prison", où même un simple déplacement hors du domicile peut entraîner des heures d'embouteillage, souvent causées par des temps d'attente prolongés en raison de l'intensification des inspections aux points de contrôle militaires, qui impliquent souvent un harcèlement arbitraire.

Destruction économique

Depuis octobre 2023, Israël a délibérément ciblé les deux piliers centraux de l'économie de la Cisjordanie : l'accès au travail en Israël et le financement de l'Autorité palestinienne. En 2022, 22,5 % de tous les Palestiniens employés en Cisjordanie [atteint environ 31 %](#) travaillaient [en Israël et dans les colonies](#), et environ [20 % étaient employés dans le secteur public](#) et recevaient leur salaire de l'Autorité palestinienne. Immédiatement après le 7 octobre, Israël [a révoqué](#) les permis d'entrée de quelque 150 000 résidents de Cisjordanie travaillant en Israël, et la [grande majorité](#) de ces permis n'ont pas été rétablis. Au cours des trois premiers mois de l'assaut, environ 306 000 personnes en Cisjordanie [ont perdu leur emploi](#) et, en 2024, le taux de chômage en Cisjordanie a atteint environ 31 %, contre 18 % en 2023.

En outre, au cours du premier semestre 2024, le ministre des finances Smotrich a [bloqué le transfert](#) des recettes fiscales palestiniennes qu'Israël perçoit pour le compte de l'Autorité palestinienne. Ces recettes représentent environ [60 % du revenu annuel de l'Autorité palestinienne](#). Cette mesure a plongé l'Autorité palestinienne dans [un déficit budgétaire](#) sans précédent, menaçant sa capacité à payer les salaires du secteur public et à fournir des services de base tels que les soins de santé et l'éducation. Tous ces développements, combinés au gel des échanges entre la Cisjordanie et Gaza, aux difficultés croissantes d'accès aux terres agricoles, [en particulier pendant la récolte des olives](#), et à la [forte augmentation](#) des restrictions de circulation en Cisjordanie, qui ont gravement entravé la capacité des résidents à se rendre sur leur lieu de travail, ont conduit à la [récession économique](#) la plus profonde enregistrée en Cisjordanie depuis plus de trois décennies. À la fin de l'année 2024, [la Banque mondiale](#) a décrit l'effondrement de l'économie de la Cisjordanie comme une "chute libre". En 2024, 87,2 % des travailleurs de Cisjordanie [ont signalé](#) une baisse du revenu de leur ménage ; les taux de pauvreté à court terme ont [plus que doublé](#), passant de 12 % en 2023 à 28 % à la mi-2024 ; et l'insécurité alimentaire des ménages a fortement augmenté. Selon le [PAM](#), au moins 700 000 résidents de Cisjordanie ont eu besoin d'une aide alimentaire en 2024, soit une augmentation de près de 100 % par rapport à la période précédant octobre 2023.

Destruction des infrastructures hydrauliques et agricoles

Les restrictions d'accès aux terres agricoles et l'escalade de la violence des colons ont rendu les travaux agricoles, en particulier la récolte des olives, [presque impossibles](#) depuis octobre 2023. Dans le même temps, les [cas de meurtre, d'empoisonnement et de vol de bétail](#) par les colons sont en augmentation, tandis que les pâturages

disponibles pour les éleveurs palestiniens ont été réduits en raison de l'expansion spectaculaire des [avant-postes agricoles](#) des colons, qui ont pris possession de vastes superficies de terres.

[Ces conditions ont accéléré](#) le rythme auquel les Palestiniens abandonnent l'agriculture et le pastoralisme, des moyens de subsistance qui ont permis aux communautés palestiniennes de survivre pendant des générations, ce qui a eu pour effet d'exacerber les difficultés économiques rencontrées par les Palestiniens.

Dans les villes et les camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie, l'activité militaire a [gravement endommagé les infrastructures hydrauliques](#) et perturbé l'accès à l'eau potable pour des dizaines de milliers de personnes. [Nawaf Shahin](#), 64 ans, père de neuf enfants, a décrit la pénurie croissante d'eau dans le camp de réfugiés d'al-Far'ah, ainsi que la grave pénurie de nourriture et d'autres produits de première nécessité qui a touché sa communauté dans les semaines qui ont précédé le départ forcé de sa famille par l'armée en février 2025 :

L'armée a effectué des dizaines de raids dans le camp ; de nombreux jeunes ont été tués et les gens ont vécu dans la souffrance et la terreur. Mais le raid de cette semaine était différent des précédents. C'est la période la plus dure et la plus cruelle que les habitants du camp et ma famille ont traversée. Il y a huit jours, de nombreux soldats ont investi le camp et l'ont fermé de tous les côtés. Ils ont détruit les routes et les canalisations d'eau. Ils ont encerclé les maisons et se sont emparés de nombreux toits. Les gens ont dû vivre comme s'ils étaient en prison, alors que la nourriture manquait dans leurs maisons. Les gens se sont retrouvés sans nourriture, sans eau et sans médicaments.

Depuis octobre 2023, le nombre d'incidents au cours desquels des colons [ont vandalisé et pris le contrôle](#) de sources d'eau et de canalisations, ainsi que de [générateurs et d'autres infrastructures électriques](#) appartenant à des communautés palestiniennes, a également augmenté de façon spectaculaire. Les destructions effectuées par les colons sont aggravées par la [destruction "officielle"](#) des infrastructures d'eau et d'électricité effectuée régulièrement par l'administration civile, qui empêche également de nombreuses communautés de se raccorder au système d'approvisionnement en eau.

Il existe de nombreux autres cas où l'accès à l'eau ou l'approvisionnement en eau de communautés entières est entravé. Dans la vallée du Jourdain, l'armée aurait [réduit les heures d'ouverture](#) du poste de contrôle par lequel les résidents des communautés d'éleveurs, qui ne sont pas connectés au réseau d'eau, transportent l'eau vers leurs villages. [L'Autorité palestinienne de l'eau](#) a signalé que la compagnie israélienne de l'eau Mekorot a réduit la quantité d'eau déjà minimale allouée à diverses zones de la Cisjordanie. L'État d'Israël a également [rejeté la responsabilité](#) de l'approvisionnement en eau de Kafr 'Aqab, un quartier situé à l'intérieur des limites municipales de Jérusalem et comptant plus de 100 000 habitants, qui est en proie à une grave crise de l'eau depuis octobre 2023.

Assaut contre le système de santé

La capacité déjà limitée du système de santé de Cisjordanie s'est [encore réduite](#) depuis le début de l'assaut. La crise financière à laquelle le système de santé palestinien était confronté s'est considérablement aggravée, en particulier pendant les mois au cours

desquels Israël a retenu les recettes fiscales dues à l'Autorité palestinienne. La situation a été aggravée par la [campagne menée par le gouvernement israélien contre l'UNRWA](#), qui gère [43 centres](#) de soins de santé primaires et un hôpital, et fournit une couverture médicale gratuite à environ 895 000 réfugiés, soit environ un tiers de la population palestinienne de Cisjordanie (pour plus d'informations, voir "[Assaut contre le statut de réfugié palestinien](#)" dans le présent rapport).

Dans le nord de la Cisjordanie, la routine des meurtres et des destructions de l'armée israélienne comprenait des [attaques fréquentes](#) contre des hôpitaux et des établissements médicaux, impliquant parfois des raids et des prises de contrôle, des perturbations des opérations régulières, ou le blocage de l'accès et le refus de soins aux patients qui en ont besoin. En outre, selon l'[Organisation mondiale de la santé](#), au moins 172 membres du personnel médical en service ont été détenus entre avril et décembre 2024, et 25 patients ont été détenus pendant qu'ils recevaient des soins. En raison de tout cela, un rapport de MSF [a déclaré](#) en février 2025 que depuis le 7 octobre 2023, le système de santé de Cisjordanie est dans un "état d'urgence perpétuel".

C. Déplacements forcés

Déplacements forcés dans la bande de Gaza

Environ 1,9 million de Palestiniens, soit près de 90 % de la population de Gaza, ont été [déplacés de force](#) au moins une fois depuis octobre 2023. La plupart des personnes déplacées sont des réfugiés ou des descendants de réfugiés qui ont été expulsés de leurs foyers lors de la Nakba de 1948. Au cours de l'assaut, ils sont devenus des réfugiés [pour la deuxième, la troisième, voire la quatrième fois](#). Le traumatisme collectif et personnel qui a façonné la société palestinienne pendant près de quatre-vingts ans est devenu, une fois de plus, une réalité vécue. C'est ainsi qu'[Olfat al-Kurd](#), enquêteur de B'Tselem sur le terrain, l'a décrit :

Il y a 75 ans, mes grands-parents ont été contraints de quitter leur village, Majdal, situé sur la rive occidentale du lac Kinneret. Ils sont devenus des réfugiés dans la bande de Gaza, et ma grand-mère avait l'habitude de me raconter la douleur de l'abandon du village et le rude hiver qu'ils ont connu cette année-là dans la bande de Gaza, dans une tente qu'elle partageait avec mon grand-père et ses sœurs. Elle me parlait de sa nostalgie de Majdal, de la vie qu'elle avait et qui n'existait plus. Aujourd'hui, alors que je vis avec ma famille dans une tente faite de plastique et de tissu dans le sud de la bande de Gaza, je ne cesse de penser à elle. Je suis sûre qu'elle n'aurait jamais imaginé que sa petite-fille devrait elle aussi vivre dans un camp de personnes déplacées.

Le 13 octobre 2023, l'armée a émis les premiers [ordres d'évacuation](#) massive des habitants de Gaza. Les ordres demandaient aux habitants de la partie nord de la bande de quitter immédiatement leurs maisons et de fuir vers le sud. Des centaines de milliers de personnes ont été contraintes de décider où fuir, sans savoir si et quand elles seraient autorisées à revenir. À la fin de l'année 2023, l'armée a commencé à établir le [corridor de Netzarim](#), une zone tampon qui traverse la bande de Gaza d'est en ouest, le long de la limite sud de la ville de Gaza, coupant effectivement le nord du sud. Au cours de l'assaut israélien, la zone tampon s'est étendue, atteignant jusqu'à sept kilomètres

de large à son apogée. Cette zone a été désignée comme une zone de mort, ce qui signifie que tout Palestinien qui s'y trouverait serait abattu. L'objectif de cette division était, entre autres, de [contrôler le mouvement des résidents](#) vers le sud de la bande de Gaza et d'empêcher leur retour vers le nord. Au fil du temps, Israël a ordonné à plusieurs reprises l'évacuation des habitants et, en juin 2025, [85 % de la bande de Gaza](#) était soit visée par des ordres d'évacuation militaire, soit sous le contrôle de l'armée israélienne.

À partir d'octobre 2024, Israël a intensifié sa campagne de destruction de l'environnement urbain et agricole du nord de Gaza et a mis en œuvre une politique de famine délibérée et particulièrement extrême visant à dépeupler définitivement la zone, comme l'ont [explicitement déclaré](#) les responsables militaires israéliens. Ces opérations ont été menées conformément à un plan élaboré par d'anciens officiers supérieurs, connu sous le nom de "[plan des généraux](#)". Bien qu'il n'ait jamais été officiellement adopté par l'armée israélienne, ce plan [a influencé](#) sa conduite sur le terrain. Les actions d'Israël dans le nord de la bande de Gaza ont été décrites par de nombreux experts, dont le [secrétaire général des Nations unies](#), comme une tentative de nettoyage ethnique. Dans la pratique, en novembre 2024, quelque 100 000 personnes ayant vécu dans le nord de Gaza avaient été [déplacées de leur domicile](#).

[Divers rapports](#) évaluant l'ampleur des destructions causées par Israël dans la bande de Gaza suggèrent qu'en l'absence d'objectifs militaires clairs, l'objectif d'Israël est probablement de transformer le déplacement "temporaire" de la population de Gaza en un déplacement permanent. La réorganisation de l'espace physique dans la bande de Gaza est également considérée comme le signe d'un plan israélien visant à rester dans la bande à long terme et à jeter les bases de l'établissement de colonies israéliennes à l'avenir. L'existence de ces plans a été explicitement affirmée par de [nombreuses déclarations](#) publiques de [responsables israéliens](#) pendant l'assaut, ainsi que par les [mesures prises par l'armée](#) pour consolider son emprise sur le territoire capturé.

Début 2025, le président américain Donald Trump a [annoncé son intention](#) de favoriser l'"absorption" des déplacés de Gaza dans les pays voisins. Selon divers rapports, y compris des déclarations du ministre israélien des finances [Bezalel Smotrich](#), ce plan était en fait basé sur une proposition formulée par le gouvernement israélien plusieurs mois auparavant. Le [large soutien de l'opinion publique israélienne](#) à cette initiative montre clairement que la pratique du déplacement forcé, ou de l'expulsion, est désormais perçue comme une solution légitime et souhaitable au "problème palestinien", ce problème étant la présence même de Palestiniens dans les zones sous contrôle israélien.

Ce large soutien politique et public à la politique n'était pas simplement une aspiration. Pendant de nombreux mois, le gouvernement israélien a activement tenté de [promouvoir la relocalisation](#) des personnes déplacées de Gaza vers divers pays du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Sud. En mars 2025, le cabinet israélien [a approuvé](#) la création d'une administration des départs volontaires chargée d'exécuter le départ de centaines de milliers de Palestiniens de la bande de Gaza. À partir de mai 2025, de hauts responsables israéliens ont explicitement déclaré que le nettoyage ethnique de Gaza était [un objectif central](#) de la guerre, affirmant que la destruction de la bande et le contrôle d'Israël sur l'aide humanitaire étaient des moyens d'atteindre cet objectif. Dans le cadre d'une procédure judiciaire en cours (juillet 2025), le chef d'état-major Eyal Zamir [a nié](#) que le transfert forcé soit l'un des objectifs de

l'opération. Cependant, les déclarations des décideurs israéliens racontent une histoire totalement différente. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu [a été cité](#) lors d'une réunion de la commission des affaires étrangères et de la défense au début du mois de mai comme ayant déclaré : "Nous détruisons de plus en plus de maisons et les Gazaouis n'ont nulle part où retourner : "Nous détruisons de plus en plus de maisons et les habitants de Gaza n'ont nulle part où retourner. Le seul résultat inévitable sera le souhait des habitants de Gaza d'émigrer en dehors de la bande de Gaza. Le "principal problème", a-t-il ajouté, "concerne les pays vers lesquels ils émigreraient". Faisant référence au plan de distribution de l'aide humanitaire à Gaza, M. Netanyahu a également déclaré que l'accès aux "centres d'aide" serait conditionné au fait que les habitants de Gaza ne retournent pas dans les zones d'où ils sont originaires. Quelques jours plus tôt, le ministre [Smotrich avait expliqué](#) : Je pense que nous pourrions déclarer la "victoire" d'ici quelques mois. Gaza sera complètement détruite, ses civils seront concentrés à partir du corridor Morag [qui coupe la bande d'est en ouest entre Khan Yunis et Rafah] vers le sud, et de là, ils partiront en grand nombre vers des pays tiers."

Faire du nettoyage ethnique de Gaza [l'un des "objectifs de guerre" officiels](#) et recourir à la famine et à la destruction des infrastructures et des habitations pour y parvenir ne sont pas seulement des crimes graves et des actes génocidaires en soi, mais ils révèlent également l'état d'esprit et les intentions des décideurs de haut niveau tout au long de la guerre.

Déplacement forcé en Cisjordanie

Depuis octobre 2023, les attaques militaires et les violences commises par les colons et l'armée en Cisjordanie ont déplacé des communautés palestiniennes [à une échelle jamais atteinte](#) depuis l'occupation de la Cisjordanie par Israël en 1967. Depuis cette date, [38 communautés palestiniennes](#), comprenant 67 ensembles résidentiels, ont été transférées de force en raison de la violence, et huit autres, comprenant neuf ensembles résidentiels, ont été partiellement déplacées. Au total, 2 409 personnes, dont au moins 1 056 mineurs, ont été déracinées. En juin 2025, des milliers d'autres personnes vivant dans des dizaines d'autres communautés palestiniennes couraient [un risque réel d'expulsion](#) en raison des attaques quotidiennes des colons.

Les communautés palestiniennes de la zone C subissent depuis des années des pressions de la part des autorités israéliennes, une campagne qui s'est considérablement intensifiée après octobre 2023. Avec le soutien de l'État, des [dizaines d'avant-postes de bergers](#) ont été établis autour de ces communautés dans le but principal de chasser les Palestiniens et de s'emparer d'autant de terres que possible. La violence perpétrée par les colons depuis ces avant-postes s'est intensifiée, atteignant [un niveau sans précédent](#) lors de l'assaut israélien contre Gaza. [Cette violence](#), qui est devenue une réalité quotidienne terrifiante pour les Palestiniens, comprend des agressions physiques graves, des raids de colons dans les communautés et les maisons pendant la journée et la nuit, des incendies criminels, l'expulsion des bergers des zones de pâturage et des agriculteurs de leurs champs, le meurtre et le vol de bétail, la destruction des récoltes, le vol d'équipements et d'effets personnels, et le blocage des routes.

L'opération militaire "Mur de fer", lancée en janvier 2025 et concentrée principalement dans les camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie, [a entraîné le déplacement](#) de plus

de 40 000 Palestiniens. Bien que l'armée ait affirmé qu'elle n'avait pas de politique officielle d'évacuation de ces zones, des témoignages transmis à [B'Tselem](#) et au journal [Haaretz](#) décrivent des soldats forçant les résidents à partir sous la menace et, parfois, sous la menace d'une arme. De nombreuses familles déplacées ont été forcées de dormir dans des centres communautaires ou des salles d'événements surpeuplés, dépendant des résidents locaux et des organisations d'aide pour la nourriture, l'eau et d'autres besoins de base. Comme les habitants de Gaza, la plupart des personnes vivant dans les camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie sont des réfugiés expulsés lors de la Nakba de 1948 ou leurs descendants. Nombre d'entre eux [ont décrit](#) cette nouvelle expérience de déplacement comme une réactivation de leur propre traumatisme ou de celui de leur famille.

En février 2025, le ministre de la défense Israël Katz a annoncé que l'armée avait l'intention de rester dans les camps de réfugiés tout au long de l'année à venir et que les résidents ne seraient pas autorisés à revenir pendant cette période. Depuis janvier 2025, les villes et les camps de réfugiés du nord de la Cisjordanie sont devenus des villes fantômes, occupées uniquement par les forces militaires. En mai 2025, le camp de réfugiés de Jénine, complètement dépeuplé, était décrit comme "un grand avant-poste militaire", et des rapports indiquaient que l'armée continuait à démolir des bâtiments dans le camp pour créer des routes pour les véhicules militaires.

Ces déplacements violents en Cisjordanie, [y compris à Jérusalem-Est](#), sont également soutenus officiellement par l'État d'Israël par des moyens juridiques et bureaucratiques. En 2024, la superficie des terres déclarées "terres d'État", les budgets alloués aux colonies, le nombre de permis de construire délivrés pour des logements dans les colonies et le rythme de construction de nouveaux avant-postes illégaux ont atteint des sommets inégalés [depuis plusieurs décennies](#). Entre octobre 2023 et mars 2025, au moins [14 nouveaux avant-postes](#) ont été établis sur ou près des ruines des communautés de bergers évacuées. Depuis ces avant-postes, les colons ont poursuivi leurs efforts pour chasser les communautés restantes et nettoyer ethniquement la région de sa population palestinienne.

Par exemple, en mai 2025, la communauté de [Maghayer a-Deir](#), qui comptait 150 personnes, a été expulsée quelques jours seulement après l'établissement d'un nouveau poste à l'intérieur d'une bergerie appartenant à l'un des résidents. Les membres de la communauté, dont les familles avaient été déplacées du désert du Néguev dans les années 1950, ont été contraints de partir et de se disperser dans divers villages voisins.

En juillet 2025, la communauté d'[al-Mu'arajat](#), qui abrite quelque 36 familles et des centaines de personnes, a été déplacée de force. C'était l'une des plus grandes communautés à être chassées depuis octobre 2023. La communauté, qui a enduré [des années de violence](#) et de harcèlement incessants des colons, a été déracinée sous la menace après l'établissement d'un avant-poste à l'intérieur du village. Aujourd'hui, dans cette partie de la vallée du Jourdain, une superficie de quelque 150 000 dunams (1 dunam = 0,1 hectare), il ne reste qu'une seule communauté : [Ras 'Ein al-'Auja Jahalin](#), qui est maintenant complètement exposée à la violence des colons.

Déplacement forcé en Israël

En avril 2024, le gouvernement israélien a [transféré l'autorité](#) chargée de l'application des lois foncières du Ministère des finances au Ministère de la sécurité nationale, dirigé par le Ministre Itamar Ben Gvir. Dans les mois qui ont suivi, le ministère [a annoncé](#) que,

conformément à la politique du ministre, il y avait eu une augmentation de 400 % des ordres de démolition émis pour les maisons dans le Néguev. Selon les [données de la police](#), 3 746 dunams (1 dunam = 0,1 hectare) d'agglomération ont été démolis en 2024, dont la majorité dans le Néguev. Ce chiffre représente une augmentation de 274% par rapport à 2023. Deux villages, Wadi al-Khalil et Umm al-Hiran, ont été presque complètement rasés, et trois autres quartiers ont été effacés de la carte. En conséquence, [plus de 1 000 personnes](#) ont été laissées sans abri.

En mai 2025, Israël a commencé à [démolir les 300 maisons](#) du village non reconnu d'a-Sar, qui compte environ 3 000 habitants. Selon certaines informations, certains résidents auraient démolit leur propre maison pour éviter les amendes qu'Israël impose pour la démolition, et des dizaines d'entre eux auraient été déplacés vers un centre communautaire et une école qui seraient effectivement devenus des camps de déplacement de fortune. Israël prévoit de construire un certain nombre de [communautés juives](#) ou d'[étendre celles qui existent déjà](#) sur les ruines de ces villages non reconnus, dont les habitants ont été transférés de force, et sur des terres appartenant à des villages du Néguev dont la démolition est prévue.

D. Déstruction sociale, politique et culturelle

La destruction sociale, politique et culturelle dans la bande de Gaza

La propagation de l'anarchie

Sous le prétexte de sa guerre contre le régime du Hamas, Israël a mené une attaque sans précédent contre l'ordre civil et social de la bande de Gaza. Tous les organismes chargés de faire respecter l'ordre public à Gaza, y compris [les policiers](#) et [les commandants](#), ainsi que les unités de défense civile, ont été systématiquement pris pour cible par les forces israéliennes tout au long des mois de combats. En conséquence, et en raison de la pénurie aiguë de produits de première nécessité pour la survie, le HCDH a [déclaré](#) en juillet 2024 que « l'anarchie se répand » dans toute la bande de Gaza, ce qui entraîne « la destruction du tissu social à Gaza, dressant les gens les uns contre les autres dans une [lutte pour la survie](#) et déchirant les communautés »

Tout au long de l'offensive, on [a signalé](#) une justice expéditive généralisée, ainsi que des affrontements violents pour le contrôle du territoire et des ressources. En outre, la vacance du pouvoir créée à Gaza a été comblée par [des gangs criminels armés](#) opérant dans l'ensemble de la bande. Israël a non seulement [permis](#) à ces gangs de prendre le pouvoir, mais a également [laissé entendre](#) qu'il pourrait leur confier à l'avenir la responsabilité du maintien de l'ordre public. Des responsables israéliens ont même [déclaré](#) qu'Israël leur avait fourni des armes.

En conséquence, alors que la majorité de la population est contrainte de partager des camps de déplacés de plus en plus surpeuplés, les relations communautaires à Gaza se sont progressivement érodées. Les résidents [font état](#) de violentes altercations entre des familles affamées et épuisées au sujet de l'emplacement d'une tente dans un camp, du "comportement sauvage des enfants" ou de la "jalousie après que quelqu'un a pu mettre la main sur un paquet de nourriture".

[Shadi al-Kurd](#), résident du camp de réfugiés de Jabalya et père de cinq enfants, a été déplacé de sa maison et vit maintenant avec sa famille dans une tente qu'il a installée

dans le quartier a-Rimal de la ville de Gaza. Il a raconté à B'Tselem l'anarchie qui règne dans les centres de distribution d'aide :

Il y a des bandes armées qui arrivent en véhicule. Ils atteignent les camions avant tout le monde, commencent à tirer en l'air, à effrayer les gens et à s'emparer de grandes quantités de sacs de farine. [...] C'est le chaos total, les gens se battent, chacun essaie de protéger son paquet pour qu'il ne soit pas volé. [...] Quand j'arrive à obtenir un sac de farine, je le porte à pied pendant au moins cinq kilomètres. Quand je suis fatigué, je m'assois quelque part pour me reposer pendant une dizaine de minutes, tout en tenant un couteau à la main, de peur que l'un des voyous n'essaie de me voler le sac de farine. La plupart du temps, je vais au centre de distribution avec un ami, et parfois j'emmène mon fils Ahmad avec moi pour qu'il me protège pendant que je porte le sac de farine sur mon épaule.

Atteinte à l'unité familiale

L'assaut d'Israël a eu un impact dévastateur sur la cellule familiale dans la bande de Gaza.

Entre le début de l'offensive et mars 2025, environ [14 000 femmes](#) de la bande de Gaza sont devenues veuves et sont désormais seules responsables de leur famille. Environ [40 000 enfants ont perdu l'un de leurs parents ou les deux](#), dans ce qui semble être la plus grande crise d'orphelins de l'histoire moderne. Une [enquête de l'UNICEF](#) datant d'avril 2024 a révélé que 41 % des familles de Gaza s'occupaient d'enfants qui n'étaient pas les leurs.

[Hanaa al-Qreinawi](#), du camp de réfugiés d'al-Bureij, a décrit comment elle en est venue à élever son neveu orphelin après que ses parents aient été tués, dans un témoignage qu'elle a donné à B'Tselem. La sœur de Hanaa, Amani, était en fin de grossesse lorsque l'offensive israélienne a commencé, après avoir essayé de concevoir pendant près de 16 ans. Elle a donné naissance à son fils, Ousamah, en décembre 2023, sous un bombardement intensif. Environ deux semaines après sa naissance, son mari a été tué lors d'une frappe aérienne sur leur maison à al-Bureij R.C. Environ six mois plus tard, Amani a elle-même été tuée lors d'une frappe aérienne sur l'école de Deir al-Balah où elle travaillait.

Hanaa a déclaré à B'Tselem :

"Perdre ma sœur est insupportable, mais j'accepte ce destin de la part de Dieu. Ousamah a maintenant neuf mois. Amani m'a toujours demandé de m'occuper de lui et de le soigner, comme si elle savait à l'avance qu'elle allait mourir. Elle me disait toujours : "C'est toi qui t'occuperas de lui, parce que tu es comme moi".

Il était tout pour Amani, et après que son père a été tué, elle a essayé de se rattraper auprès de lui. [Avant qu'elle ne soit tuée, ma sœur avait l'habitude de montrer à Ousamah une photo de son père sur son téléphone et de lui dire : "Regarde, c'est ton père", pour qu'il le reconnaisse. Maintenant, je lui montre les photos de son père et de sa mère sur le téléphone pour qu'il sache qui ils sont, et le matin, je lui

dis : "Regarde, voici tes parents. Dis-leur bonjour." Je ne sais pas ce qu'Ousamah a fait pour mériter de grandir sans père ni mère. Il n'y a pas d'explication à cela. Ils ont été assassinés de sang-froid et leur fils est devenu orphelin. J'ai le cœur brisé pour lui, ainsi que pour ma sœur et son mari, qui ont attendu un enfant pendant 16 ans et qui, lorsqu'ils ont enfin eu Ousamah, ont été tués et l'ont abandonné pour toujours.

Pendant les mois de l'offensive, les familles déplacées ont souvent été contraintes de [laisser derrière elles](#) des parents âgés ou malades, incapables de supporter les conditions difficiles du déplacement. [De nombreuses familles](#) sont restées séparées de leurs proches pendant de longues périodes, certaines ignorant ce qu'ils sont devenus. Selon les autorités sanitaires de Gaza, plus de 11 000 habitants de la bande de Gaza sont toujours [portés disparus](#), la plupart étant présumés morts et enterrés sous les décombres. En outre, des milliers d'hommes et de garçons ont été [séparés de leur famille](#) et ont disparu lors des arrestations effectuées par l'armée israélienne au cours de l'offensive. Dans la plupart des cas, leurs familles n'ont eu aucun moyen de [savoir ce qui leur était arrivé](#), notamment s'ils étaient vivants ou morts, et encore moins d'[entrer en contact](#) avec eux.

Les témoignages recueillis par les chercheurs de B'Tselem sur le terrain tout au long de l'offensive indiquent que les familles de Gaza se brisent sous le poids de savoir qu'elles ne peuvent pas [protéger leurs enfants](#) ou [répondre à leurs besoins](#) les plus élémentaires. Des femmes et des hommes ont décrit l'impuissance qu'ils ont ressentie en [voyant](#) leurs [enfants mourir](#) des suites de tirs, de frappes aériennes, d'écrasements, de la faim, du froid ou de maladies. En mars 2025, un médecin américain volontaire à Gaza a [témoigné](#) de l'existence d'une zone désignée dans la salle d'urgence de l'hôpital Nasser de Khan Yunis, où sont placés les enfants qui ne peuvent être sauvés, soit en raison de leur état, soit en raison de la charge de travail ingérable et des maigres ressources des hôpitaux. Les membres de la famille de ces enfants mourants, selon le médecin, attendent à leurs côtés jusqu'à ce qu'ils meurent.

[Adnan al-Qassas](#), 36 ans, originaire de Bani Suheila, à l'est de Khan Yunis, a parlé de son nouveau-né, Aishah, qui est mort de froid à l'âge de 23 jours lorsque sa famille vivait sous une tente dans le camp de personnes déplacées d'al-Mawasi :

Le vendredi 20 décembre 2024, le temps est très pluvieux et froid, avec des vents forts. Pendant la nuit, la tente a été inondée. Rana et moi avons gardé les enfants près de nous. Je suis restée debout jusqu'à 4 heures du matin pour m'assurer que la tente ne s'enfoncerait pas dans l'eau, puis je me suis endormie. Juste avant de m'endormir [...] Nous nous sommes réveillés à 6 heures du matin. J'ai pris 'Aishah dans mes bras et elle était comme un bloc de glace, froide, raide et bleue, et ses yeux étaient ouverts. Je l'ai tenue dans mes bras, en état de choc total. Elle ne respirait plus. J'ai couru avec elle jusqu'au centre de premiers secours du Croissant-Rouge, situé à 500 mètres de là. Ils ont essayé de la réanimer, mais ils n'y sont pas parvenus. Ils nous ont donc emmenés toutes les deux dans une ambulance à l'hôpital Naser de Khan Yunis, où ils ont essayé de la réanimer à nouveau, mais en vain. Ils ont dit que son cœur et son système circulatoire avaient été endommagés par le froid. Aishah a été enterrée immédiatement.

Rana et moi sommes effondrés. La mort de 'Aishah, notre seule fille sur cinq enfants, nous a frappés comme un éclair. Le cœur de Rana est brisé [...] Je crains pour la vie de nos autres enfants dans cette tente qui ne nous offre aucune protection. Nous survivons grâce à l'aide alimentaire, et nous ne mangeons que des conserves et des lentilles. C'est insuffisant et j'ai peur de perdre un autre enfant à cause du froid et de la faim. Hier, il a encore plu et notre tente a coulé. Je me sens impuissante. J'ai perdu mon bébé et je ne veux pas perdre un autre enfant.

L'offensive israélienne a également empêché les habitants d'observer les rituels de deuil. En raison de l'ampleur des morts, il est devenu courant de creuser des tombes, y compris des [fosses communes](#), [près des hôpitaux](#) et dans les [espaces publics](#). En avril 2024, l'Observatoire Euro-Med des droits de l'homme a publié une carte indiquant la présence de plus de [120 fosses communes](#) dans la bande de Gaza, situées dans les cours des maisons et des hôpitaux, aux carrefours, dans les salles de banquet, sur les terrains de sport, dans les écoles et les mosquées.

Les médias internationaux et les innombrables témoignages recueillis par les chercheurs de B'Tselem sur le terrain ont largement diffusé des images poignantes de restes humains [démembrés](#) ou en [décomposition](#) laissés dans des lieux publics, ainsi que de [chiens errants se nourrissant de cadavres](#) non enterrés. Dans de nombreux cas, les soldats ont empêché les familles de récupérer les corps de leurs proches et de les enterrer. Dans d'autres cas, les soldats se sont filmés en train de profaner les corps des Palestiniens, notamment en les [écrasant avec des bulldozers](#) et des [chars](#), une pratique [également attestée](#) lors des opérations israéliennes dans le nord de la Cisjordanie. Les forces israéliennes auraient transféré des dizaines de corps palestiniens en Israël et les auraient ramenés dans des sacs mortuaires, tellement décomposés qu'ils n'étaient plus identifiables. [Les familles qui cherchaient les restes de leurs proches](#) sous les décombres ou dans les rues étaient obligées de se fier aux dents et aux os, ou aux restes de vêtements et de bijoux encore attachés aux membres coupés, pour les identifier. Beaucoup de ceux dont les corps ont été enterrés [l'ont été sans pierre tombale](#), avec des noms écrits à la main sur des linceuls blancs ou des housses mortuaires. Les prières funéraires ont été prononcées à la hâte, quand elles l'ont été, dans les couloirs des hôpitaux ou à l'extérieur des morgues.

Tous ces éléments, ainsi que les déplacements prolongés, la destruction des mosquées et des églises et les dommages causés aux [cimetières](#), qui ont rendu difficile la tenue de prières, de funérailles et de rassemblements de deuil, ont encore affaibli la capacité des familles à surmonter leurs pertes.

[Azizah Qishtah](#), 67 ans, originaire de Rafah, a raconté comment elle et son mari Ibrahim, 70 ans, aveugle, sont restés seuls après que leur famille a été déplacée par les bombardements israéliens, et comment, après qu'Ibrahim a été tué par des éclats d'obus, elle a dû l'enterrer elle-même dans une tombe de fortune :

J'ai soulevé mon mari et l'ai porté sur mon dos. Son corps était mou à cause de sa blessure et très lourd. Il n'y avait personne pour m'aider et j'ai dû le porter seul. J'ai marché un peu, je me suis reposé, puis j'ai continué [...] Soudain, j'ai remarqué que sa main gauche tremblait beaucoup. Je lui ai demandé s'il voulait un massage, mais j'ai vu qu'il

était mort. J'ai vérifié à nouveau - je ne me suis pas trompée. Il est mort là, dans mes bras. Il n'y avait personne autour. J'ai regardé autour de moi et j'ai vu une petite fosse près d'un olivier dans la cour de mon oncle. Je n'avais pas de tissu pour le linceul. J'ai pris un rideau de la fenêtre et un sac en plastique, je l'ai enveloppé tout seul et je l'ai lentement roulé dans la fosse. Cela m'a pris deux heures, tout seul. C'était très dur, mais Dieu m'a donné de la force. Je l'ai enterré moi-même. Je l'ai recouvert de feuilles de tôle et d'une planche de bois, puis j'ai recouvert le tout de terre. J'ai récité quelques prières et j'ai pleuré. J'ai sangloté doucement, dans la douleur. [...] Je suis restée ainsi, seule dans la maison, pendant deux semaines après la mort d'Ibrahim, jusqu'à ce que, le 24 mai 2025, je n'aie presque plus d'eau ni de nourriture. Ce jour-là, j'ai entendu des coups de feu à l'extérieur. Je suis sortie et j'ai vu que la tôle avec laquelle j'avais recouvert la tombe de mon mari était criblée de trous et que la tête de mon mari dépassait du sol. Je n'ai pas pu le supporter... Je l'ai remis dans la fosse, je l'ai recouverte de nouvelles tôles et de bois, et je l'ai enterré à nouveau. Je n'avais plus peur. Je ne pensais qu'à la douleur, à la perte, à la souffrance.

Assaut contre l'éducation

En avril 2025, environ 90 % des écoles de Gaza avaient été [endommagées](#) par les bombardements aériens, les tirs d'obus et même les incendies volontaires et les destructions perpétrés par les forces israéliennes. La plupart des bâtiments encore debout ont été transformés en abris pour les personnes déplacées, qui sont elles-mêmes devenues la [cible d'attaques répétées](#). En conséquence, [en juin 2025](#), aucun des enfants de Gaza en âge d'aller à l'école, soit environ 658 000, n'avait été scolarisé pendant plus de 18 mois. [Diverses organisations](#) ont prévenu que cette dévastation aurait des conséquences graves et à long terme sur le développement émotionnel, intellectuel et social des enfants de Gaza, qui ont été privés de toute forme de routine, des réseaux de soutien habituellement fournis par les éducateurs et des espaces d'interaction, de récréation et de jeu avec leurs pairs. Les rapports estiment en outre que ces privations auront un impact profond sur la santé mentale des enfants et augmenteront leur vulnérabilité à la négligence, à la violence et aux abus.

La destruction du système éducatif de Gaza devrait laisser des traces profondes dans la société palestinienne pendant des générations. Des [études indiquent](#) que lorsque les enfants sont tenus à l'écart de l'école pendant de longues périodes, non seulement l'apprentissage s'arrête, mais il régresse également. Les experts prévoient que ce recul dramatique aura des répercussions à long terme sur les perspectives d'emploi des enfants de Gaza et, par extension, sur le développement humain et économique de la communauté dans son ensemble.

Interférence avec la couverture médiatique

Au cours de l'assaut actuel, Israël a pratiquement [interdit aux journalistes](#) d'entrer dans la bande de Gaza pour rendre compte de la situation. Dans [les rares cas](#) où les journalistes étrangers ont été autorisés à entrer, ils n'ont pu pénétrer que dans des zones limitées, sous la supervision et l'escorte du personnel militaire israélien, et le

matériel qu'ils ont recueilli a été [soumis à l'examen et à l'approbation](#) des censeurs militaires israéliens.

Dans le même temps, Israël a mené une campagne contre la presse locale à Gaza. Selon les [données](#) publiées par le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), environ 160 journalistes ont été tués à Gaza entre octobre 2023 et janvier 2025, la plupart en service et alors qu'ils portaient des gilets de presse clairement identifiés. Cela fait de l'assaut israélien sur Gaza le plus meurtrier pour les journalistes documenté par le CPJ au cours des trois dernières décennies.

De [nombreuses enquêtes publiées](#) au cours de l'assaut ont révélé qu'Israël a délibérément et systématiquement ciblé les journalistes, les [menaçant](#), les [arrêtant](#) et les [emprisonnant](#) dans certains cas. Selon le bilan 2024 publié par [Reporters sans frontières](#) (RSF), "Gaza est devenue la région la plus dangereuse du monde pour les journalistes, un lieu où le journalisme lui-même est menacé de disparition".

Attaques contre le patrimoine historique et religieux

En juin 2024, Israël avait [détruit](#) environ 206 sites archéologiques et historiques dans la bande de Gaza, y compris des marchés publics et des quartiers anciens, dont certains ont plus de mille ans. [Dans plusieurs cas](#), les rapports indiquent que les forces militaires israéliennes ont pillé des antiquités dans des sites archéologiques et des musées de la bande de Gaza.

Des bibliothèques, des musées, des archives, des théâtres et d'autres institutions culturelles ont également été [détruits](#), notamment les archives centrales de la ville de Gaza. Les documents historiques qui y étaient conservés, dont certains remontaient à 150 ans, ont été détruits dans un incendie. Une commission d'enquête des Nations unies a estimé que l'intérieur du bâtiment avait probablement [été incendié](#) pendant la période où les forces israéliennes opéraient dans la région.

Les frappes aériennes israéliennes ont également infligé des dégâts considérables à d'anciennes mosquées et églises de la bande de Gaza, parfois alors que des prières étaient en cours à l'intérieur. Lors de [deux frappes](#) examinées par la commission d'enquête des Nations unies, environ 200 fidèles ont été tués. La plus ancienne mosquée de Gaza, al-'Omari, et une église orthodoxe grecque du cinquième siècle, considérée comme l'une des plus anciennes du monde, ont subi d'importants dégâts. Dans une vidéo datant d'août 2024, on voit des soldats [brûler des exemplaires du Coran](#) dans une mosquée qu'ils ont investie.

Destruction sociale, politique et culturelle en Cisjordanie

Atteinte à l'éducation

Au cours des deux dernières années, le droit à l'éducation des enfants et des jeunes en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, a subi de graves préjudices. Dans le nord de la Cisjordanie, près de 12 000 enfants déplacés par les attaques militaires israéliennes sont actuellement hébergés dans des centres pour personnes déplacées, [la plupart d'entre eux n'ayant pas accès à des espaces d'apprentissage ou à des ressources](#). Les écoles de Cisjordanie ont réduit [l'enseignement en présence](#) en raison des restrictions de mouvement et des difficultés économiques, ce qui fait que les élèves [manquent](#) jusqu'à la moitié de l'année scolaire 2024. Des habitants ont déclaré à B'Tselem qu'en

raison du manque d'équipement technologique nécessaire, de nombreux enfants ne sont pas en mesure d'étudier les jours désignés pour l'apprentissage à distance. Ces jours-là, de nombreux parents sont contraints de rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants, ce qui a un impact supplémentaire sur leurs moyens de subsistance.

Cette situation est aggravée par la violence des colons et de l'armée, qui comprend des [attaques violentes](#) et des [actes de vandalisme](#) commis par des colons contre des écoles de la zone C, ce qui fait que de nombreux parents craignent d'envoyer leurs enfants à l'école. De plus, en avril 2025, suite à l'adoption de [lois visant l'UNRWA](#), des officiers de police sont entrés dans six écoles gérées par l'UNRWA à Jérusalem-Est pendant les heures de classe et ont donné des [ordres de fermeture](#) (pour plus d'informations, voir "[Atteinte au statut de réfugié palestinien](#)" dans ce rapport).

Attaques contre le patrimoine historique et les rites religieux

La vaste offensive menée par Israël contre l'identité et la culture palestiniennes comprend également des attaques contre les pratiques religieuses et les lieux de culte en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Pendant les mois de Ramadan 2024 et 2025, des [restrictions collectives](#) ont été imposées à l'entrée des Palestiniens d'Israël et de Jérusalem-Est dans la mosquée al-Aqsa. Au cours du ramadan 2024, la police israélienne a fait preuve d'une [extrême violence](#) à l'encontre de jeunes Palestiniens qui tentaient d'accéder à la mosquée pour prier. Des [rapports](#) décrivent également les menaces des autorités israéliennes à l'encontre de religieux musulmans, y compris des arrestations et des interdictions d'accès à l'enceinte.

Pendant ce temps, des personnalités juives étaient régulièrement autorisées à entrer sur le site, à [prier](#) et à [provoquer](#), malgré l'interdiction par Israël de la prière juive dans l'enceinte (sauf au Mur occidental).

Les interférences avec les rituels d'enterrement et de deuil font également partie de la vie quotidienne avec une présence militaire violente. Depuis des années, les forces israéliennes en Cisjordanie imposent des restrictions qui [retardent le transfert des corps pour l'enterrement](#), limitent le nombre de participants aux funérailles et [attaquent les civils pendant les funérailles](#). L'armée s'est également emparée des corps de Palestiniens, parfois pour les utiliser comme [monnaie d'échange](#). Depuis octobre 2023, B'Tselem a enquêté et documenté de nombreux incidents au cours desquels des soldats israéliens ont [empêché l'enlèvement de corps](#) pour l'enterrement, [se sont emparés des corps](#) de Palestiniens, [y compris d'enfants](#), et ont [refusé aux familles](#) l'accès aux dépouilles de leurs proches. Ces incidents s'inscrivent souvent dans le cadre de raids militaires fréquents dans les camps de réfugiés et les villes du nord de la Cisjordanie. D'autres incidents ont inclus des [restrictions](#) sur la participation aux funérailles et même des tirs lors de [rassemblements de condoléances](#). Selon les données fournies à B'Tselem par le Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center (JLAC), à la mi-juillet 2025, Israël détient les corps de 316 Palestiniens de la bande de Gaza, de Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et d'Israël, dont 28 mineurs.

Destruction sociale, politique et culturelle à l'intérieur d'Israël

Censure et réduction au silence

Tout au long des mois qu'a duré l'assaut israélien sur Gaza, toute expression de solidarité avec les habitants de Gaza ou de [critique de la politique meurtrière d'Israël](#) a été qualifiée de trahison et a donné lieu à de lourdes conséquences, voire, parfois, à une interdiction pure et simple. Par exemple, la police a imposé une interdiction générale des manifestations et des rassemblements palestiniens, qu'ils soient organisés en opposition aux actions d'Israël à Gaza ou qu'ils aient des objectifs sans rapport avec ces actions, mais qu'ils impliquent des [manifestations de l'identité palestinienne](#). Une vague d'arrestations, qui a débuté en octobre 2023, a balayé toutes les sphères de la vie publique. Des [personnalités culturelles](#), des éducateurs, des [universitaires](#) et des [militants](#) palestiniens ont été arrêtés et interrogés, principalement pour avoir exprimé leur solidarité avec Gaza, avoir affiché des symboles palestiniens ou avoir publié des contenus religieux, y compris sur les médias sociaux.

Sous la direction du ministre responsable de la police, Itamar Ben Gvir, la violence et la répression policières se sont intensifiées, notamment à l'encontre des citoyens juifs israéliens qui réclament la fin de la guerre et même à l'encontre des familles des otages israéliens détenus à Gaza qui plaident en faveur d'un accord pour leur libération. Dans les établissements d'enseignement supérieur en Israël, la liberté d'expression et la sécurité personnelle des [étudiants](#) palestiniens et des [membres du corps enseignant](#) ont été sévèrement restreintes, car ils ont été victimes de [harcèlement, de suspensions et de licenciements](#) à une échelle sans précédent pour toute expression de ce type. L'assaut contre la culture palestinienne à l'intérieur de la ligne verte s'est également intensifié, avec notamment l'[arrestation](#) de personnalités culturelles palestiniennes et l'[interdiction](#) de l'art palestinien, souvent sur [ordre direct](#) du ministre de la culture.

Sur le plan législatif, les amendements proposés à [la loi antiterroriste](#), qui ont été adoptés en première lecture à la Knesset en 2024, visaient à consacrer le délit d'incitation en tant qu'outil permettant au gouvernement israélien de faire taire les voix critiques. Un [projet de loi](#) qui a été adopté en première lecture en octobre 2024 visait à réduire, au point de l'éliminer, la représentation des citoyens palestiniens d'Israël à la Knesset.

La [procédure de destitution](#) du membre de la Knesset Ayman Odeh en juin 2025 a marqué une nouvelle escalade dans la délégitimation et la réduction au silence du public palestinien en Israël et de ses représentants. La tentative de destitution a eu lieu en réponse aux déclarations d'Odeh en faveur d'un accord entre Israël et le Hamas qui comprenait la libération d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens. Bien que l'accord ait été approuvé par le gouvernement lui-même, les [députés de la coalition et de l'opposition](#) ont exploité le soutien d'Odeh à la libération des prisonniers palestiniens pour le dépeindre comme un sympathisant du terrorisme et justifier sa destitution.

Crime

Les tentatives de fragmentation et d'affaiblissement de la société palestinienne en Israël comprennent également la négligence systématique et délibérée des efforts de lutte contre le crime organisé, qui érode la communauté de l'intérieur. Dans [une enquête](#) réalisée en 2024 par l'Institut israélien de la démocratie, environ deux tiers des

Palestiniens interrogés ont fait état d'un faible sentiment de sécurité personnelle. Cette précarité a créé un [climat de peur et de suspicion mutuelle](#), qui a gravement nui à la cohésion de la communauté.

L'abandon de la vie des citoyens palestiniens d'Israël à des bandes criminelles est le résultat d'une discrimination et d'une négligence de longue date de la part de l'État israélien. Depuis qu'Itamar Ben Gvir occupe le poste de ministre de la sécurité nationale, cette négligence est devenue une politique officielle et a coûté la vie à de nombreuses personnes (pour en savoir plus, voir "[Meurtres et atteintes graves à l'intégrité physique et mentale en Israël](#)" dans le présent rapport). Avant même octobre 2023, Ben Gvir a mis fin à une [campagne](#) destinée à lutter contre la criminalité dans les communautés arabes et a interrompu le financement du plan national de lutte contre la criminalité et la violence. [Des rapports](#) indiquent également que pendant son mandat, la coopération entre les différents départements gouvernementaux sur la prévention de la criminalité dans les communautés arabes a été interrompue. Ces développements ont été aggravés par le fait que les [fonds gouvernementaux alloués](#) au développement des villes palestiniennes en Israël, conçus en partie pour aider à résoudre la crise de la criminalité, ont été parmi les premiers à être annulés ou réduits pour aider à financer l'assaut d'Israël sur Gaza après le 7 octobre. Ces coupes ont été trois fois plus importantes que les coupes effectuées dans d'autres allocations gouvernementales.

Les enfants et les jeunes sont parmi les plus durement touchés par cette négligence. Selon le siège de la Société arabe chargé de la lutte contre la violence et la criminalité, [des centaines d'enfants sont devenus orphelins](#) au cours des deux dernières années en raison de la violence liée à la criminalité. Ces enfants souffriraient d'un taux élevé d'anxiété, de traumatismes et de troubles fonctionnels. En raison de la disponibilité limitée des services dans la société arabe, ils peinent à recevoir des soins psychosociaux appropriés et courent un risque accru d'être eux-mêmes impliqués dans la criminalité.

En outre, le [rapport 2024 du quartier général](#) décrit comment tous les enfants et adolescents des communautés arabes sont désormais plus régulièrement exposés à des activités criminelles dans leur environnement immédiat. Dans une autre publication, [il a été noté](#) que les criminels exercent une pression importante sur leurs pairs pour recruter des jeunes. [Les parents ont déclaré](#) craindre de laisser leurs enfants se promener dans les rues, même pendant la journée, et les [enfants ont dit avoir peur](#) d'aller à l'école, un espace qui a été profondément affecté par la réalité omniprésente de la criminalité.

E. Le système pénitentiaire en tant que réseau de camps de torture

Pendant des décennies, Israël a emprisonné des centaines de milliers de Palestiniens, y compris de nombreux membres de la communauté et des dirigeants politiques dans diverses régions. [Le projet d'incarcération](#) a été conçu pour dissuader tout engagement politique et envoyer un message clair aux militants : toute tentative de résistance à l'oppression israélienne peut être sanctionnée par un emprisonnement sans procès, une répression violente, voire de graves tortures.

La transformation du système pénitentiaire israélien en un mécanisme visant, en grande partie, l'abus systématique de détenus palestiniens a commencé avant le 7 octobre, en

raison de la politique raciste et violente du Ministre de la sécurité nationale Itamar Ben Gvir, [qui s'est ouvertement vanté](#) de la dégradation des conditions de détention des prisonniers palestiniens. L'escalade de la déshumanisation des Palestiniens dans le discours public israélien depuis octobre 2023, ainsi que la complicité du système juridique, censé protéger les droits des détenus, ont permis la pleine mise en œuvre des politiques du ministre.

Sous couvert de l'assaut contre Gaza, les prisons israéliennes sont devenues des espaces où la violence de l'État est la plus flagrante et la plus brutale. Depuis octobre 2023, des milliers de Palestiniens de Gaza, de Cisjordanie et de l'intérieur d'Israël ont été [arrêtés et détenus](#) dans les prisons israéliennes, en plus des milliers d'autres qui étaient déjà incarcérés. Pendant ce temps, le système pénitentiaire israélien a subi un changement fondamental, transformant effectivement ses prisons et ses centres de détention en un [réseau de camps de torture](#) pour les détenus palestiniens. La violence régulière, sévère et arbitraire, les abus sexuels, l'humiliation et la dégradation, la privation délibérée de nourriture, les conditions d'hygiène forcées, la privation de sommeil et le refus de traitement médical sont devenus des pratiques systématiques et institutionnalisées. En conséquence, plus de 73 prisonniers sont morts en détention israélienne à ce jour, y compris des mineurs. Selon les chiffres dont dispose B'Tselem, environ 48 d'entre eux étaient des résidents de la bande de Gaza, 22 étaient originaires de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, et trois étaient des citoyens israéliens.

Cette transformation n'a pas concerné uniquement l'administration pénitentiaire israélienne, qui relève de l'autorité de Ben Gvir, mais également les [centres de détention militaire](#) établis au début de la guerre pour les personnes détenues lors de l'assaut sur Gaza. Les personnes détenues dans ces centres, dont la plupart ont été placées en garde à vue de manière arbitraire et sans procédure régulière, et dont beaucoup étaient blessées et nécessitaient des soins médicaux urgents, ont été soumises à des conditions inhumaines, sans aucune surveillance ou presque.

« J'ai vu des gens arriver blessés de la bande de Gaza, puis être affamés pendant des semaines sans soins médicaux », [a déclaré un soldat israélien](#) qui a servi dans le camp de torture de [Sde Teiman](#). Je peux encore sentir l'odeur. Nombre d'entre eux n'étaient même pas membres de la Nukhba (le commando du Hamas qui a mené l'attaque du 7 octobre), mais de simples civils palestiniens de Gaza détenus pour enquête et, après avoir subi des sévices brutaux, relâchés lorsqu'il s'est avéré qu'ils étaient innocents. Il n'est pas étonnant que des gens soient morts là-bas. Ce qui est étonnant, c'est qu'il y ait eu des survivants".

Tout au long de l'assaut israélien, [plusieurs rapports d'enquête](#) ont fait état de graves abus commis par des soldats israéliens à l'encontre de personnes détenues dans ces camps de détention militaires. L'un des cas les plus horribles concerne le [viol d'une détenue](#) menottée par plusieurs soldats. Malgré la gravité de ces actes, les soldats soupçonnés d'avoir commis l'agression ont bénéficié d'un [large soutien public](#), y compris de la part de membres de la Knesset.

En octobre 2024, [Adham Abu Naser](#), 33 ans et père de trois enfants, a été arrêté à un poste de contrôle militaire à Jabalya, alors qu'il cherchait un abri avec sa famille, déplacée pour la cinquième fois :

[Les soldats m'ont appelé et m'ont ordonné de me déshabiller devant ma femme et mes enfants. C'était un moment très humiliant. Ma fille Ahlam a couru vers moi pendant que je me déshabillais et s'est accrochée à moi. Un soldat m'a dit d'appeler ma femme pour qu'elle l'emène, sinon ils nous arrêteraient toutes les deux. Ma femme est arrivée et a pris Ahlam, qui a crié : "Je veux mon père ! Je veux mon père !" Tout le monde autour de nous était en larmes. [...] [Dans une pièce du poste de contrôle de Jabalya], les soldats nous ont tous attaqués à coups de matraque. Je hurlais de douleur sous les coups et les menottes serrées. Chaque fois que je levais les mains pour me protéger, les attaches zippées m'entaillaient encore plus. Ils nous ont versé de l'eau froide, nous ont maudits et nous ont traités de tous les noms : « Espèce de pédé, de Nukhba, de merde, de saleté... nous t'enverrons en enfer ».

Pendant des semaines, Abu Naser a été gravement maltraité par les soldats, notamment lorsqu'il était détenu au centre de détention de Sde Teiman, où il a été interrogé à plusieurs reprises sur la localisation des otages israéliens :

Le premier jour [à Sde Teiman], j'ai été surpris de découvrir qu'ils avaient une unité appelée Qam'ah [« suppression »]. Ils venaient et lançaient des grenades lacrymogènes dans la cabane. Certains détenus perdaient connaissance, d'autres saignaient du nez et de la bouche en respirant le gaz. [Les unités de « suppression » venaient plus d'une fois par jour. Les soldats de l'occupation faisaient irruption dans la cabane et commençaient à nous frapper violemment avec des matraques sur tout le corps. Puis ils nous fouillaient un par un, nous jetaient par terre, nous marchaient dessus avec leurs bottes militaires et nous frappaient avec leurs casques.

L'expérience de l'incarcération laisse de profondes cicatrices physiques et psychologiques sur les détenus palestiniens, même après leur libération. Nombre d'entre eux ont fait état d'une détresse physique et mentale permanente résultant des abus qu'ils ont subis en détention, décrivant comment ils ont perturbé leur vie, interrompant les études pour les plus jeunes et nuisant à l'emploi et à la vie de famille pour les adultes.

Le cycle de la souffrance et son impact psychologique s'étendent au-delà des prisonniers eux-mêmes. Les membres de la famille, souvent incapables d'entrer en contact ou d'apprendre quoi que ce soit sur le sort de leurs proches pendant les longs mois d'emprisonnement, ont également payé un lourd tribut. De nombreux enfants se sont retrouvés sans père ni mère. Des femmes et des hommes ont été contraints

d'élever seuls leurs enfants. Des enfants ont été retirés à leurs parents. Des familles ont dû dépenser leurs économies et s'endetter pour couvrir les frais de justice, tandis que des adolescents ont perdu des amis proches de manière soudaine et sans explication.

F. Assaut contre le statut de réfugié palestinien

Au cours de plusieurs décennies de déplacement et de vie dans des camps de réfugiés depuis la Nakba en 1948, [le statut de réfugié](#) est devenu un ethos fondateur de la société palestinienne et un [élément central coalisant son identité collective](#) dans les zones sous contrôle israélien et au-delà. Depuis sa création, Israël a déployé des efforts considérables pour [nier le statut de réfugié palestinien](#) et rejeter les droits et protections accordés aux populations réfugiées en vertu du droit international, au premier rang desquels le droit au retour.

Ce contexte permet de mieux comprendre la signification profonde de l'assaut meurtrier contre la bande de Gaza, où environ deux tiers de la population sont des réfugiés de la Nakba et leurs descendants, ainsi que la destruction des camps de réfugiés dans le nord de la Cisjordanie. La tentative de cibler ce qu'Israël décrit comme des ["nids de frelons"](#) et perçoit comme des noyaux de menace pour l'État est, en pratique, une vaste attaque contre les institutions qui préservent le statut de réfugié en tant qu'élément central de l'identité et de la culture palestiniennes.

L'exemple le plus frappant de l'attaque d'Israël contre les réfugiés palestiniens et le statut de réfugié est [l'effort continu](#) pour perturber les opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine ([UNRWA](#)). L'agence, créée par une résolution de l'ONU en 1950, [a pour mission de fournir](#) de l'aide, de l'éducation, des soins de santé, de la formation professionnelle et d'autres services, et a été pendant des décennies le principal organisme d'aide aux réfugiés palestiniens.

Avant l'assaut israélien, [l'agence gérait 284 écoles](#) dans la bande de Gaza, accueillant environ 290 000 élèves, et 96 écoles en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, accueillant environ 46 000 élèves. L'UNRWA a également géré 22 cliniques médicales dans la bande de Gaza et 44 centres de santé en Cisjordanie, dont un hôpital. Au total, l'agence a fourni des services à environ 1,7 million de personnes dans la bande de Gaza (environ 80 % de la population) et à environ 900 000 personnes en Cisjordanie. Elle a également employé environ 30 000 personnes dans les deux zones.

Dans le cadre de cet effort, [Israël a également ciblé](#) les opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), qui fournit un statut officiel et un soutien institutionnel aux réfugiés palestiniens depuis 1950. Invoquant des liens présumés entre le personnel de l'agence et le Hamas, le gouvernement israélien a mené une campagne féroce contre l'UNRWA depuis octobre 2023, qui a culminé avec [l'adoption d'une loi](#) en janvier 2025 interdisant ses opérations sur le territoire israélien.

Depuis le début de l'assaut israélien sur la bande de Gaza, les écoles de l'UNRWA dans la bande ont [servi d'abris](#) à des centaines de milliers de personnes déplacées, tandis que les [cliniques de l'agence](#) ont fourni un traitement initial à d'innombrables blessés, contribuant à alléger l'immense charge qui pèse sur le système de soins de santé qui s'effondre. Le personnel de l'UNRWA a également joué un rôle central dans la facilitation et la distribution de l'aide humanitaire, en fournissant de l'eau potable à la population assiégée, en apportant [un soutien psychosocial](#) à des centaines de milliers d'habitants de Gaza, etc.

Le gouvernement israélien a saisi l'occasion pour lancer une attaque féroce contre les opérations de l'UNRWA, en la justifiant par des allégations de collaboration entre l'agence et le Hamas lors de l'attaque du 7 octobre. Le directeur de l'agence [a nié toute collaboration](#), décrivant les liens avec le Hamas comme « minimes et techniques, découlant du fait que l'organisation contrôle Gaza ». Neuf employés de l'UNRWA (sur environ 30 000 membres du personnel) ont été licenciés à la suite d'une [enquête de l'ONU](#) qui a conclu qu'ils pourraient avoir participé à l'attaque du 7 octobre.

L'attaque contre l'UNRWA devrait avoir un impact dévastateur sur de nombreux aspects de la vie palestinienne, et il est trop tôt pour en évaluer toutes les conséquences humanitaires. Toutefois, au-delà des dommages pratiques causés aux opérations de l'agence et au soutien matériel qu'elle apporte aux réfugiés palestiniens, il est également important de reconnaître les dommages causés à la visibilité et à la représentation des réfugiés palestiniens aux yeux du monde entier.

G. Incitation au génocide et déshumanisation depuis octobre 2023

La déshumanisation et l'incitation sont des éléments inhérents à la tendance d'un régime à commettre un génocide. Elles constituent des outils essentiels dans le processus par lequel les victimes sont placées en dehors de ce que la sociologue Helen Fein a appelé "[l'univers d'obligation](#)" des auteurs de génocide. Dans tous les cas connus de génocide moderne, les régimes qui l'ont perpétré ont systématiquement utilisé ces deux mécanismes pour motiver l'action violente et lui donner une justification morale, sociale et politique.

La déshumanisation est le processus par lequel les membres du groupe victime sont [dépouillés de leurs caractéristiques humaines](#), présentés comme intrinsèquement immoraux ou [dangereux](#), et considérés comme collectivement responsables de chaque acte négatif commis par des individus ou des organisations spécifiques au sein de leur groupe. De cette manière, les victimes sont considérées comme des personnes auxquelles les normes morales ne s'appliquent pas, ou comme des personnes qui ont "attiré leur souffrance sur elles-mêmes". Cette perception permet à une société de leur infliger de la violence sans perturber l'image morale qu'elle se fait d'elle-même.

La déshumanisation coïncide souvent avec l'incitation, qui vise à mobiliser le public pour qu'il commette des actes de violence à l'encontre d'un groupe particulier ou qu'il y consente passivement. L'incitation se fait souvent par la diffusion de fausses informations, la déformation des faits ou la manipulation émotionnelle, comme la propagation de la peur. En termes de droit international, « l'incitation directe et publique à commettre un génocide » constitue un crime en soi en vertu de la Convention sur le génocide (1948, article 3(c)). Le droit pénal israélien aborde également cette question, notamment en interdisant la « publication dans l'intention d'inciter au racisme » (article 144B(a) de la loi pénale) et l'« incitation à la violence ou au terrorisme contre un groupe ou une partie d'un groupe » (article 144D2(a) de la loi pénale), ainsi que l'article 3(2) de la [loi 5710-1950 sur le crime de génocide \(prévention et répression\)](#).

En Israël, le processus de déshumanisation des Palestiniens, en particulier ceux de la bande de Gaza, et leur présentation comme une « menace pour la sécurité » dure depuis des décennies, aidé par le maintien d'une séparation quasi-totale entre les communautés juives et palestiniennes dans toutes les zones sous contrôle israélien. Dans ce contexte, l'attaque du 7 octobre et l'effet qu'elle a eu sur les Israéliens ont créé un terrain fertile pour l'intensification d'un discours qui nie l'humanité des Palestiniens de Gaza, tout en rejetant et en ignorant toute obligation morale ou légale à leur égard. Depuis octobre 2023, ce sont les dirigeants politiques israéliens qui ont mené le processus de déshumanisation et d'incitation au génocide. Une liste partielle des déclarations génocidaires faites par des hauts fonctionnaires, des journalistes et d'autres personnalités israéliennes figure sur des dizaines de pages dans le mémoire présenté par l'Afrique du Sud à la Cour internationale de justice (CIJ) et illustre l'ampleur effroyable de ce phénomène. Les plus hauts responsables israéliens ont participé au discours qui dépouille les Palestiniens de leur humanité et les dépeint comme des « animaux » qui ne devraient pas être traités comme des êtres humains.

Par exemple, le 9 octobre 2023, le ministre de la défense [Yoav Gallant a déclaré](#) : "Un siège complet de la ville de Gaza. Pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Tout est fermé. Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence". Lorsqu'Israël a lancé son invasion terrestre de la bande de Gaza, le Premier ministre [Benjamin Netanyahu s'est adressé aux soldats israéliens](#) en utilisant la phrase « Souvenez-vous de ce qu'Amalek vous a fait », une référence au récit biblique de l'ordre donné par Dieu aux Israélites d'anéantir le peuple amalécite. Dans le contexte culturel israélien, cette déclaration est clairement comprise comme un appel à la destruction complète des Palestiniens. Le général de division Ghassan Alian, chef de la coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT), [s'est adressé en arabe aux habitants de la bande de Gaza](#) : "Les animaux humains doivent être traités comme tels. [...] Vous vouliez l'enfer, vous l'aurez".

Cette rhétorique ne se limite pas aux politiciens et aux personnalités publiques affiliées à la droite israélienne. Au cours des mois qui ont suivi l'assaut, de nombreuses personnalités du centre politique et du centre-gauche ont également participé à

l'incitation. [Benny Gantz](#) a exprimé son soutien à l'expulsion des habitants de Gaza, et [d'autres ont fait écho à l'idée](#) selon laquelle « il n'y a pas de civils non impliqués dans la bande de Gaza », tout en appelant à un [renforcement du blocus](#) et à des [restrictions de l'aide humanitaire](#).

Les médias israéliens ont joué un rôle important dans le processus de déshumanisation, notamment en présentant l'ensemble de la population de la bande de Gaza comme complice des atrocités commises contre les civils israéliens le 7 octobre, ou comme les soutenant. Pendant de nombreuses semaines et de nombreux mois après le 7 octobre, les Israéliens ont vu à maintes reprises des images de [civils gazaouis](#) participant à l'attaque et à l'enlèvement de civils israéliens, ou [exprimant leur soutien au Hamas](#). Les médias israéliens ont fréquemment publié des [sondages](#) indiquant que l'opinion publique palestinienne soutenait fortement l'attaque du Hamas du 7 octobre, [souvent sans noter](#) que l'écrasante majorité des Palestiniens [n'avaient pas été exposés à la documentation visuelle des atrocités commises au cours de l'attaque](#) ou ne croyaient pas que le Hamas les avait en fait commises. Tout cela a contribué à renforcer l'image des Palestiniens de Gaza comme des barbares, des « animaux humains », des assoiffés de sang et des « nazis », un processus qui s'est renforcé jusqu'à devenir une position normative et répandue dans le discours politique, médiatique et public israélien.

La déshumanisation et l'étiquetage de l'ensemble de la population de Gaza comme étant responsable des crimes commis le 7 octobre, ou les soutenant, ont fourni une justification morale et une légitimité sociale pour blesser les civils de la bande de Gaza. Dans les [médias grand public](#), la [culture populaire](#) et les [conversations de tous les jours](#), l'idée s'est imposée que presque toutes les formes de violence à l'encontre des habitants de Gaza étaient acceptables dans le cadre des efforts visant à vaincre le Hamas et à obtenir la libération des otages israéliens. Les sondages publiés au cours des mois qui ont suivi l'assaut ont illustré la normalisation complète de cette opinion au sein de la société israélienne. Par exemple, les sondages ont révélé qu'[une majorité du public israélien était d'accord](#) avec l'affirmation selon laquelle « il n'y a pas d'innocents à Gaza », [s'opposait au transfert de l'aide humanitaire](#) vers la bande de Gaza et [soutenait l'idée d'un transfert forcé](#) de ses habitants.

En outre, la rhétorique génocidaire et les appels aux massacres, aux déplacements et au nettoyage ethnique ont été et continuent d'être exprimés quotidiennement sur les plateformes médiatiques israéliennes. [La chaîne 14](#), ainsi que des journalistes populaires comme Amit Segal, qui a appelé à « [effacer la mémoire d'Amalek](#) », ou [Almog Boker](#), qui a déclaré qu'« il n'y a pas de personnes non impliquées à Gaza », sont à la pointe de l'action.

À l'exception de [Haaretz](#), aucun grand média israélien n'a fourni d'informations régulières sur l'ampleur des pertes civiles dans la bande de Gaza. Lorsque le nombre de morts est mentionné, il est généralement basé sur des [informations fournies par l'armée israélienne](#), qui [classe systématiquement la plupart des victimes palestiniennes dans la catégorie des "terroristes"](#). Par exemple, le 18 mars 2025, le jour où Israël a rompu

l'accord de cessez-le-feu avec le Hamas et tué 404 Palestiniens, pour la plupart [des femmes et des enfants](#), Channel 12 News [a rapporté](#) : « [Environ 400 militants tués](#) » : "Environ 400 militants ont été tués".

À bien des égards, les médias israéliens ont permis à l'opinion publique israélienne de ne pas voir les crimes commis dans la bande de Gaza. Tout au long des mois qu'a duré l'assaut, seule une fraction de ses horribles conséquences a été rapportée, et la violence contre les Palestiniens dans d'autres régions a été à peine couverte. Au lieu de rendre compte de ce qui se passait sur le terrain, les médias israéliens, souvent sans la moindre critique, ont amplifié la propagande du gouvernement et de l'armée concernant la conduite prétendument morale et légale des combats, et le [taux prétendument faible de victimes civiles](#) par [rapport à d'autres conflits armés](#).

Ces affirmations ont été démenties à plusieurs reprises par des [experts internationaux](#), des [institutions des Nations unies](#) et des [organisations de défense des droits de l'homme](#).

De même, les [médias](#) ont [largement nié](#) les rapports et les témoignages concernant la propagation de la faim à Gaza et la responsabilité d'Israël à cet égard. [Le discours public](#) affirme souvent qu'Israël a laissé entrer suffisamment d'aide humanitaire à Gaza et que toute pénurie est uniquement due au vol systématique de l'aide par le Hamas. Cette affirmation a également été réfutée au cours de l'assaut, y compris par [le chef de l'OCHA](#). Dans une boucle de rétroaction effrayante, de larges segments du public juif-israélien ont exprimé le désir d'éviter de voir ou d'entendre parler du mal fait aux Palestiniens, et les médias ont réagi en conséquence, renforçant les justifications d'un tel évitement. Par exemple, une [enquête menée par le Centre aChord](#) a révélé que 64 % du public israélien estimait que la couverture médiatique de la situation des civils à Gaza était adéquate et qu'aucun reportage supplémentaire n'était nécessaire.

La façon dont la déshumanisation et l'incitation ont influencé de manière tangible la conduite militaire peut être trouvée dans les mots de nombreux commandants, y compris les plus anciens d'entre eux, et dans les déclarations des soldats sur le terrain. Le général de brigade Yehuda Vach, commandant de la division 252 opérant dans le corridor de Netzarim, a fait de l'idée selon laquelle « il n'y a pas d'innocents à Gaza » une [doctrine opérationnelle](#). Sous son commandement, le corridor a été désigné comme une vaste [zone de mort](#), et toute personne y pénétrant, y compris les enfants, était abattue.

Les civils tués dans cette zone étaient systématiquement classés comme "terroristes". Le général de brigade Dado Bar Kalifa, commandant de la division 36, [écrit dans une lettre à ses troupes](#) à la fin du mois d'octobre 2023 : "La nature barbare et meurtrière de l'ennemi a été exposée à tous, en Israël et dans le monde entier. Son vrai visage a été révélé. [...] Nous écraserons tous les lieux maudits d'où ils sont venus. Nous l'anéantirons et effacerons sa mémoire. Nous la poursuivrons dans les maisons, dans les rues et dans les tunnels, et nous ne reviendrons pas avant qu'elle ne soit détruite".

Les médias sociaux ont été inondés de déclarations génocidaires, comme en témoignent le [document présenté par l'Afrique du Sud](#) à la CIJ et les publications de [journalistes](#) et de [diverses organisations](#). D'innombrables vidéos ont circulé, montrant des soldats israéliens [documentant fièrement](#) la destruction qu'ils ont infligée à Gaza ou [humiliant ses habitants](#) de diverses manières. Bien que les campagnes de déshumanisation et d'incitation visent principalement les habitants de la bande de Gaza, les Palestiniens de Cisjordanie et d'Israël ont également été [fréquemment décrits](#) dans le discours public et par les décideurs comme une population ennemie assoiffée de sang.

Dès les premières semaines qui ont suivi le 7 octobre, les responsables publics ont clairement indiqué que la guerre menée par Israël ne se limitait pas à la bande de Gaza, mais qu'elle visait tous les Palestiniens vivant sous le régime israélien. Fin novembre 2023, en [réponse à un sondage](#) indiquant que les Palestiniens de Cisjordanie soutenaient l'attaque du Hamas, le ministre [Bezalel Smotrich a déclaré](#) : "Il y a deux millions de nazis en Cisjordanie », [ajoutant plus tard que](#) « Funduq, Naplouse et Jénine doivent ressembler à Jabalya ». Le ministre de la défense, [Israël Katz, a également précisé](#) qu'Israël agirait, si nécessaire, en Cisjordanie comme il le fait dans la bande de Gaza. [Dans un sondage](#) réalisé auprès d'Israéliens, 82 % des personnes interrogées se sont déclarées favorables au transfert forcé des habitants de Gaza et 56 % ont soutenu le transfert forcé des citoyens palestiniens d'Israël.

La même provocation sauvage a été adressée aux milliers de Palestiniens détenus dans des [centres de détention israéliens](#) depuis octobre 2023, la grande majorité d'entre eux sans inculpation ni procès.

Ces détenus, y compris ceux qui ont été arrêtés lors de rafles massives à Gaza, plutôt que sur la base de soupçons concrets, [ont été présentés à maintes reprises](#) dans le discours public israélien comme des agents de la Nukhba. Reflétant à la fois le sentiment public dominant et les politiques racistes et violentes du ministre de la sécurité nationale Itamar Ben Gvir, dont le bureau est également responsable du système pénitentiaire israélien, ces détenus ont été considérés et continuent d'être traités comme de la « racaille » ne méritant pas de bénéficier de conditions de vie élémentaires.

L'ampleur des crimes commis au cours des 20 derniers mois par le régime israélien contre les Palestiniens de la bande de Gaza a été rendue possible, en partie, par la profonde distorsion morale et cognitive qui s'est installée au sein de la société israélienne. Le dépouillement systématique des Palestiniens de leur humanité - qu'ils soient résidents de Gaza, habitants de la Cisjordanie, prisonniers palestiniens ou citoyens palestiniens d'Israël - a conduit à une réalité dans laquelle le génocide et la destruction de la société palestinienne sont présentés non seulement comme légitimes, mais aussi comme un impératif sécuritaire et moral.

5. LE GÉNOCIDE EN TANT QUE PROCESSUS

Le génocide est généralement le résultat d'un développement progressif, parfois sur de nombreuses années, de conditions qui préparent le terrain pour qu'un régime répressif et discriminatoire devienne génocidaire : agir avec l'intention délibérée de détruire un groupe distinct. Ce processus passe généralement par des étapes telles que la privation des droits du groupe ciblé, la déshumanisation qui présente le groupe comme une menace à éliminer, la normalisation de la violence à l'encontre du groupe dans le discours public, politique et juridique, et le recours à la violence physique directe. Toutefois, ces conditions peuvent persister pendant de nombreuses années sans culminer en atrocités de masse, y compris en génocide. Le plus souvent, c'est un événement déclencheur, ou une série d'événements, qui pousse le régime à transformer sa violence contre le groupe en une politique de destruction systématique et à grande échelle. L'un de ces catalyseurs peut être une attaque violente qui génère ou renforce un sentiment de menace existentielle au sein du groupe qui deviendra l'auteur de l'attaque. Dans de nombreux cas, la politique de destruction et d'anéantissement est présentée comme nécessaire au maintien ou au rétablissement de la sécurité du groupe commettant l'attaque. Cette section examine les processus politiques et sociaux à long terme qui ont créé les conditions préalables au génocide israélien dans la bande de Gaza, les événements du 7 octobre 2023 en tant que catalyseur qui a profondément modifié la société israélienne et l'élaboration des politiques, ainsi que le climat public et politique en Israël qui a favorisé la mise en œuvre du génocide. Il est important de noter que les conditions et les circonstances décrites dans cette section existent dans d'autres régions où les Palestiniens vivent sous le contrôle d'Israël, ce qui rend très réel le danger de voir le régime dévier vers la commission d'un génocide au-delà de la bande de Gaza.

A. Fondements du régime (1948-2023)

Tout au long de son existence, le régime israélien a posé des fondements juridiques, sociaux et politiques qui sont reconnus par l'histoire et la recherche comme des conditions préalables au génocide (lorsqu'ils sont combinés à d'autres circonstances examinées ci-dessous). Cette section se concentre sur trois caractéristiques du régime israélien qui ont jeté les bases d'une évolution vers une politique de destruction de la société palestinienne et de génocide contre les Palestiniens de la bande de Gaza : **le régime d'apartheid, y compris la séparation, l'ingénierie démographique et le nettoyage ethnique ; la déshumanisation et la conceptualisation des Palestiniens comme une menace existentielle pour les Israéliens ; et l'utilisation systémique et institutionnalisée de la violence contre les Palestiniens, avec une impunité de fait pour les auteurs de ces actes.**

Le régime d'apartheid israélien - ingénierie démographique, nettoyage ethnique et séparation

Dès les premières étapes de la création de l'État israélien, les relations entre Juifs et Palestiniens ont été marquées par des [schémas coloniaux](#), notamment une colonisation généralisée impliquant des déplacements et des dépossessions, l'ingénierie démographique, le nettoyage ethnique et l'imposition d'un régime militaire aux Palestiniens. Il est important de noter que les pratiques de colonisation ne contredisent pas les caractéristiques nationales du mouvement sioniste, notamment le lien historique du peuple juif avec la terre d'Israël, la présence continue de communautés juives dans la région depuis des milliers d'années, les persécutions antisémites et le génocide des Juifs en Europe. Le terme colonialisme de peuplement fait référence à un projet colonial dans lequel [une population immigrée organisée](#) s'installe sur des terres déjà habitées par une population autochtone et [aspire à la déplacer et à la remplacer](#). La présence des autochtones est perçue comme un problème national et démographique à résoudre, parfois par des moyens violents, en particulier lorsque [le groupe autochtone résiste](#) à la dépossession. Dans de nombreux cas, cela conduit à des massacres généralisés et systématiques, jusqu'à [l'anéantissement total ou partiel du groupe indigène](#). La lutte pour la terre ayant tendance à entraîner la destruction totale du groupe autochtone, de nombreux spécialistes estiment que le colonialisme de peuplement est particulièrement exposé au risque de [devenir génocidaire](#). L'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Canada, la Namibie et l'Afrique du Sud sont des exemples connus de colonialisme de peuplement.

Le régime qui a pris racine après la création de l'État d'Israël a institutionnalisé la suprématie juive et appliqué systématiquement des [modèles de contrôle violent, de discrimination et de séparation](#) à l'encontre des Palestiniens. Ce comportement systémique relève de [l'apartheid](#), terme qui désigne un régime institutionnalisé dans lequel les lois, les structures et les pratiques sont utilisées pour maintenir la domination d'un groupe sur un autre dans tous les territoires sous son contrôle, en présentant généralement cette suprématie comme un impératif moral et existentiel. Sous le régime d'apartheid israélien, la violence meurtrière infligée à la bande de Gaza, le régime militaire violent imposé à des millions de civils en Cisjordanie et la discrimination institutionnalisée à l'encontre des citoyens palestiniens d'Israël en sont venus à être considérés par de nombreux Israéliens comme naturels ou, à tout le moins, inévitables.

Séparation

Au fil des ans, Israël a mis en place un système de séparation juridique et physique entre les espaces juifs et palestiniens, ainsi qu'entre les communautés palestiniennes de différentes régions.

Jérusalem-Est a été annexée à Israël et coupée de la Cisjordanie ; les communautés palestiniennes de Cisjordanie ont été coupées les unes des autres par de sévères restrictions israéliennes à la circulation entre elles ; et le bouclage de la bande de Gaza de tous les côtés s'est accentué. Avec l'arrivée au pouvoir du Hamas en 2007,

l'isolement physique, économique et juridique de Gaza est devenu presque total, principalement [en raison du blocus imposé par Israël](#).

L'isolement de Gaza est dû au fait qu'Israël perçoit la bande de Gaza comme un espace particulièrement menaçant, en partie parce qu'environ [deux tiers de sa population](#) sont des réfugiés expulsés lors de la Nakba de 1948 et leurs descendants. Les camps de réfugiés palestiniens, à Gaza et ailleurs, sont [connus dans le langage israélien comme des « nids de frelons »](#) - des sites de terrorisme et de résistance palestinienne à l'existence même d'Israël. Dès les premiers jours de l'occupation en 1967, Israël a cherché à [démanteler les camps de réfugiés](#) et à perpétuer ainsi l'héritage de l'expulsion, de la dépossession et de l'oppression des Palestiniens dans la bande de Gaza. Cela s'est manifesté, par exemple, par les efforts d'Israël pour [dépeupler Gaza](#) dans les années qui ont immédiatement suivi son occupation en 1967, et par les campagnes de massacre et de destruction massive concentrées dans les [camps de réfugiés de Gaza](#) au cours des années 1970, sous la direction d'Ariel Sharon. Ce n'est pas une coïncidence si le premier soulèvement palestinien contre l'occupation israélienne a eu lieu à Gaza, avec le déclenchement de la [première intifada](#) en décembre 1987.

Au cours des dernières décennies, et en particulier depuis 2007, Gaza a servi de « [laboratoire](#) » à Israël pour tester des pratiques militaires et administratives extrêmes, avec une [escalade de la violence](#).

Les attaques armées du Hamas et d'autres factions palestiniennes dans la bande de Gaza, y compris les attaques contre des civils israéliens, qui se sont poursuivies après le démantèlement des colonies israéliennes en 2005, ont [servi de justification aux gouvernements israéliens successifs](#) pour imposer un blocus étouffant à Gaza et renforcer son isolement par rapport à la Cisjordanie. Gaza est effectivement devenue une énorme prison, ses habitants étant perpétuellement maintenus au bord d'une crise humanitaire et soumis à une violence extrême, en grande partie à l'abri du regard de l'opinion publique israélienne. Par exemple, en 2008, Israël a calculé [l'apport calorique minimum](#) qui pouvait être autorisé à Gaza sans provoquer de catastrophe humanitaire. Les dommages généralisés infligés aux civils de Gaza se sont normalisés au fil des ans, comme en témoignent les [opérations militaires israéliennes](#) menées en 2008, 2012, 2014 et 2021, les tirs mortels utilisés contre les manifestants lors de la [Grande Marche du retour](#) 2018-2019 et l'absence de toute responsabilité publique ou juridique pour ces actions.

Ingénierie démographique et nettoyage ethnique

Le terme « ingénierie démographique » fait référence à l'intervention de l'État dans les [processus démographiques](#), à la fois sociaux et spatiaux. Dans le cadre de l'apartheid, l'ingénierie démographique est essentielle pour garantir que le groupe au pouvoir soit majoritaire dans les régions choisies. Les méthodes de mise en œuvre comprennent le transfert de population d'une zone à l'autre, la dispersion d'un groupe dans différentes

régions, des politiques d'immigration et de citoyenneté discriminatoires et des zones de résidence restreintes pour certains groupes.

Le nettoyage ethnique est une forme extrême d'ingénierie démographique et [consiste en l'expulsion violente](#) d'un groupe ethnique, national, racial ou religieux d'un territoire spécifique. Ses objectifs peuvent être la création d'une zone géographique ethniquement homogène, l'élimination d'une population considérée comme une menace démographique ou sécuritaire, ou la saisie d'un territoire considéré comme stratégiquement, religieusement ou nationalement précieux. Le nettoyage ethnique s'accompagne souvent de la destruction des structures physiques appartenant au groupe ciblé.

Pour établir une majorité juive et maximiser le contrôle juif sur les terres, les gouvernements israéliens ont eu recours à divers [outils d'ingénierie spatiale](#), dont le nettoyage ethnique et des lois ouvertement discriminatoires en matière de citoyenneté, de résidence et d'immigration. En Israël, comme dans l'apartheid sud-africain, cet objectif a été poursuivi tout en préservant l'image d'un « État démocratique » au sein du groupe dominant, en veillant à ce que les membres de ce groupe constituent une majorité parmi les personnes définies comme « citoyens » sur le territoire défini comme l'« État ».

L'objectif du sionisme politique était d'établir la majorité juive nécessaire pour fonder un État juif et de trouver une solution à long terme à la résistance palestinienne à l'implantation juive et au projet national sioniste. [Le nettoyage ethnique](#) des Palestiniens dans les premières années qui ont suivi la création d'Israël a été le résultat combiné de [considérations de sécurité](#), visant à protéger la colonie juive, et de plans d'ingénierie démographique. Il a consisté à expulser environ 750 000 Palestiniens et à empêcher leur retour, à s'approprier la plupart de leurs terres et de leurs biens, à détruire et à effacer en bloc les villes, les villages et les sites culturels palestiniens. Des lois destinées à consolider les résultats de ce nettoyage ethnique ont été adoptées dans les premières années de la création de l'État, notamment la loi de 1950 sur la [propriété des absents](#) et la [loi de 1950 sur le retour](#), qui consacrent le principe discriminatoire fondamental selon lequel les Juifs du monde entier ont le droit d'immigrer en Israël, alors que le droit des réfugiés palestiniens de retourner dans leur patrie n'a jamais été reconnu.

Diverses pratiques d'ingénierie démographique et de nettoyage ethnique ont continué à façonner la politique israélienne à l'égard des Palestiniens dans le pays au cours des décennies qui ont suivi et ont été rapidement appliquées aux Palestiniens dans les territoires qu'Israël a occupés en juin 1967. À l'époque, Israël a transféré de force des centaines de milliers de personnes de leur domicile et a complètement effacé certains des villages dont elles avaient été expulsées, notamment dans la région de [Latrun](#), dans les [camps de réfugiés autour de Jéricho](#), dans le [quartier des Maghrébins à Jérusalem](#) et [dans la bande de Gaza](#). La grande majorité des résidents syriens du [plateau du Golan](#), soit environ 130 000 personnes, ont également été transférés de force. Lors d'une opération secrète menée en janvier 1972, Israël a expulsé entre 6 000 et 20 000 Palestiniens de leurs terres dans la zone du [saillant de Rafah](#), dans la péninsule du Sinaï, et a démolit leurs maisons. Au cours de la dernière décennie, l'idée d'organiser l'espace

par la violence est devenue un élément légitime du discours public et politique israélien, en partie grâce à la vision d'hommes politiques tels qu'[Itamar Ben Gvir](#) et [Bezalel Smotrich](#), qui jouent aujourd'hui un rôle central au sein du gouvernement.

Mécanismes de déshumanisation et présentation des Palestiniens comme une menace existentielle

La déshumanisation et la diabolisation, qui légitiment une violence extrême à l'encontre d'un groupe distinct, sont des [conditions nécessaires à la perpétration d'un génocide](#).

Dès les premiers jours de la colonisation sioniste, les Palestiniens ont été déshumanisés de diverses manières afin de permettre le nettoyage ethnique, la dépossession et l'établissement d'un régime de suprématie juive. Dans le récit sioniste-israélien dominant, le territoire défini sous le mandat britannique comme la Palestine a été [dépeint comme un "terrain vague"](#) et [intérieurisé dans la psyché publique comme "une terre sans peuple pour un peuple sans terre"](#). L'identité nationale palestinienne a souvent été [niée](#) ou décrite comme étant enracinée uniquement dans l'opposition à la colonisation juive. Les Palestiniens ont souvent été décrits comme des migrants récents des pays arabes voisins. Aujourd'hui encore, le débat public se poursuit en Israël [sur l'existence même d'un "peuple palestinien"](#).

Les stéréotypes négatifs et les généralisations racistes sur les musulmans, les Arabes et les Palestiniens sont depuis longtemps une caractéristique du discours public israélien. Des métaphores populaires, telles que la description d'Israël comme « [une villa dans la jungle](#) » du Moyen-Orient, décrivent Israël comme un îlot de civilisation et d'illumination dans une étendue autrement primitive. La culture palestinienne, et plus largement la culture arabo-musulmane, [sont souvent décrites](#) comme glorifiant la mort et enseignant la haine.

Parallèlement, le taux de natalité des Palestiniens et leur présence physique n'importe où entre le Jourdain et la mer Méditerranée sont communément décrits comme une « [menace démographique](#) », une « bombe à retardement » et une « menace existentielle » [dans le discours israélien parmi les responsables de la sécurité, les grands médias, les principaux instituts de recherche et les hommes politiques de tous bords](#).

Une autre forme centrale de déshumanisation consiste à présenter tous les Palestiniens comme intrinsèquement « barbares » ou attachés à une idéologie fanatique et intransigeante. L'histoire montre que [le fait de présenter](#) l'ensemble d'un groupe ethnique, national, religieux ou racial comme une menace sérieuse pour la sécurité ou un danger existentiel, généralement sur la base des actions d'individus ou d'organisations qui le composent, a toujours été [une condition propice aux atrocités de masse](#), y compris au génocide.

Les Palestiniens sont perçus par les Israéliens comme [une menace permanente et existentielle](#) pour leur sécurité. Le long et sanglant conflit entre le mouvement sioniste et l'État d'Israël, d'une part, et le mouvement national palestinien, d'autre part, a donné

lieu à de nombreuses attaques de Palestiniens contre les [forces armées israéliennes](#), ainsi que [contre des civils](#), au fil des ans, tuant des milliers de personnes. Ce fait, ainsi que les [déclarations](#) et les [documents officiels](#) de dirigeants palestiniens qui ont soutenu ou participé à la résistance armée, y compris des attaques délibérées contre des civils, orientent la présentation par le régime de l'ensemble de la population palestinienne comme une menace constante pour la sécurité de l'État et de ses citoyens.

Depuis la fin des années 1980, date du début de la première intifada, les contacts directs entre les civils juifs-israéliens et les civils palestiniens des territoires occupés [n'ont cessé de diminuer](#), rendant les rencontres personnelles entre les deux populations de plus en plus rares. La seconde intifada, qui s'est accompagnée d'attaques contre des civils israéliens, a [exacerbé le sentiment de menace](#) ressenti par de nombreux Israéliens juifs. Le fait que la seconde intifada ait éclaté peu après plusieurs années de négociations comportant des concessions sans précédent a renforcé, du point de vue israélien, la perception selon laquelle les Palestiniens [ne sont pas intéressés par une solution politique](#) mais par la destruction de l'État d'Israël.

Le « désengagement » de la bande de Gaza en 2005, rapidement suivi par la montée en puissance du Hamas et la poursuite des attaques contre Israël depuis Gaza, a encore renforcé le point de vue israélien selon lequel « concéder » un territoire aux Palestiniens aboutit au terrorisme. Entre-temps, les autorités israéliennes ont toujours traité toute tentative palestinienne de résistance non violente, y compris les efforts diplomatiques, la défense des droits de l'homme et les appels au boycott, comme des actes de terrorisme ou des menaces existentielles. En effet, les Palestiniens n'ont aucun moyen de résister à l'oppression dont ils sont victimes [sans être considérés comme des « terroristes »](#) par l'État israélien.

Par exemple, la demande palestinienne d'avis consultatif de la CPI [a été perçue en Israël](#) comme une menace stratégique. Le mouvement BDS a été présenté à plusieurs reprises comme [un acteur terroriste hostile](#). Les campagnes de protestation non violentes dans les villages de la Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, ont été [violemment réprimées](#), souvent avec des conséquences mortelles. [La désignation par le ministre de la défense Benny Gantz, en octobre 2021, de six organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme comme entités terroristes, malgré le rejet généralisé de cette mesure](#) par de nombreux États, y compris des pays européens et les États-Unis, exprime la même logique.

La perception israélienne de la présence palestinienne comme une menace constante engendre une vision du monde militariste et axée sur le pouvoir, profondément ancrée dans le tissu de la culture et de l'identité israéliennes. Cette vision est largement reconnue comme un élément déterminant des régimes fondés sur la suprématie ethnique, [y compris l'apartheid en Afrique du Sud](#).

En Israël, la conscription militaire obligatoire pour les Juifs est en place depuis 1949, avec des [taux d'enrôlement](#) parmi les hommes juifs se situant historiquement entre 70

et 90 %. L'armée israélienne est perçue non seulement comme une force de défense, mais aussi comme [un fondement de la cohésion sociale](#), le service militaire étant considéré comme un acte moral qui démontre l'engagement envers la société, l'État et le régime. Le statut élevé de l'armée israélienne et la présentation du collectif palestinien comme une menace pour la sécurité, associés à des années de déshumanisation, ont, au fil du temps, formé une hiérarchie claire dans laquelle la vie des soldats israéliens est supérieure à celle des civils palestiniens.

Cette priorité est évidente dans les politiques militaires de longue date concernant divers scénarios de combat, tels que [l'utilisation de civils comme boucliers humains](#), les [règles permissives d'ouverture des tirs](#) qui dépassent les limites du droit international, et le [bombardement généralisé et imprécis de zones civiles](#) pour protéger les soldats sur le terrain. Ces pratiques ont été particulièrement importantes dans les opérations militaires menées par Israël dans la bande de Gaza au cours des [deux dernières décennies](#), mais elles sont également appliquées dans d'autres régions sous domination israélienne.

La vision des Palestiniens comme une menace existentielle permanente pour Israël doit également être comprise à la lumière du sentiment de victimisation [ancré](#) dans l'identité, le discours et l'ethos juifs-israéliens. Bien qu'Israël soit devenu une puissance militaire régionale, malgré une longue histoire d'expulsion, de dépossession et d'imposition d'un régime militaire violent, et malgré le vaste déséquilibre des forces entre les deux parties, la plupart des Juifs israéliens continuent de se considérer comme les seules victimes, qui n'ont d'autre choix que de tuer et d'être tués pour survivre alors qu'ils sont entourés d'ennemis qui cherchent constamment à les détruire. Ce statut de victime est ancré dans une histoire d'antisémitisme, de persécution et de pogroms contre le peuple juif, qui a culminé avec l'Holocauste. Au fil des ans, le régime israélien [a exploité cette histoire](#) pour justifier, entre autres, le contrôle violent qu'il exerce sur les Palestiniens.

Culture de l'impunité

Une [culture institutionnelle, politique, sociale et juridique de l'impunité](#), dans laquelle les auteurs de crimes commis contre les membres d'un groupe distinct ne sont pas tenus de rendre compte de leurs actes, est un catalyseur bien documenté de crimes extrêmes, y compris, dans certaines conditions, [de génocides](#).

Dans la grande majorité des cas où des Palestiniens ont été lésés par Israël au fil des ans, l'État, ses décideurs, ses soldats, ses commandants, ses officiers de police ou ses civils n'ont pas eu à rendre de comptes. Le soutien dont Israël bénéficie depuis longtemps de la part des pays occidentaux, en particulier des États-Unis, lui a conféré [une immunité de fait](#) vis-à-vis des mécanismes politiques, juridiques et économiques dont dispose la communauté internationale pour prévenir les violations du droit international. Les membres des forces armées israéliennes ont rarement été jugés pour

avoir blessé des Palestiniens, et il en va de même pour les civils israéliens, en particulier les colons.

Par exemple, selon l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme [Yesh Din](#), au cours des cinq années précédant la guerre actuelle, le système militaire israélien d'application de la loi a reçu 862 plaintes concernant des infractions commises par des soldats israéliens contre des Palestiniens en Cisjordanie (un chiffre nettement inférieur au nombre d'incidents réels). Parmi ces plaintes, seules 258 ont donné lieu à des enquêtes criminelles, et seules 13 ont abouti à des inculpations. Sur 219 plaintes déposées concernant l'assassinat de Palestiniens, une seule enquête a été ouverte ([selon le suivi de B'Tselem](#), au cours de cette même période, 950 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza).

[Un examen plus large](#) des enquêtes militaires menées depuis 2000 sur les plaintes concernant les dommages causés aux Palestiniens par des soldats révèle que les enquêtes aboutissent rarement à des inculpations, et encore plus rarement à des condamnations. De même, environ 94 % des affaires de violences commises par des colons à l'encontre de Palestiniens en Cisjordanie et ouvertes par la police israélienne au cours des vingt dernières années ont été classées sans inculpation. Parmi les enquêtes ouvertes, seules 3 % ont abouti à des condamnations totales ou partielles.

Cette impunité généralisée et systémique a été particulièrement évidente [lors des opérations militaires israéliennes à Gaza](#) au cours des deux dernières décennies, ainsi que lors des manifestations de la Grande Marche du Retour en 2018. Lors de l'opération « Plomb durci » (de décembre 2008 à janvier 2009), [les forces israéliennes ont tué](#) environ 1 391 Palestiniens. Au moins 759 d'entre eux ne participaient pas aux hostilités, dont 344 mineurs. Plus de 5 000 personnes ont été blessées. Sur plus de 400 incidents examinés par le bureau de l'avocat général des armées, seules trois enquêtes ont abouti à des inculpations. La peine la plus lourde a été prononcée dans une affaire de vol de carte de crédit.

Au cours de l'opération Pilier de défense en novembre 2012, les forces israéliennes ont tué 167 Palestiniens. Au moins 87 d'entre eux n'ont pas pris part aux hostilités, dont 32 mineurs. Un comité militaire interne a examiné plus de 80 incidents de violations présumées de la loi. [Au cours de l'opération Bordure protectrice](#), à l'été 2014, les forces israéliennes [ont tué](#) environ 2 200 Palestiniens, dont des centaines à leur domicile, y compris environ 526 mineurs. Environ 63 % des personnes tuées ne participaient pas aux hostilités. Pourtant, seules quelques enquêtes ont été ouvertes, dont une seule a abouti à une inculpation à ce jour - pour des faits de pillage.

Lors des manifestations de la Grande Marche du retour, qui se sont déroulées de mars 2018 à juillet 2019, les forces israéliennes [ont tué](#) 223 Palestiniens, dont 46 mineurs, par des tirs à balles réelles, des balles en métal recouvertes de caoutchouc, des

grenades lacrymogènes et d'autres moyens encore. Plus de 13 000 Palestiniens ont été blessés. Sur les enquêtes ouvertes, [une seule a abouti](#) à une inculpation.

Lors de l'opération « [Gardiens des murs](#) » en mai 2021, des centaines de sites dans la bande de Gaza ont été bombardés, y compris des infrastructures civiles, des quartiers, des tours résidentielles, des écoles et des hôpitaux. Selon les chiffres de B'Tselem, 233 Palestiniens [ont été tués](#) au cours de l'opération, dont 137 civils ne participant pas aux hostilités, parmi lesquels 54 mineurs. [Selon les données de l'ONU](#), plus de 2 000 Palestiniens ont été blessés. Sur les 84 incidents soumis au mécanisme d'établissement des faits de l'armée israélienne, [un seul a donné lieu à une enquête criminelle](#) et à une inculpation.

Lorsque le système militaire israélien [d'application de la loi](#) agit, s'il le fait, il se concentre sur des incidents isolés dans lesquels des soldats ou des commandants relativement peu gradés sont soupçonnés d'avoir enfreint des ordres. Les hauts gradés font rarement l'objet d'une enquête et le système n'a pas l'autorité nécessaire pour examiner les ordres eux-mêmes ou les politiques militaires qui les guident. Les enquêtes sont souvent menées avec négligence et reposent presque exclusivement sur les témoignages des soldats, plutôt que sur un examen indépendant des éléments de preuve pertinents. Ces témoignages sont souvent recueillis longtemps après l'incident, ce qui permet aux suspects de coordonner leurs récits et entrave considérablement l'efficacité de l'enquête. Les récits des soldats sont systématiquement privilégiés par rapport à ceux des Palestiniens, dont les témoignages ne sont souvent pas recueillis du tout. En substance, le système d'application de la loi militaire sert principalement à blanchir les politiques militaires aux yeux du public israélien, de la communauté internationale et de ses institutions.

La Cour suprême d'Israël, pour sa part, exerce un [contrôle juridique de façade](#) sur les [mesures prises par les autorités de l'État à l'égard des Palestiniens](#). En fait, pendant des années, la Cour a sanctionné la grande majorité de ces actions ou s'est abstenue d'intervenir, même lorsqu'elles violaient clairement le droit international. [Le prestige](#) de la Cour, conforté par sa réputation internationale d'institution indépendante et libérale chargée de défendre les droits de l'homme, a renforcé l'impunité d'Israël sur la scène mondiale. Jusqu'à l'année dernière, cette perception erronée a permis aux dirigeants israéliens d'échapper aux poursuites devant la CPI, en partie grâce au [principe de complémentarité](#), selon lequel la CPI n'intervient pas lorsqu'un pays dispose de mécanismes nationaux d'enquête et de poursuites qui fonctionnent.

Cette impunité permanente a donné aux décideurs israéliens des motifs raisonnables de penser que même une réponse effrénée, disproportionnée et aveugle à l'attaque du 7 octobre 2023 recevrait le soutien des alliés occidentaux, ou au moins leur approbation tacite, en même temps que des déclarations symboliques sur les dommages causés aux Palestiniens. De même, les commandants, les soldats et les forces israéliennes en général, ainsi que les colons de Cisjordanie, pouvaient supposer en toute sécurité qu'ils continueraient à bénéficier d'une immunité quasi-totale pour les dommages causés aux civils palestiniens.

B. L'attentat du 7 octobre 2023 : Un événement déclencheur

Le 7 octobre 2023, le Hamas et d'autres factions armées palestiniennes ont mené [l'attaque la plus meurtrière](#) jamais perpétrée contre des civils israéliens, [tuant](#) au total 1 218 personnes dans le sud d'Israël ou après les avoir enlevées pour les emmener à Gaza. Parmi elles, 882 étaient des civils et des membres d'équipes communautaires d'intervention d'urgence, dont 280 femmes et 40 enfants. Un petit nombre de civils ont été tués par des tirs de l'armée israélienne [pendant les combats](#) ou alors qu'ils tentaient [d'empêcher leur enlèvement](#) par des Palestiniens armés. Des dizaines de milliers de personnes ont été blessées et 252 personnes ont été enlevées, vivantes ou mortes, vers Gaza. La grande majorité des otages enlevés étaient des civils israéliens, notamment des femmes, des personnes âgées et des enfants, dont le plus jeune était un bébé de neuf mois.

À la mi-juillet 2025, [205 otages avaient été rendus à Israël](#), 148 vivants et 57 morts. Certains otages ont été [tués](#) par leurs ravisseurs ou par des bombardements israéliens, et d'autres sont toujours retenus en captivité, dans des [conditions insupportables](#) et sans accès à des soins médicaux essentiels.

L'attaque du Hamas et d'autres factions armées palestiniennes a comporté de [graves actes de violence](#), y compris des [violences sexuelles](#), dont certains ont abouti à des meurtres. Le devoir d'éviter autant que possible de blesser des civils et l'interdiction absolue de prendre des civils en otage sont des principes fondamentaux du droit international humanitaire et des impératifs moraux contraignants. Ces actes constituent des crimes de guerre et probablement aussi des crimes contre l'humanité. B'Tselem condamne fermement ces crimes.

L'assaut génocidaire contre les habitants de Gaza et contre tous les Palestiniens en tant que groupe ne peut être compris sans reconnaître l'impact de l'attaque du 7 octobre sur la société israélienne. Le choc, la peur et l'humiliation suscités par l'attaque, ainsi que les bouleversements sociétaux qu'elle a provoqués, ont servi de moteur à un changement de politique gouvernementale à l'égard des Palestiniens - de l'oppression et du contrôle à la destruction et à l'anéantissement. De nombreux Israéliens ont perçu l'attentat du 7 octobre comme un événement survenu en dehors du temps et de l'espace, dépourvu de contexte ou d'arrière-plan. Dans le discours local dominant, les mentions du contexte général, à savoir des années de contrôle violent, d'occupation et de blocus de la bande de Gaza, sont considérées à tort comme une [tentative de nier](#) ou [de justifier](#) les actions du Hamas. En dénonçant toute discussion sur le contexte, et plus tard sur les crimes commis à Gaza, le public israélien révèle la persistance de ses angles morts.

Depuis sa création, le régime d'apartheid israélien s'efforce de séparer physiquement et mentalement les Israéliens juifs des Palestiniens. Au cours des décennies d'occupation militaire violente, l'exposition des Israéliens à la violence infligée aux Palestiniens a été réduite au minimum. Le fait que les Palestiniens vivent sous un régime d'apartheid

discriminatoire, raciste et violent a été effectivement effacé de la psyché israélienne. Cette perception déformée de la réalité, associée au sentiment de sécurité procuré par l'appareil de sécurité israélien, a conduit la plupart des Israéliens juifs à ne jamais imaginer que la violence exercée quotidiennement, pendant des décennies, contre des millions de personnes, conduirait un jour à une contre-violence meurtrière d'une ampleur jusqu'alors inconcevable.

L'attaque du 7 octobre a été si traumatisante pour les Israéliens, non seulement en raison de ses résultats ou de [l'incapacité de l'armée à protéger les civils](#), mais aussi parce qu'elle a bouleversé, en quelques heures, des paradigmes fondamentaux. En l'espace de quelques heures, elle a brisé des paradigmes fondamentaux avec lesquels des générations d'Israéliens ont grandi, notamment la croyance que la violence et l'oppression pouvaient être confinées d'un côté de la barrière, tandis que la paix et la sécurité régneraient de l'autre côté.

Il n'y a guère de maison ou de famille en Israël qui ait été épargnée par l'attaque menée par le Hamas et ses conséquences. L'ampleur de l'attaque et le nombre sans précédent de victimes israéliennes ont fait que beaucoup ont subi des pertes, soit personnellement, soit dans leurs cercles sociaux ou familiaux.

Depuis ce matin-là, les Israéliens ont été [inondés d'images de l'attaque](#), ainsi que de [témoignages de survivants](#) et de membres des équipes de secours et des forces armées qui étaient présents. Ces témoignages ont laissé une marque indélébile sur la société israélienne. L'attaque menée par le Hamas a évoqué, plus concrètement que jamais, des scènes de massacre de Juifs sans défense qui sont restées gravées dans la mémoire collective, ébranlant profondément le sentiment de sécurité individuel et collectif de la population juive d'Israël.

L'état de peur, de rage et de désir de vengeance, qui a prévalu chez de nombreux Israéliens immédiatement après le 7 octobre et qui s'est reflété dans le discours public, a servi de terreau fertile à l'incitation contre les Palestiniens en général, et les habitants de Gaza en particulier. Cette atmosphère, amplifiée par des personnalités publiques, des politiciens de haut rang, des commandants militaires et des personnalités des médias, a été l'un des principaux moteurs du passage du régime israélien d'une politique de contrôle et de dissuasion par le biais d'offensives militaires répétées (mortelles en elles-mêmes) et d'un blocus à une politique visant la « [victoire totale](#) » par la destruction systématique, aveugle et massive de la société palestinienne dans la bande de Gaza.

L'opinion publique israélienne s'est facilement ralliée à l'idéologie de la « victoire totale », un concept qui soutient l'illusion que la puissance militaire rétablira le sentiment de sécurité perdu. Lorsque Benny Gantz a annoncé son retour au gouvernement le 8 octobre, [il a déclaré](#) : "Ensemble, nous gagnerons et ferons de ce samedi sanglant le moment qui façonnera la force et la supériorité militaire régionale d'Israël pour les années à venir". Cette déclaration reflétait l'état d'esprit du public qui, dans les mois qui

ont suivi, a permis la décimation de la société palestinienne à Gaza par une force militaire débridée.

L'attaque du 7 octobre a également servi, et continue de servir, de justification apparemment morale à toutes les actions entreprises par l'armée israélienne à Gaza et au-delà, [y compris en Iran](#). Depuis le début et tout au long, l'assaut israélien sur Gaza [a été présenté comme un acte d'autodéfense](#), une réponse nécessaire à l'attaque du Hamas. Le fait que, pour de nombreux juifs-israéliens, il s'agisse de la justification absolue de [chaque action entreprise par Israël dans la bande de Gaza](#) a permis au régime israélien de se défaire de toute obligation légale ou contrainte morale sans pratiquement aucune critique de la part du public. La comparaison des réactions à la rhétorique génocidaire avant et après le 7 octobre illustre clairement l'évolution du discours public. Par exemple, lorsque Bezalel Smotrich a appelé en mars 2023 à ["anéantir"](#) la ville palestinienne de Huwarah, au sud de Naplouse, à la suite d'une attaque contre des Israéliens par un résident local, [ses remarques ont été largement critiquées](#), y compris par des personnes associées au centre politique israélien. Après le 7 octobre, des appels similaires concernant Gaza et la Cisjordanie sont devenus [courants](#), acceptés et [même largement soutenus par le public](#).

La réalité depuis octobre 2023 révèle à quel point une société gouvernée par un régime d'apartheid, qui comprend la ségrégation, le déni et la violence, peut glisser vers une politique de génocide, dans le prolongement direct de schémas de domination et de déni bien ancrés. La destruction de Gaza n'est pas seulement le produit d'une peur existentielle, mais un choix conscient d'imaginer un avenir dans lequel il n'y a pas de place pour la vie palestinienne. Dans ce contexte, l'attaque du Hamas, aussi brutale soit-elle, n'est pas seulement une terrible catastrophe qui s'est abattue sur la société israélienne, mais aussi un miroir reflétant le coût humain du maintien d'un régime d'oppression pendant des décennies, un miroir qu'Israël refuse d'affronter avec indignation et par le feu.

C. Exploitation de l'opportunité par un gouvernement d'extrême droite

L'assaut actuel contre les Palestiniens de la bande de Gaza doit également être compris à la lumière de la composition et du caractère de l'actuel gouvernement israélien. En décembre 2022, dix mois avant l'attaque du Hamas, Israël a formé le gouvernement de droite le plus extrême de son histoire. Dès le départ, les actions du gouvernement ont été guidées par le principe du maintien et de l'enracinement de la suprématie juive, comme l'expriment publiquement les documents politiques officiels, tels que les [accords de coalition](#) et les [principes directeurs](#) du gouvernement, qui soulignent que "le peuple juif a un droit exclusif et incontestable sur toutes les parties de la Terre d'Israël".

Ce gouvernement est dirigé par des ministres de premier plan qui ont fièrement et publiquement épousé des idéologies violentes et génocidaires. Par exemple, en octobre 2021, le [ministre Bezalel Smotrich](#) a déclaré aux membres palestiniens de la Knesset qu'ils étaient "ici par erreur, c'est une erreur que Ben-Gourion n'ait pas terminé le travail et ne vous ait pas chassés en 1948". La rhétorique qui efface le récit palestinien et, dans certains cas, nie l'existence même du peuple palestinien, est également courante chez ces personnalités. En mars 2023, par exemple, [Smotrich a déclaré](#) : "Le peuple

palestinien n'existe pas". Depuis de nombreuses années, alors qu'ils occupaient diverses fonctions publiques, ces fonctionnaires ont clairement indiqué qu'ils avaient l'intention de traduire leur vision du monde en actes, en déclarant qu'ils encourageraient un soi-disant [transfert volontaire](#) de Palestiniens, [l'annexion de la Cisjordanie](#) au territoire israélien et créeraient les conditions nécessaires à [l'implantation de colonies juives dans la bande de Gaza](#), tout en rejetant ouvertement les [règles du droit international](#) et les [institutions qui le défendent](#).

En 2017, Smotrich a publié son plan pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Baptisé "[Plan décisif](#)", il offrait aux Palestiniens le choix entre renoncer à leurs droits et s'exposer à l'expulsion et à l'extermination. La nomination même d'un homme qui a conçu ce plan en tant que ministre du ministère de la défense, responsable de l'administration civile, envoie un message clair selon lequel le gouvernement israélien approuve le recours à la violence (y compris la violence des colons) pour s'emparer de terres et procéder à un nettoyage ethnique de la région des Palestiniens. En conséquence, [le nombre d'attaques de colons](#) contre des Palestiniens entre janvier et septembre 2023 a presque doublé par rapport à la même période de l'année précédente. Depuis que le gouvernement actuel a prêté serment, ces attaques ont pris un nouveau caractère - des pogroms de masse, qui ont commencé avec le pogrom de Huwarah en février 2023 et se sont poursuivis depuis sur une base hebdomadaire. Dans les jours qui ont précédé le 7 octobre 2023, les efforts des membres de l'extrême droite pour faire avancer l'expulsion des Palestiniens de leurs maisons en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, se sont multipliés, comme en témoignent [l'incitation à la violence](#) et la [participation directe aux provocations et aux actions violentes des colons](#). Comme c'est souvent le cas en Cisjordanie, cette violence a souvent été rendue possible par la présence de l'armée israélienne et, parfois, avec sa participation active.

Pour bien comprendre les circonstances dans lesquelles Israël a lancé son assaut génocidaire contre les Palestiniens de la bande de Gaza, il faut tenir compte du fait que, pour une partie importante et centrale des décideurs et des ministres du gouvernement israélien, ce moment était l'occasion de mettre en œuvre des plans de grande envergure visant à étendre le contrôle territorial israélien par l'expulsion et la dépossession des Palestiniens. Comme l'a déclaré la ministre des colonies et des missions nationales, Orit Strock, il s'agit pour eux d'une "[période de miracles](#)". Si le génocide est perpétré par l'appareil israélien dans son ensemble, le fait que nombre de ses principaux architectes et responsables politiques affichent ouvertement et explicitement leur extrémisme et leurs intentions génocidaires est un facteur majeur qui favorise et permet son exécution.

6. CONCLUSION

Depuis qu'Israël a lancé son assaut sur la bande de Gaza, nous avons assisté à des souffrances humaines incessantes et à des pertes en vies humaines d'une ampleur inimaginable quelques mois auparavant. Des villes entières ont été bombardées et rasées, et il ne reste pratiquement plus aucune maison debout ; des centaines de milliers de personnes ont été arrachées à leur vie, errant sur des routes poussiéreuses comme des ombres humaines, avec le peu qu'elles pouvaient emporter sur leur dos, à la recherche d'un abri temporaire ; des adultes et des enfants se bousculent dans des files d'attente interminables pour un peu de nourriture, risquant leur vie et leur intégrité

physique pour avoir la chance de nourrir leurs familles affamées ; et par-dessus tout, la mort menace partout. Il s'agit d'une catastrophe humaine retransmise en direct depuis le brasier. Le génocide va au-delà de l'horrible préjudice causé à ses victimes directes. Il s'agit d'une attaque contre l'humanité elle-même : contre la croyance fondamentale que chaque vie est précieuse et contre le principe fondamental selon lequel chaque être humain a droit à des droits fondamentaux qui le protègent contre la violence arbitraire.

L'histoire montre que la tentative d'éradication d'un groupe d'êtres humains est un crime aux conséquences catastrophiques, un crime auquel chacun a le devoir de s'opposer et d'agir pour qu'il cesse immédiatement. Il s'agit d'un impératif moral, juridique et humain : reconnaître les faits, les appeler par leur nom, se tenir aux côtés des victimes et exiger qu'il soit mis fin à la destruction et à l'extermination pendant qu'elles se déroulent.

Le bilan présenté dans ce rapport ne laisse place à aucun doute : depuis octobre 2023, le régime israélien est responsable d'un génocide contre les Palestiniens de la bande de Gaza. Tuer des dizaines de milliers de personnes, causer des dommages corporels ou mentaux à des centaines de milliers d'autres, détruire des maisons et des infrastructures civiles à grande échelle, affamer, déplacer et refuser l'aide humanitaire - tout cela est perpétré systématiquement, dans le cadre d'une attaque coordonnée visant à anéantir toutes les facettes de la vie dans la bande de Gaza. En outre, la décision d'Israël de poursuivre cet assaut malgré les innombrables avertissements et les nombreuses preuves de ses conséquences mortelles, combinée aux clarifications publiques répétées des décideurs israéliens selon lesquelles la cible est l'ensemble de la population de Gaza, démontre l'intention des dirigeants politiques et militaires israéliens de détruire de manière irréversible la vie des Palestiniens dans la bande de Gaza.

Alors qu'un génocide est en cours dans la bande de Gaza, le régime israélien mène un assaut contre la population palestinienne de Cisjordanie et une politique de violations flagrantes des droits des citoyens palestiniens d'Israël. La forme et l'ampleur de ces actions peuvent varier selon les différentes zones contrôlées par Israël, mais elles s'inscrivent dans la même logique sous-jacente : le déni de l'humanité palestinienne. Dans un processus qui a commencé avec la création de l'État d'Israël en 1948 et s'est accéléré après l'attaque criminelle du Hamas le 7 octobre 2023, la vie et la dignité des Palestiniens ont fini par être considérées comme jetables par la plupart des juifs-israéliens, et la violence à leur encontre a été normalisée. Le massacre et la destruction systématiques dans la bande de Gaza et le déplacement forcé de dizaines de milliers de personnes en Cisjordanie n'auraient pas été possibles sans l'inaction de la communauté internationale face à l'ampleur et à la gravité insondables de ces crimes. La plupart de ces crimes ont été largement documentés et rendus publics au cours des deux années de guerre. Pourtant, de nombreux chefs d'État, en particulier en Europe et aux États-Unis, se sont non seulement abstenus de prendre des mesures efficaces pour mettre fin au génocide, mais l'ont rendu possible par des déclarations affirmant le "droit à l'autodéfense" d'Israël ou par un soutien actif, notamment par l'envoi d'armes et de munitions. Même après que la Cour internationale de justice a déclaré qu'il existait un risque plausible que les actions d'Israël constituent des actes génocidaires, et même après que la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt à l'encontre du Premier ministre Netanyahu et du ministre de la défense de l'époque, M. Gallant, soupçonnés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, la communauté

internationale n'a pas réussi à mettre un terme immédiat à ces actions et à demander aux responsables de rendre compte de leurs actes.

La nature génocidaire des actions d'Israël dans la bande de Gaza et l'incapacité de la communauté internationale à les empêcher n'affecteront pas seulement la conduite future d'Israël à l'égard du peuple palestinien. Ils sont également susceptibles de remodeler les normes de conduite dans les relations internationales et la protection des droits de l'homme dans le monde entier. En foulant aux pieds les principes fondamentaux du droit international et en méprisant ouvertement les normes morales qui ont façonné l'ordre mondial après la Seconde Guerre mondiale, le recours à une force meurtrière aveugle et le ciblage délibéré des civils pourraient devenir le point de départ de futurs conflits violents.

Pour faire face à l'immense destruction et à la désintégration morale, il faut non seulement reconnaître les crimes, mais aussi s'engager à agir et à rendre des comptes, tant au niveau international qu'au niveau national. Nous reconnaissons que la reconstruction après une telle dévastation sera une tâche longue et ardue qui nécessitera un changement fondamental dans les fondements du régime israélien. Ce changement est essentiel aussi parce que le régime israélien, qui a vidé de leur sens toutes les valeurs et obligations morales, est un danger pour tous les peuples qu'il gouverne. Par conséquent, tout doit être mis en œuvre pour éviter qu'il ne fasse de nouvelles victimes.

Dans l'immédiat, la reconnaissance du fait que le régime israélien commet un génocide dans la bande de Gaza et la profonde inquiétude qu'il ne s'étende à d'autres régions où les Palestiniens vivent sous la domination israélienne exigent une action urgente et sans équivoque de la part de la société israélienne et de la communauté internationale.

Il est temps d'agir. Il est temps de sauver ceux qui ne sont pas encore perdus à jamais et d'utiliser tous les moyens disponibles en vertu du droit international pour mettre fin au génocide des Palestiniens par Israël.